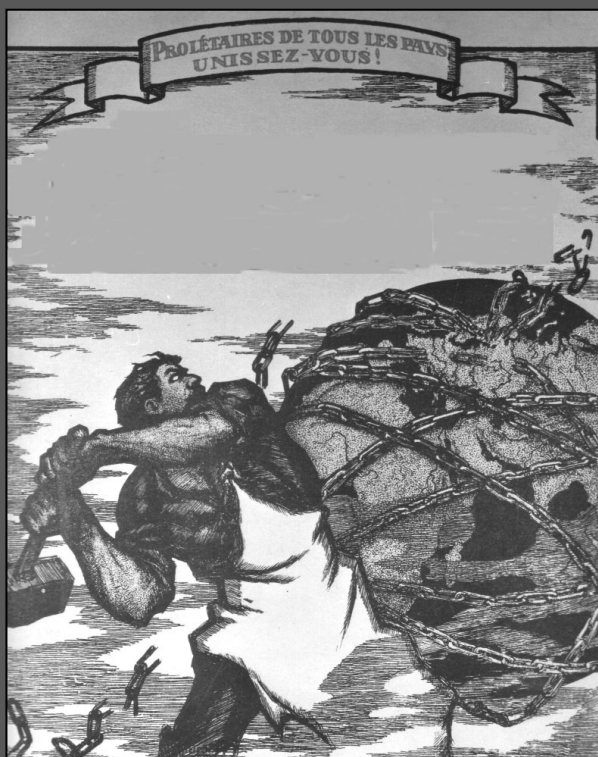


LA VÉRITÉ

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



A la veille du Sixième Congrès mondial de la IV^e Internationale



N° 52 nouvelle série (n° 658) - octobre 2006 - Prix : 4 euros - 8 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.»

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

- **Notes préparatoires
au rapport sur la situation mondiale
et la place de la IV^e Internationale .. p. 3**
(Par Daniel Gluckstein)
- **Dossier :
Question nationale,
question sociale p. 21**
- **Belgique :
après les élections
du 8 octobre p. 22**
(Par Christel Keiser)
- **L'Union des républiques libres
de l'Etat espagnol et l'autodétermination
des nationalités p. 27**
(Par Andreu Camps, Manuel Cuso, Luis Gonzalez)
- **Texte présenté à la discussion
par la commission ex-URSS
du secrétariat international p. 33**
- **Quelques éléments pour la discussion
sur la question nationale
et les tâches de la IV^e Internationale
dans le sous-continent indien p. 41**
(Par François Forgeue)
- **Notes sur la question agraire
et la question nationale en Palestine p. 51**
(Par François Lazar)

- **Question juive, question palestinienne :
quelle solution démocratique ?**
(Une réflexion
à propos de Lénine et la question juive) p. 59
(Par Jack M. De Jook)

- **Quelques réflexions
sur la politique
du courant Grant-Woods**
(deuxième partie) p. 77
(Par Jean Alain et Michaël Mana)

- **Hommage
à Tafazzul Hussain** p. 85

Notes préparatoires au rapport sur la situation mondiale et la place de la IV^e Internationale

Le Sixième Congrès mondial de la IV^e Internationale se tiendra à la fin du mois de novembre 2006.

L'ordre du jour prévoit qu'un premier rapport introductif portera sur le moment de la situation mondiale et la place de la IV^e Internationale.

Il ne s'agit pas ici de présenter ce rapport écrit, mais de fournir des notes permettant à l'ensemble des délégués de préparer ce point de l'ordre du jour.

1. A quel moment s'ouvre ce congrès mondial ?

Le Sixième Congrès mondial de la IV^e Internationale ouvre ses travaux trois mois après l'agression américano-israélienne contre les peuples libanais et palestinien, guerre arbitraire et de destruction systématique de populations civiles.

Le Sixième Congrès mondial ouvre ses travaux alors que des statistiques récemment publiées estiment à 650 000 — un habitant sur 40 — les Irakiens tués depuis qu'a commencé l'agression militaire de l'administration Bush contre le peuple d'Irak, il y a 40 mois. L'Irak a été littéralement pulvérisé comme nation.

Le Sixième Congrès mondial s'ouvre alors que le *Journal des forces armées américaines* a publié en juin 2006 une carte du "Nouveau Moyen-Orient", qui prévoit explicitement la dislocation de tous les Etats de la région en de micro-Etats, taillant à vif dans la chair de toutes les nations.

Le Sixième Congrès mondial s'ouvre alors que, partout dans le monde, la politique de l'impérialisme sous l'égide de Washington remet en cause les nations, les acquis de la civilisation humaine, les fondements de la démocratie, à commencer par l'existence même des organisations ouvrières.

Le Sixième Congrès mondial s'ouvre alors que la résistance des travailleurs et des peuples à la politique de l'impérialisme sur tous les continents, y compris au sein même des Etats-Unis, nourrit la crise au sein même des cercles dirigeants de l'impérialisme, en particulier sur la question de la poursuite ou

non de la guerre en Irak et de la politique d'occupation militaire dans le monde entier.

Ce déferlement de barbarie, de destruction et de sauvagerie ordonné par l'administration du pays le plus développé du monde au plan économique ne peut être correctement interprété qu'en rapport avec ce qui en constitue la base matérielle, l'infrastructure économique et sociale.

"La pensée marxiste n'est aujourd'hui vivante que sous le drapeau de la IV^e Internationale",

écrivait Léon Trotsky, préfaçant en octobre 1937 le *Manifeste du Parti communiste* de Marx et Engels.

De ce *Manifeste*, qui, aujourd'hui, se revendique, sinon la IV^e Internationale ? Le cœur du *Manifeste du Parti communiste*, c'est la remise en cause par Marx et Engels de ce qu'ils appellent non pas la "*propriété en général*", mais "*la propriété bourgeoise*", c'est-à-dire la propriété privée des moyens de production. D'où cette conclusion :

"Les communistes peuvent résumer leur théorie dans cette formule unique : abolition de la propriété privée."

Cette question sera au centre de la discussion du Sixième Congrès mondial de la IV^e Internationale.

2. "D'une banqueroute à l'autre"...

Plusieurs contributions préparatoires à ce Sixième Congrès mondial ont mis en évidence le rapport entre la destruction de la propriété sociale dans les pays où elle avait été instituée comme produit (direct ou indi-

rect) de la révolution d'Octobre et la décomposition des nations et le déferlement des guerres dites "ethniques".

Ces développements doivent être insérés dans leur contexte d'ensemble, la crise de décomposition du capitalisme fondé sur la propriété privée des moyens de production.

Sommes-nous bien dans le cadre fixé par Lénine voilà 90 ans, analysant l'impérialisme comme "*stade suprême du capitalisme*", caractérisé, notamment, par la "*putréfaction*" des forces productives ?

Sommes-nous bien dans la période décrite par Trotsky dans le *Programme de transition* en 1938, selon lequel "*les forces productives de l'humanité ont cessé de croître*" et où

"les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. Les crises conjoncturelles, dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste, accablent les masses de privations et de souffrances toujours plus grandes. La croissance du chômage approfondit, à son tour, la crise financière de l'Etat et sape les systèmes monétaires ébranlés. Les gouvernements, tant démocratiques que fascistes, vont d'une banqueroute à l'autre."

Dans un ouvrage paru juste avant le Quatrième Congrès mondial de la IV^e Internationale (1999), nous mettions en évidence que, dans le cadre fixé par Lénine et Trotsky, l'impérialisme était entré dans une phase de décomposition généralisée, où

"la destruction en masse du travail salarié devient le moyen essentiel de préservation du taux de profit pour un régime social qui pourtant n'existe et ne peut survivre que par l'exploitation du travail salarié" (1).

Le Cinquième Congrès mondial de la IV^e Internationale s'est réuni au début de l'année 2002, alors que venait d'éclater, d'abord aux Etats-Unis, la bulle Internet, menaçant d'effondrement profond et durable toute l'économie mondiale.

A cette phase d'effondrement, qui dura l'équivalent d'une année, a succédé une conjoncture que les analystes internationaux ont présentée comme la grande phase de la reprise américaine, entraînant une croissance à l'échelle mondiale, largement soutenue en particulier par le développement de l'économie chinoise.

Notre Sixième Congrès mondial s'ouvre alors que tous les analystes convergent dans le pronostic suivant : les moyens mis en

œuvre — sur lesquels nous reviendrons plus loin — qui ont rendu possible cette apparente "croissance" sont en train de s'épuiser. Tous prévoient pour 2007 ce que les uns appellent une "récession", les autres un "véritable krach".

Bref, d'un congrès mondial à l'autre, nous sommes passés de l'éclatement d'une bulle spéculative à l'éclatement d'une nouvelle bulle spéculative, chaque fois aggravant, dans des proportions considérables, la dislocation du marché mondial, la décomposition du système, un système qui, pour reprendre la formule de Trotsky, "*va d'une banqueroute à l'autre*".

3. La place de l'économie américaine

La place de l'économie américaine dans l'économie mondiale ne cesse de se ren-

(1) *Lutte des classes et mondialisation* mettait en évidence ces deux phénomènes caractéristiques et complémentaires de cette phase de putréfaction et de décomposition du système capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production :

— des montagnes chaque jour grandissantes de capitaux, qui, ne trouvant à se mettre en valeur sur le terrain de la production des marchandises et de leur consommation, sont à la recherche toujours plus avide de marchés spéculatifs par lesquels réaliser des profits, en contournant les conditions de la mise en valeur de leur production (spéculation monétaire, financière, sur le pétrole, drogue, marchés d'armement, prostitution, etc.) ;

— mais dans la mesure où, en système capitaliste, même décomposé et putréfié, la seule source de richesses nouvelles reste la production et l'extorsion de la plus-value par l'exploitation du travail salarié dans la production des marchandises, cette extorsion de la plus-value se faisait désormais et de plus en plus dans les conditions d'une pression grandissante des rendements attendus par le capital financier dans l'ensemble des processus de la spéculation, et exigeait donc comme moyen essentiel le dégagement d'une plus-value relative par l'abaissement constant de la valeur de la force de travail. Et cela, non seulement par l'augmentation de la productivité du travail abaissant le coût des marchandises, mais par la remise en cause, constante, brutale, de la capacité même de consommation des marchandises par le prolétaire. Ce qui signifie la destruction du travail salarié, aussi bien la destruction de la force de travail en quantité qu'en qualité (par la remise en cause de tout ce qui en constitue la valeur : le salaire, la protection sociale, la qualification, etc.).

Précisons ceci : il n'y a nulle contradiction entre caractériser la tendance générale du capitalisme entré dans sa phase impérialiste de décomposition et de destruction des forces productives, et reconnaître qu'à l'intérieur de cette tendance générale, qui vaut pour toute la période, des phases se succèdent par lesquelles le régime capitaliste cherche coûte que coûte à sortir la tête de l'eau, mais par des procédés qui ne feront qu'aggraver sa crise et l'approfondir.

forcer. En retour, la dépendance de l'économie mondiale vis-à-vis de l'économie américaine est chaque jour plus étroite.

Quarante-huit des 100 premières multinationales mondiales et 44,2 % des 500 premières ont la nationalité américaine. Sept des 10 premières banques mondiales sont nord-américaines. A eux seuls, les Etats-Unis captent 65,1 % des capitaux circulant dans le monde. 89 % des échanges internationaux s'opèrent en dollars. 45 % des émissions d'actions et d'obligations sont émis en dollars. 48 % du stock mondial de capitaux se trouvent aux Etats-Unis.

Il en découle ceci : la conjoncture ouverte en 2001, après l'effondrement de la "nouvelle économie", étant en train de se clore aux Etats-Unis, la récession imminente — voire l'effondrement — pronostiquée par tous les analystes aura une répercussion mondiale.

Le premier signe de cet effondrement annoncé, c'est l'éclatement de la bulle spéculative immobilière, comme a éclaté en 2001 la bulle spéculative de l'économie Internet.

De premières faillites ont déjà eu lieu. Des fonds spéculatifs (hedge funds) se sont déjà effondrés.

Une nouvelle fois, les moyens parasitaires gigantesques utilisés par l'impérialisme pour surmonter ses contradictions se heurtent à leurs propres limites. A chaque étape, se trouve posée à une échelle supérieure la question : que faudra-t-il faire la prochaine fois ?

4. Un endettement sans précédent...

Un élément essentiel des moyens parasitaires mis en œuvre après 2001 fut le développement de l'endettement à tous les niveaux : endettement des entreprises, endettement des ménages, endettement des Etats.

Il s'agissait alors de trouver une réponse à l'effondrement de ce que l'on avait appelé la "nouvelle économie" ou la "Net économie", marquée par le boom spéculatif sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) (2).

D'abord boursier, l'effondrement de 2000-2001 avait rapidement débouché sur une récession économique.

Face à cette situation, la Réserve fédérale américaine a baissé son taux directeur à onze reprises, libérant ainsi les liquidités nécessaires pour éviter l'effondrement de

son système financier. De 6,5 % en décembre 2000, le taux directeur de la Réserve fédérale est passé à 2,5 % en octobre 2001, pour atteindre 1 % en 2003. De ce fait, entre 2003 et 2004, la quantité de monnaie en circulation a augmenté de 20 %.

Economiste en chef de la banque américaine J. P. Morgan, Stephen Roach écrit dans un communiqué d'août 2006 à propos de la période qui s'achève :

"Le boom global des quatre dernières années n'a jamais été soutenable. Il était soutenu par l'excès du cycle de liquidités, qui est venu des mesures d'urgence antidéflationnistes prises par les grandes banques centrales du monde. La vigueur de la croissance mondiale qui s'ensuivit était dominée par les consommateurs américains, mais la noce américaine a été payée au prix d'une chute record dans l'épargne personnelle soutenue par une entrée massive de capitaux et un déficit record du compte courant américain. Ce boom reposait précieusement sur un déséquilibre global sans précédent. L'excès de capital acheta du temps pour un monde précaire."

5. "Too much money !"

Les Etats-Unis ont déjà eu recours, dans le passé, à des relâchements monétaires permettant d'injecter un maximum de liquidités dans un système financier largement ébranlé. Mais, cette fois, tous les records ont été battus. Le coût du crédit étant peu élevé, il devenait aisé d'emprunter. Cet argent moins cher, parfois presque gratuit, a libéré des forces spéculatives sans précédent.

Car dans le cadre de la contraction et de la dislocation du marché mondial, ces emprunts pouvaient difficilement trouver à se valoriser dans le seul domaine de la production des marchandises. La masse de capitaux disponibles était largement supérieure aux

(2) Pour qui s'en souvient, au tournant du siècle, cette nouvelle économie avait été donnée comme le miracle de l'économie mondiale, la preuve de la vitalité du système capitaliste. En réalité, il s'agissait, comme nous l'avons expliqué à l'époque, d'une "solution" pour tenter de sortir l'économie du marasme du début des années 1990, marasme auquel la première guerre contre l'Irak n'avait pu être un remède immédiat. L'élément essentiel de cette nouvelle économie était d'accélérer et de faciliter un vaste mouvement de destruction des forces productives, sur le plan de la flexibilité, de la délocalisation, des restructurations tournées vers le développement de la sous-traitance, etc. Mais au bout de quelques années, ces moyens artificiels et parasitaires de "relancer" l'économie avaient débouché sur leur effondrement. Comme aujourd'hui...

possibilités de la valorisation dans le cadre du seul domaine de la production. “*Too much money*”, s’exclamait déjà il y a un an l’hebdomadaire financier *Business Week* (3). Il y a trop d’argent.

Durant les vingt-cinq dernières années, la production des richesses dans le monde, mesurée par le produit intérieur brut (PIB), a été multipliée par trois ; la masse globale des capitaux (actions, obligations, dépôts bancaires) a été multipliée par dix ! Dans un rapport publié en janvier 2006 (4), le Mc Kinsey Global Institute (MGI) estime à 136 000 milliards de dollars le marché mondial des capitaux (actions, obligations et dépôts bancaires), soit une augmentation de 18 000 milliards de dollars (15 %) par rapport à l’année précédente.

Ce marché des capitaux représente 3,3 fois le PIB mondial. Le MGI désigne la dette publique et privée comme le principal vecteur de cette explosion dans les six dernières années (5).

Cette politique d’injection massive de fonds de la Réserve fédérale (suivie par les autres banques centrales) se traduit par une reprise considérable de la spéculation recherchant frénétiquement de meilleures rentabilités. Il y a eu l’effondrement de 1998, puis celui de la bulle Internet en 2001. Et pourtant, aujourd’hui, les “*hedge funds*” (fonds spéculatifs) représentent trois fois plus de capitalisation qu’en 2000 (passant de 520 milliards de dollars en 2000 à 1 540 milliards de dollars aujourd’hui). Basés exclusivement sur la spéculation, ces “*hedge funds*” sont actuellement au nombre de 9 000. Ils sont tenus pour responsables de 30 à 50 % des transactions sur les marchés financiers. De ce fait, ils constituent un facteur de déstabilisation considérable pour tous les investissements dans la production.

Selon les hypothèses faites sur les cours à la baisse, les cours à la hausse, etc., ils impriment des mouvements tellement brusques qu’ils s’exposent eux-mêmes à des risques de krach aux conséquences incalculables, comme ce fut le cas avec LTCM en 1998, ou avec le *hedge fund* de pension Amaran en septembre 2006.

Sur un autre plan, l’extraordinaire spéculation sur le pétrole et les matières premières au cours de l’année 2006, qui n’a strictement rien à voir avec les conditions réelles de la recherche et de l’extraction de ces matières premières, relève des mêmes phénomènes parasitaires de la spéculation.

6. Les travailleurs aux Etats-Unis : un endettement sans précédent...

Faut-il le rappeler ? Aussi hypertrophiée que soit la bulle spéculative, la source du profit en système capitaliste ne peut résider ailleurs que dans la production, c’est-à-dire l’extorsion de la plus-value. Mais cette plus-value elle-même ne se transforme en profit qu’à la condition que les marchandises qui en sont gorgées puissent être écoulées.

Une composante essentielle des moyens utilisés par l’impérialisme après le krach de 2000-2001 a donc été la relance de la consommation, en particulier des ménages américains. Mais cette relance de la consommation ne s’est aucunement opérée par l’augmentation du pouvoir d’achat ou l’augmentation des salaires. Elle s’est faite à travers une politique d’endettement parasitaire des ménages, afin d’augmenter coûte que coûte leur consommation.

7. ... qui conduit à la paupérisation et à la ruine

Les statistiques officielles américaines pour 2002-2006 montrent une stagnation des salaires moyens aux Etats-Unis. Les salaires des employés et ouvriers ont eux baissé de 5 %. (Il s’agit des salaires, et non pas des revenus, terme abusivement utilisé pour mêler salaires et produits de l’épargne, des placements, etc.)

Le processus de paupérisation frappe en premier lieu la classe ouvrière américaine.

(3) *Business week*, 11 juillet 2005.

(4) “*Mapping the global capital market, Second annual report 2006*”, Mac Kinsey Global Institute, janvier 2006.

(5) Encore faudrait-il ajouter à cela les produits dérivés dont MGI ne tient pas compte. Si l’on se réfère aux chiffres fournis par la Banque des règlements internationaux (BRI), les produits dérivés représenteraient le chiffre astronomique de 1 600 000 milliards de dollars, soit cinq fois plus que le stock de capitaux ! Des chiffres astronomiques, ahurissants, expression numérique de la décomposition atteinte par le régime de la propriété privée des moyens de production.

Selon le journal français *La Tribune* (18 septembre 2006), Ford a l’intention de supprimer 75 000 postes d’ouvriers et 10 000 postes d’administratifs (4 000 avaient déjà été supprimés au 1^{er} trimestre) aux Etats-Unis. General Motors dépasse et avance de deux ans son plan de restructuration visant à supprimer 30 000 postes d’ici 2007 : 6 500 postes ont été supprimés en 2005, auxquels s’ajoutent 35 000 “*demandes de départs volontaires*” (*La Tribune*, 27 juin 2006).

Aujourd'hui, officiellement, 36 millions d'Américains (12 % de la population) vivent en dessous du seuil de pauvreté, soit 20 % de plus qu'il y a quatre ans (ils étaient alors 30 millions). 46,6 millions d'Américains ne disposent d'aucune couverture sociale, soit 6,6 millions de plus qu'il y a six ans. 37 % des ménages n'ont aucun plan de retraite. Et pourtant, depuis cinq ans, la "croissance" américaine a été principalement le résultat de l'augmentation de la consommation des ménages. Selon les statistiques officielles, la consommation représentait 71 % du PIB des Etats-Unis. Comment cela est-il possible ? Par l'endettement massif, dopé par des taux d'intérêts historiquement bas, et la spéculation sur l'immobilier.

L'endettement moyen des ménages américains représente aujourd'hui le niveau inégalé de 129 % de leurs revenus (50 % il y a quelques années).

En 1972, le total des emprunts des ménages américains représentait quelques dizaines de milliards de dollars. Ce total est passé à environ 300 milliards de dollars en 1998 et 100 milliards de dollars en 2004. Chaque foyer américain était en moyenne endetté pour 25 892 dollars en 1987. Il l'est à hauteur de 101 386 dollars en 2005.

Dans un ouvrage publié fin 2005 aux Etats-Unis (6), on peut lire l'information suivante :

"L'Américain moyen a quarante-cinq ans, il a 68 000 dollars placés dans son plan 401(k) (fonds de pension américain, dit à cotisation définie, où le seul montant connu est celui versé par le futur retraité, la pension effectivement versée étant, elle, tributaire des aléas du marché — NDLR) et il doit 69 227 dollars sur un emprunt immobilier et 8 000 dollars sur un emprunt à la consommation. Il lui reste dix à quinze ans pour épargner assez d'argent pour sa retraite. S'il veut une pension équivalente à son salaire, il devra épargner quelque chose comme 500 000 dollars pendant les quinze prochaines années. Comment fera-t-il ? C'est impossible (...). Il devra arriver pauvre à la retraite ou bien vivre pauvrement jusque-là."

Encore s'agit-il ici de "l'Américain moyen". Pour le "travailleur américain moyen", on peut parler d'une menace de faillite totale, qui pèse comme une épée de Damoclès au-dessus de sa tête.

Menace de faillite totale liée d'abord aux restructurations en masse des emplois industriels et de service, et aux baisses considérables de salaires liées à la pression des délocalisations (7).

Menace de faillite totale, en conséquence, également de l'endettement.

Dans le cadre de la bulle immobilière, les banques ont poussé les ménages à s'endetter sur l'immobilier dans des conditions inconnues jusque-là : toute valorisation du bien immobilier après son achat (en relation avec la spéculation immobilière) dégage une possibilité d'emprunter de nouveaux découverts en cash. Ainsi, plus la spéculation se développe, plus la valeur du bien immobilier augmente, plus il y a de liquidités disponibles, plus on consomme.

De ce fait, aujourd'hui, les prêts immobiliers représentent plus des deux tiers de l'encours des prêts des banques commerciales américaines (contre un tiers en 1980). La croissance de la consommation a été largement dopée par une spéculation immobilière frénétique, qui a vu les cours s'envoler, et, sur la base de ces cours, dégager des possibilités d'endettement considérables pour les ménages américains. La dette hypothé-

(6) Publié en France en 2006, *L'Empire des dettes*, William Bonner et Addison Wiggin, Les Belles Lettres.

(7) Paul Craig Roberts, ancien secrétaire adjoint au Trésor de l'administration Reagan, qui est donc dans un camp opposé à celui de la classe ouvrière, écrit cependant dans un article daté du 31 septembre-1^{er} octobre 2006, intitulé "Le nouveau visage de la guerre de classe" : "Les attaques contre l'emploiminent le régime de Bush (...). NAFTA et les différents prétendus traités de libre-échange n'ont jamais été des traités commerciaux. Ce sont des accords qui autorisent légalement les multinationales américaines à remettre en cause les travailleurs américains, à contourner le paiement des cotisations de sécurité sociale, d'assurance maladie et de retraite, et à délocaliser leurs entreprises là où la force de travail est moins coûteuse. La délocalisation des emplois américains n'a rien à voir avec le libre commerce." Paul Craig Roberts cite des articles parus dans la revue *Foreign Affairs* (mars-avril 2006), qui estiment entre 42 et 56 millions d'emplois dans le secteur des services aux Etats-Unis qui seraient susceptibles d'être délocalisés. Il cite également des études parues dans *Business Week*, qui situent entre 10 et 12 % la baisse de salaires des emplois qualifiés dans le domaine de l'informatique entre 2001 et 2005. Le même Paul Craig Roberts cite un article du *Chicago Sun Times* (26 janvier 2006) signalant que, pour 325 offres d'emploi dans la branche de Chicago des grands magasins de distribution World Mark, 25 000 travailleurs se sont présentés pour y postuler. Il fournit également d'autres statistiques qui évaluent en particulier à 7 millions le nombre d'emplois qui n'ont pas été créés et qui auraient été nécessaires simplement pour maintenir le niveau d'emploi général face à l'augmentation de la population. Ajoutons enfin que, dans le secteur de l'automobile, les derniers mois ont vu aux Etats-Unis des restructurations sans précédent depuis longtemps.

caire représente aujourd'hui 8 500 milliards de dollars (contre 6 milliards en 1999). Elle représente 80 849 dollars par famille. Toutes ces dettes sont gagées sur la valeur des biens immobiliers sous-jacents.

L'effondrement annoncé de la bulle spéculative immobilière (8) risque donc de précipiter des millions de ménages ouvriers et populaires aux Etats-Unis dans une situation de faillite immédiate, puisque croulant sous des dettes dont la valeur n'est pas susceptible d'évoluer, tandis que les biens immobiliers sur lesquels ces dettes sont gagées, eux, voient leur valeur s'effondrer.

8. Entreprises américaines : explosion de l'endettement

L'endettement des entreprises non financières aux Etats-Unis s'élève aujourd'hui à 6 000 milliards de dollars, le double de ce qu'il représentait il y a dix ans. Cet endettement ne sert que marginalement à investir dans les capacités de production. Pour l'essentiel, il finance des réductions de capacités, notamment à travers les investissements dans la "nouvelle technologie" (ce qu'ils appellent la "*rationalisation des processus de production*" n'est rien d'autre que la réduction du processus de production).

L'endettement des entreprises a également permis de faciliter les délocalisations (en Chine, notamment) ou parfois même des délocalisations internes aux Etats-Unis.

Enfin, cet endettement massif a également financé l'invasion des fonds américains en Europe pour s'approprier de très larges parties des entreprises européennes.

La part de l'industrie dans le PIB des 25 pays de l'Union européenne est passée en dix ans de 28,17 % à 21,36 %. Si l'on retire les pays de l'Union européenne qui sont des "terres de délocalisation industrielle", comme la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et l'Irlande, ces proportions sont respectivement de 27,3 % et 19,5 %.

(Dans un pays comme la France, une très large partie du réseau des PME [petites et moyennes entreprises] — sans même parler des grosses entreprises — est d'ores et déjà prise en charge par les fonds d'investissement des Etats-Unis, adossés à cette politique d'endettement.)

9. Plus que jamais : l'économie d'armement !

Le troisième volet de la politique d'endettement à la base de la "reprise" économique

américaine, c'est l'augmentation des dépenses militaires.

En dix ans, l'endettement d'Etat aux Etats-Unis est passé de 5 674 milliards de dollars à 9 000 milliards de dollars. (On verra plus loin comment cet endettement est financé par le monde entier.)

L'investissement d'Etat est un moteur majeur de l'investissement aux Etats-Unis.

Mais quel investissement ?

Certainement pas l'investissement dans les budgets sociaux. Ceux-ci sont en constante régression, comme l'ont démontré dramatiquement les circonstances entourant le cyclone Katrina. En réalité, les dépenses militaires constituent le secteur des dépenses publiques qui connaît la plus forte croissance (en même temps qu'elles sont une manne providentielle pour nombre de groupes, qui y voient de nouvelles opportunités de valorisation de capital, y compris dans le domaine de la recherche et du développement... des forces destructrices) (9).

Cette augmentation de l'endettement public, centrée sur les dépenses militaires depuis 2001, correspond (est-ce une simple

(8) Cette situation a créé une surproduction de capitaux et de biens sur l'immobilier, avec un stock d'inventés et de logements construits qui ne sont pas loués. De ce fait, les prix de l'immobilier ont commencé à baisser. S'ils s'effondrent, cela aura des conséquences catastrophiques, notamment pour les ménages ouvriers qui ont emprunté sur la valeur des biens.

(9) Si l'on considère la Recherche et Développement (R&D) des investissements engagés pour des productions dans un délai plus ou moins long, et, dans le domaine militaire, à 5 ou 10 ans, plus du tiers de la R&D aux Etats-Unis est financée par l'Etat fédéral. La R&D fédérale est elle-même, pour plus de la moitié, une R&D à des fins militaires. Celle-ci a progressé entre 7 et 10 % par an depuis 2000, alors que l'ensemble de la R&D fédérale évolue à un rythme annuel de 4 à 7 %. C'est la R&D militaire qui a stimulé la recherche dans les biotechnologies (lutte contre le bio-terrorisme) et les nanotechnologies. Par ailleurs, la R&D militaire touche directement aux domaines de l'ingénierie (40 % des dépenses fédérales dans ce domaine), les sciences de l'informatique (37 %), les sciences physiques (11 %, et 51 % si on inclut la R&D sur le nucléaire militaire réalisée par le département [ministère] de l'Energie). Sans compter ce que réalisent certaines agences comme la NASA. Quant à la R&D privée, elle porte majoritairement sur des domaines tels que, par exemple, les techniques de l'information et de la communication (TIC), sur la base de techniques d'origine militaire (Internet, GPS, etc.) (sources : ambassade de France aux Etats-Unis [et notamment le rapport intitulé *La R&D aux Etats-Unis: quelques données*, 2003], American Association for the Advancement of Science [AAAS], US Department of Defense).

coïncidence ?), au lendemain du 11 septembre 2001, aux guerres extrêmement coûteuses en Afghanistan, en Irak, aux politiques d'intervention militaire américaines dans le monde (10). Ce qui crée des volants d'entraînement parasitaires artificiels pour l'économie, des marchés captifs pour l'industrie d'armement, et aussi, en relation avec cela, pour toutes les industries d'entretien des troupes américaines dans le monde, et aussi du pétrole, etc.

Les Etats-Unis représentent aujourd'hui à eux seuls 48 % des dépenses militaires mondiales (chacun des autres pays industrialisés ne dépassant pas chacun 4 à 5 %).

Sur les 268 milliards de dollars de chiffre d'affaires annuel réalisés par les 100 premières sociétés d'armement dans le monde, près des deux tiers (63,3 %) sont réalisés par 40 sociétés américaines. Quatre des cinq premiers producteurs d'armes du monde — qui, à eux seuls, trustent 44 % du marché — sont de nationalité nord-américaine.

L'administration Bush a fait passer les dépenses militaires de 302 milliards de dollars à 507 milliards de dollars (plus de 4 % du PIB), soit une progression de 68 %. Notons que ces dépenses ne tiennent pas compte de toutes les dépenses militaires "privatisées" (ainsi, par exemple, en Irak, l'armée a confié à des sociétés privées la réalisation d'un très grand nombre de fonctions, notamment dans la logistique, mais aussi dans le domaine dit de la "sécurité privée").

10. "La bourgeoisie marche les yeux fermés à la catastrophe"

Dans le *Programme de transition*, évoquant la crise du régime capitaliste, Léon Trotsky écrit :

"La bourgeoisie elle-même ne voit pas d'issue. Dans les pays où elle s'est déjà trouvée contrainte de miser son dernier enjeu sur la carte du fascisme, elle marche maintenant les yeux fermés à la catastrophe économique et militaire."

Soixante-dix ans après que ces lignes ont été écrites, l'une des expressions les plus spectaculaires de la poursuite et de l'aggravation des phénomènes de décomposition du capitalisme impérialiste, c'est qu'aujourd'hui la bourgeoisie "marche les yeux fermés à la catastrophe économique et militaire", non seulement dans les pays où elle a "misé sur la carte du fascisme", mais y com-

pris dans les pays dits démocratiques, y compris aux Etats-Unis mêmes. C'est toute l'économie mondiale, toute la bourgeoisie mondiale qui "marchent les yeux fermés à la catastrophe".

Ce serait une grave erreur, dans ce contexte, de considérer l'impérialisme comme un tout homogène. Il n'y a pas de "super-impérialisme". La classe capitaliste des Etats-Unis, qui constitue la seule bourgeoisie qui cherche à défendre ses intérêts de classe d'une manière homogène et indépendante des autres bourgeoisies, est cependant traversée par les plus grandes contradictions. Ces contradictions ont pour racine la lutte de classe, c'est-à-dire la résistance opposée, d'une part, par les travailleurs et les peuples du monde entier à la politique de l'impérialisme, et, d'autre part et surtout, par la résistance de sa propre classe ouvrière américaine.

Il est significatif qu'au moment où se prépare notre Sixième Congrès mondial, les élections de novembre 2006 sont données comme extrêmement incertaines pour l'administration Bush.

Le borbier de la guerre en Irak, après celui de l'Afghanistan, fait remonter contre l'administration Bush un puissant ressentiment contre la guerre parmi les masses américaines. Celui-ci se conjugue à ce qui s'est exprimé dans les puissantes manifestations sur la question des travailleurs immigrés et se relie également à la vague d'indignation et de révolte qu'a suscitée l'abandon dans lequel les populations de La Nouvelle-Orléans ont été laissées après le passage de l'ouragan Katrina.

Il y a au sommet de l'impérialisme américain les plus grandes contradictions : faut-il poursuivre la marche forcée, la fuite en avant dans les épisodes guerriers et de massacres s'ajoutant les uns après les autres ? Faut-il réellement utiliser l'argument de

(10) Actuellement, il y a plus de 800 bases militaires dans le monde, avec un effectif permanent de 350 000 militaires sur 130 pays. Ces effectifs ne tiennent pas compte des effectifs militaires en Irak, qui s'élèvent à 130 000 environ (depuis 2001, plus d'un million d'hommes ont été déployés en Irak et en Afghanistan, et certains y ont été envoyés plusieurs fois). Le maintien de la présence de troupes en dehors du territoire, le quadrillage interne par la Garde nationale et le maintien des troupes en Irak et en Afghanistan posent d'énormes problèmes à l'administration, confrontée à des difficultés de recrutement très sérieuses.

Fin septembre 2006, 2 757 soldats américains avaient été tués (et 26 900 blessés) en Irak.

l'Iran ou de la Corée du Nord, après avoir utilisé ceux de l'Irak et de l'Afghanistan ? Chacun mesure qu'une aile de l'impérialisme américain est tentée par cette marche en avant. Mais une autre aile, mesurant les effets dévastateurs — au plan politique, au plan de l'instabilité de la situation mondiale, et y compris au plan économique — de l'ensemble des moyens parasites auxquels l'impérialisme a recouru pour garder la tête hors de l'eau, penche pour un "rééquilibrage" de cette politique. Cela s'est d'ailleurs mesuré, d'une certaine façon, dans les suites de la guerre américano-israélienne au Liban, lorsque, à un certain stade, l'impérialisme américain a contraint Israël à un recul, certes temporaire, mais dont la base était que la maîtrise de la situation risquait d'échapper.

Bien évidemment, cette crise politique et de décomposition au sommet de l'impérialisme américain, par elle-même, n'ouvre pas d'issue. L'hypothèse d'un "rééquilibrage" de l'administration américaine en faveur du Parti démocrate n'ouvrirait en aucune manière une perspective pour les masses américaines, démocrates dont il faut rappeler qu'ils n'ont jamais cessé de soutenir "l'effort" de guerre destructrice de l'administration Bush, et qu'ils continuent de le faire (en juin 2006, tous les députés démocrates ont voté le budget de guerre de Bush pour 2007, y compris ceux qui s'expriment publiquement contre la guerre) ; démocrates dont il faut rappeler qu'ils ont voté les mesures du Patriot Act remettant en cause toutes les libertés civiles, et qui, concernant Katrina, leur administration locale et d'Etat, ont agi exactement à l'unisson de l'administration Bush.

C'est ce qui ramène à la question essentielle, qui sera débattue au Sixième Congrès mondial, de l'aide à apporter au combat pour le Labor Party, et, singulièrement, pour un parti ouvrier noir, pour des candidatures ouvrières noires indépendantes, reliées au combat pour le Labor Party, dans la mesure où l'issue offerte en toute indépendance aux secteurs les plus opprimés de la classe ouvrière et de la jeunesse américaines ouvrirait une issue pour toute la classe ouvrière et tous les opprimés.

11. Démocratie politique et démocratie sociale dans la ligne de mire

A propos de l'effondrement annoncé pour 2007, l'ancien conseiller économique du

président Clinton et actuel professeur à l'université de New York, Nouriel Roubini, déclare :

"Selon moi, la récession américaine sera cette fois plus longue et plus profonde qu'en 2001. Elle durera tout au long de 2007 et affectera le reste du monde" (11).

Cette catastrophe annoncée n'est qu'un nouvel épisode, qui, après celui de l'effondrement des nouvelles technologies de 2001, l'effondrement de la bulle spéculative des années 1990, etc., nous ramène à la formule de Marx dans *Le Capital* : "*La limite du capital, c'est le capital lui-même*", c'est-à-dire la nécessité d'extorquer la plus-value dans l'exploitation de la force de travail. Or, répétons-le, cette exploitation de la force de travail ne peut s'opérer que dans la production des marchandises et exige, pour que cette plus-value soit réalisée, que la marchandise elle-même puisse s'écouler.

Dans les conditions d'un marché mondial de plus en plus disloqué par la décomposition du capital, l'écoulement des marchandises s'effectue dans des conditions de plus en plus difficiles et précaires. D'où :

1. la recherche des moyens artificiels de valorisation du capital (économie d'armement, spéculation, mafia, création monétaire, drogue, etc.) ;

2. la nécessité, malgré tout, de dégager de la plus-value, ce qui ne peut se faire que d'une manière de plus en plus violente et brutale, sous la forme de la destruction-dévalorisation de la force de travail.

L'élément nouveau de ces dix dernières années, c'est que cette destruction-dévalorisation de la force de travail passe par une politique de destruction systématique de toutes les formes organisées qui, d'une manière ou d'une autre, font obstacle à cette offensive de destruction-dévalorisation de la force de travail.

• D'une part, l'existence des organisations ouvrières. L'offensive se mène sur le terrain de la gouvernance mondiale (la "nouvelle centrale syndicale internationale", on y reviendra plus loin), qui met en cause l'existence de la classe ouvrière "pour soi", et dont — et ce n'est pas un hasard — un premier coup majeur a été porté par l'explosion de la centrale syndicale AFL-CIO en deux ailes (12), dont l'une, intitulée "Change to

(11) Nouriel Roubini, *Le Monde*, 31 août 2006.

(12) Lire notamment « *La scission de l'AFL-CIO et la "nouvelle gouvernance mondiale"*, un entretien avec Alan Benjamin », paru dans *La Vérité*, n° 45 (août 2005).

Win”, est à l’avant-garde d’un “syndicalisme de la gouvernance”, en particulier la gouvernance des multinationales avec les patrons, renonçant à constituer la classe comme classe à travers les confédérations.

- D’autre part, la remise en cause des Etats et des nations. Dans la mesure où, au sein des institutions des Etats et dans le développement historique des nations, la classe ouvrière a inscrit des conquêtes et des institutions, et qu’il est impossible aujourd’hui de briser la valeur de la force de travail au niveau requis par les besoins de valorisation du capital sans briser ces institutions qui fixent la valeur de la force de travail, il s’agit bien de briser ces institutions, pas simplement les affaiblir. Et pour les briser, il faut briser le cadre même des nations. (En même temps que briser le cadre des nations, règle aussi, du point de vue de l’impérialisme américain, la situation des bourgeoisies concurrentes et facilite la prise de contrôle des marchés et des matières premières.)

“L’impérialisme, c’est la réaction sur toute la ligne”,

écrivait Lénine voilà 90 ans.

On voit aujourd’hui comment, à travers la destruction des Etats et des nations, d’une part, et de toutes les institutions démocratiques qui ont été édifiées, et, d’autre part, la destruction de toutes les organisations et institutions que la classe ouvrière a constituées par sa lutte de classe, se révèle et se confirme la profondeur réactionnaire de la nature même de l’impérialisme, ne pouvant aujourd’hui survivre qu’au prix d’une tentative constante de détruire tous les piliers de la démocratie politique et de la démocratie sociale.

12. La Chine et les Etats-Unis

Dans ses *“Théories sur la plus-value”* (Livre IV du *Capital*), Marx écrit, à propos des physiocrates :

“Ils ont eu tout à fait raison de poser ce principe fondamental : seul est productif le travail qui crée une plus-value, dont le produit contient donc une valeur supérieure à la somme des valeurs consommées pendant sa production.”

Impossible donc, pour le capital — même parvenu au stade de putréfaction et de décomposition généralisées qu’il atteint aujourd’hui —, de ne pas chercher à faire face à sa propre raison d’être (et en même temps sa propre “barrière”) : l’extorsion de la plus-

value par l’exploitation du travail salarié dans le procès de production des marchandises.

Que n’a-t-il été écrit, à ce sujet, ces dernières années, sur le “miracle chinois” ?

Combien de fois les courbes de croissance vertigineuse de l’économie chinoise n’ont-elles été données en exemple des ressources du système capitaliste, toujours capable de trouver de nouveaux champs d’investissement ? Combien de fois le “dynamisme chinois” n’a-t-il été opposé au reste de l’économie mondiale ?

A ceux qui placent leurs espoirs dans le fait qu’un ralentissement éventuel de l’économie américaine pourrait être compensé par le dynamisme des économies asiatiques, et notamment chinoise, le chroniqueur du quotidien du capital financier britannique *Financial Times*, Wolfgang Munchau, a rétorqué qu’ils pourraient aussi bien espérer que *“la petite souris allait passer au cours de la nuit et laisser des liasses d’argent sous l’oreiller”*. Formule imagée qui dit bien ce qu’elle veut dire. Plus du tiers des exportations chinoises, un quart des exportations japonaises sont destinées aux Etats-Unis, d’où la dépendance de ces pays par rapport à la conjoncture américaine. A cela, il faut ajouter que ces pays sont les principaux contributeurs aux flux de capitaux s’investissant dans les obligations d’Etat américaines. Il en découle que non seulement l’économie mondiale est dépendante de celle des Etats-Unis, mais aussi que, singulièrement, les processus à l’œuvre dans l’économie chinoise sont d’une certaine manière devenus une affaire interne aux Etats-Unis.

De même que dans les années 1920, Trotsky écrivait qu’on ne peut traiter des questions de l’Europe sans les relier à l’Amérique (d’où le titre de son célèbre article sur *“Europe et Amérique”*), de même il est aujourd’hui illusoire de prétendre traiter des processus internes en Chine sans les relier à l’Amérique. Il faudrait, d’une certaine manière, parler de “Chine et Amérique” comme on parle d’Europe et Amérique (bien que les conditions, on va y revenir, soient différentes).

Mais nul ne peut abstraire les processus en cours en Chine de l’existence d’un marché mondial disloqué par la décomposition du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production et dominé, plus que jamais, par le capital financier nord-américain.

Comme l'a déjà montré l'une des contributions préparatoires au Sixième Congrès mondial (*Premières notes pour ouvrir une discussion sur le bilan de la révolution chinoise*, bulletin de discussion des sections n° 1), la prétendue croissance chinoise n'est que le produit différé des moyens parasitaires par lesquels le système fondé sur la propriété privée des moyens de production cherche à desserrer l'étau qui l'étreint.

Ces moyens conduisent la Chine, chaque jour davantage, au bord d'une dislocation aux conséquences incalculables pour l'ensemble de l'économie mondiale.

L'élément constant et central de cette situation est l'offensive contre les classes ouvrières, à commencer par la classe ouvrière chinoise elle-même. Une offensive qui, dans les conditions particulières de la Chine où la révolution de 1949, même contrôlée par l'appareil bureaucratique, a conduit à l'expropriation de la propriété privée des moyens de production, exige d'aller jusqu'au bout du démantèlement de la propriété sociale.

13. Chine-Etats-Unis : un mouvement circulaire de capitaux...

Il est un fait que nul ne peut ignorer : les gigantesques déficits de l'économie américaine sont principalement financés par les banques centrales asiatiques, et tout particulièrement celles du Japon et de la Chine.

Officiellement, les avoirs en dollars des banques centrales asiatiques s'élèvent désormais à plus de 2 000 milliards de dollars, dont 900 milliards pour la seule Chine.

Un gigantesque mouvement circulaire de capitaux s'opère entre les Etats-Unis et la zone asiatique, et principalement la Chine. Le schéma est le suivant :

- Au départ, soit une délocalisation en Chine d'activités jusque-là implantées aux Etats-Unis ou en Europe, soit un investissement industriel direct (comme on va le voir plus loin, la majorité des exportations "chinoises" hors de Chine relève d'activités contrôlées par des capitaux non chinois, et principalement nord-américains).

- Deuxième étape : les produits fabriqués ou assemblés sont exportés hors de Chine. Ils sont alors payés en dollars, monnaie du commerce international. Ces dollars sont alors déposés par les exportateurs sur les

comptes des banques commerciales chinoises.

- Troisième étape : les banques commerciales chinoises revendent ces dollars à la banque centrale chinoise.

- Quatrième étape : la banque centrale chinoise investit ces dollars dans l'achat des bons du Trésor américains, finançant ainsi les déficits des Etats-Unis.

Rappelons que l'ampleur des déficits budgétaires et commerciaux américains (entre 700 et 1 000 milliards de dollars annuels depuis 2002) conduit le Trésor américain à emprunter chaque jour sur le marché 1,8 milliard de dollars. Cet emprunt est contracté auprès des investisseurs institutionnels américains et étrangers, et tout particulièrement les banques centrales asiatiques, qui placent ainsi leurs réserves de change.

Economiste à Princeton, Hélène Rey écrit (*Le Monde*, 14 juin 2006) :

"Le déficit des comptes extérieurs américains est le plus grand déséquilibre financier de l'histoire en valeur absolue."

Elle précise :

"Le déficit américain est essentiellement financé par les banques centrales asiatiques, qui prennent un risque de change considérable sur ces réserves."

A la question "Comment en sortir ?", Hélène Rey répond :

« Les modèles économiques qui partent du principe que les investisseurs sont rationnels et anticipent, parient sur une dépréciation lente et progressive du dollar, sur plusieurs années. Le deuxième scénario est celui que mon collègue Krugman désigne du nom de "Wild Coyote", ce personnage de dessins animés qui continue à courir derrière l'oiseau alors qu'il est au-dessus du vide et qui ne tombe qu'avec un temps de retard. Ici, les investisseurs n'anticiperaient pas la baisse du billet vert et continueraient à en acheter. Le danger résiderait alors dans une chute brutale du dollar, avec de graves conséquences pour l'économie américaine, notamment en matière d'inflation. »

On se retrouve ici, en 2006, dans la continuité logique de l'épisode de 1971, au moment de la décision du président Nixon de déconnecter définitivement la valeur dollar de la valeur or.

De 1971 à aujourd'hui, à chaque étape, le régime fondé sur la propriété privée des moyens de production a cherché à répondre à sa crise de décomposition et de putréfac-

tion par, d'une part, des moyens artificiels gonflant les processus de la spéculation et disloquant le marché mondial, d'autre part, par une offensive aggravée contre la valeur de la principale force productive, la force de travail (13).

14. ... qui permet les bas taux d'intérêt

Soulignons un autre aspect de ce financement massif des déficits budgétaires américains par la Chine : le niveau des taux d'intérêt.

La politique de la Réserve fédérale, analysée précédemment, visant par une politique de baisse des taux très agressive à une création monétaire massive (c'est le vieux principe de la planche à billets), finançant la "croissance" (jusqu'à l'éclatement prochain d'une nouvelle bulle déjà évoquée dans le secteur de l'immobilier), n'est possible qu'à une condition : un bas niveau de taux d'intérêt.

Les lois du marché font que les "investisseurs institutionnels" sont toujours à la recherche de taux d'intérêt plus élevés que ceux existants pour se présenter aux adjudications des bons du Trésor américains, entraînant par là même l'ensemble des taux d'intérêt à la hausse. D'où l'importance pour les Etats-Unis des achats quotidiens massifs de bons du Trésor par les banques centrales asiatiques, notamment celles du Japon et de la Chine. C'est la condition pour faire marcher à plein la "planche à billets".

Ce qu'un journal français (*Le Monde diplomatique*, mars 2005) résumait ainsi :

"Au terme de ce cycle étrange, les déficits commerciaux américains financent l'endettement des Etats-Unis (...). Cet ajustement par le dollar présente l'avantage de reporter les coûts sur le reste du monde, puisqu'il revient à prendre de la croissance, des emplois et de l'épargne chez les autres."

Ce que l'éditorialiste du principal quotidien du capital financier français résumait en ces termes (Paul Fabra, *Les Echos*, 15 et 16 septembre 2006) :

"Par le truchement de ce procédé (le financement des déficits américains par les banques centrales asiatiques — NDLR), ce grand pays se donne la satisfaction de faire financer depuis le premier jour son intervention militaire en Irak par la Banque populaire de Chine et quelques autres pays (Corée du Sud, Taiwan, Inde, Mexique, Russie, etc.) !"

(14).

15. Capitaux chinois ou capitaux américains ?

Mais d'où viennent ces montagnes de capitaux qui partent de Chine pour compenser les déficits américains ? A qui appartiennent-ils ? Qui les a produits ?

Si la balance commerciale entre la Chine et les Etats-Unis apparaît comme extrêmement favorable à la Chine, cela mérite d'y regarder de plus près.

"En fait, une partie importante de l'excédent commercial de la Chine est réalisée par des sociétés multinationales qui recherchent un coût du travail inférieur dans ce pays et ont choisi d'y fabriquer leurs produits à forte main-d'œuvre",

déclare M. Wu Xiaoling, gouverneur adjoint de la Banque populaire de Chine (cité dans le *Quotidien du Peuple en ligne*, mise à jour du 16 octobre 2006, "*Essor du commerce extérieur en Chine*").

Il est un fait que, comme le note Mei Xinyu (cité dans le même article), expert commercial du ministère chinois du Commerce,

"l'excédent commercial de la Chine provient principalement du commerce de transformation, et la plupart des exportations de ces sociétés multinationales ont été incluses dans les chiffres du commerce chinois. Une proportion élevée des profits tirés de l'exportation sont partis en fait dans les poches des sociétés multinationales."

Les chiffres officiels sont sans appel. Pour la première moitié de l'année 2006, les sociétés à investissement étranger ont généré 58,5 % de la valeur totale des exportations chinoises vers l'étranger. Les entreprises d'Etat ont représenté 24 % et les entreprises privées 17 %. En réalité, si l'on prend en compte les entreprises chinoises à capitaux mixtes (les "joint venture"), on évalue au total à une fourchette comprise entre 60 à 70 % la valeur totale des exporta-

(13) On peut lire à ce sujet l'article en annexe de *Lutte des classes et mondialisation* : « *Retour sur cinquante ans d'histoire mondiale : mythes et réalités des "trente glorieuses" et des vingt années qui suivirent* ».

(14) C'est-à-dire que la source de l'inflation n'est pas classiquement, et comme on voudrait nous le faire croire, un phénomène de surconsommation qui ferait monter les prix, d'augmentation de la demande. La source essentielle de l'inflation est le mécanisme de maintien artificiel des taux extrêmement bas, qui génère un endettement généralisé des ménages, des entreprises, des Etats, le tout financé par les excédents de devises des banques centrales asiatiques.

tions chinoises produites par des entreprises à capitaux étrangers ou à participation de capitaux étrangers. Capitaux étrangers, mais... surexploitation de la force de travail du prolétariat chinois !

Répondant à une polémique lancée par le commissaire européen au Commerce, Peter Mandelson, en juin 2006 — lequel s'inquiétait du déséquilibre de la balance commerciale entre la Chine et l'Union européenne —, le porte-parole du ministère chinois du Commerce, Chong Quan, devait faire observer : *“70 % des marchandises chinoises exportées vers l'Union européenne sont des produits à forte main-d'œuvre, avec bas prix et en grande quantité”,* tandis que *“80 % des articles importés de l'Union européenne sont des équipements et des produits de haute technologie à un prix et en quantité limitée”.*

16. La prochaine étape : briser la Chine ?

Le déficit de la balance commerciale, c'est donc la surexploitation du prolétariat chinois, livré aux multinationales pour faire baisser les coûts de main-d'œuvre des classes ouvrières du monde entier.

C'est dans ces conditions que les pays du G 8 (coalition de huit pays parmi les plus industrialisés du monde : Etats-Unis, Japon, Allemagne, Royaume-Uni, France, Italie, Canada, et Russie — qui a rejoint le G 7 en 1998 ; les pays du G 8 représentent 66,5 % de l'économie mondiale) ont, lors de leur dernière réunion au sommet des ministres des Finances et des banquiers centraux à Singapour, le 17 septembre 2006, lancé un appel en faveur de la réévaluation du yuan :

“Une plus grande flexibilité de taux de change est souhaitable dans les économies émergentes qui affichent d'importants excédents de comptes courants, en particulier la Chine.”

Sur cette question de la réévaluation du yuan par rapport au dollar, les intérêts des différentes fractions et différents secteurs du capital financier nord-américain ne sont pas nécessairement homogènes. Les entreprises américaines produisant principalement aux Etats-Unis, et qui sont confrontées à l'explosion du déficit commercial des Etats-Unis par rapport à la Chine (plus de 200 milliards de dollars en 2005), sont demandeuses d'une hausse du taux de change du yuan, qui rendrait les produits américains plus com-

pétitifs, aussi bien sur le marché américain qu'à l'exportation.

Cette exigence n'est pas partagée, on s'en doute, par les entreprises américaines présentes en Chine, qui profitent, au contraire, et à plein, d'un taux de change avantageux pour exporter, notamment sur le marché américain.

Ce n'est pas la première fois que l'impérialisme américain tente de remettre en cause la fixité du taux de change yuan-dollar. En juillet 2005, les autorités chinoises avaient dû officiellement admettre qu'une certaine dose de flexibilité devait être introduite avec le rattachement de la valeur du yuan à un panier de devises, dont le dollar américain est la principale composante.

En application de ce principe, depuis le 21 juillet 2005, le yuan aurait pu s'apprécier graduellement de 0,3 % par jour. Dans une étude publiée en mai 2006, les économistes de la banque française Crédit agricole (*Crédit agricole éclairage*, mai 2006) signalent :

“En théorie, depuis ce 21 juillet 2005, le RMB (le yuan — NDLR) aurait donc pu s'apprécier de 0,3 % par jour, soit sur 200 jours... 80 % en cumulé. Or il ne s'est apprécié que de 1,1 %.”

Il y a donc, de toute évidence, une certaine résistance des autorités chinoises sur cette question.

Quelle en est la racine ?

Dans le journal français *Le Monde* (28 mars 2006), on peut lire :

“Beaucoup, aux Etats-Unis, souhaiteraient une forte réévaluation du yuan, de l'ordre de 25 à 30 %. Mais un choc d'une telle ampleur affecterait la stabilité économique, sociale et financière de la Chine : croissance fortement ralentie, secteur agricole menacé, fragilité du système financier aggravée.”

Mais alors, dans ces conditions où le risque est grand d'un “choc affectant la stabilité économique, sociale et financière de la Chine”, pour quelles raisons l'impérialisme américain poursuit-il sa pression pour la réévaluation du yuan ? S'agirait-il réellement de rééquilibrer la situation de la productivité de l'industrie aux Etats-Unis mêmes ?

Cela est douteux. Toujours selon le même article du *Monde*, *“les bénéfiques”* d'une telle réévaluation du yuan de 25 à 30 % *“seraient minces”*. La réduction escomptée du déficit commercial total est estimée à 5 %. Quant à la destruction des emplois aux Etats-Unis, elle ne serait pas stoppée :

“En effet, c’est l’extrême compétitivité de coûts de main-d’œuvre qui constitue l’avantage comparatif essentiel des produits chinois, et non la sous-évaluation de la devise.”

Quant aux risques d’une telle opération :

“La Chine de 2006 n’est pas le Japon des années 1980, mais l’expérience japonaise de 1985-1987 reste instructive : l’onde de choc déclenchée par l’appréciation brutale du yen a menacé la stabilité financière internationale durant la décennie 1990. Et pourtant, le déficit américain avec le Japon a perduré.”

Dans ces conditions, pour un avantage immédiat si limité et avec des inconvénients indiscutables, pourquoi cette pression accentuée sur la réévaluation du yuan ?

Il s’agit bien de faire pression pour renforcer encore la productivité de “l’avantage comparatif essentiel de produits chinois”, c’est-à-dire le coût de la main-d’œuvre.

Dans ce cadre, la ligne est tracée, l’objectif désigné. Le risque d’*“affecter la stabilité économique, sociale et financière de la Chine”* est en réalité un **objectif** incontournable, que l’impérialisme, dans sa marche à la dévalorisation-destruction de la force du travail, ne peut que se fixer dans cette espèce de fuite en avant où il avance “les yeux fermés”.

17. Pour la défense et la reconquête des conquêtes d’octobre 1949

Nous reviendrons, au congrès mondial, sur les conséquences de cette marche à la dislocation sur d’autres régions du monde.

Mais il faut souligner ici que la pression grandissante pour “libérer” le taux de change yuan-dollar exprime la nécessité pour l’impérialisme américain de passer à un autre stade : démembrer ce qui subsiste des conquêtes de la révolution d’octobre 1949 en Chine, démembrer la classe ouvrière chinoise, démembrer le système centralisé de la propriété sociale. Et pour démembrer ce système centralisé (y compris pour démembrer le Parti communiste chinois), il faut démanteler la Chine elle-même.

Ces questions ne peuvent être séparées de la résistance que la classe ouvrière chinoise, confrontée à ces entreprises du capital étranger, oppose. Il est clair que, face aux révoltes ouvrières grandissantes, produit même des conditions d’exploitation, et vérifiant les lois

permanentes de la lutte de classe, toute une partie de l’appareil du Parti communiste chinois et de l’appareil d’Etat chinois a été amenée, sinon pour contrecarrer, du moins freiner la marche à la dislocation et à l’explosion sociale, à lâcher du lest.

C’est ainsi, par exemple, que les autorités municipales de la zone économique spéciale de Shenzhen ont été amenées au 1^{er} juillet 2006 à augmenter le salaire mensuel minimum de 690 à 800 yuans (de 69 à 80 euros) pour la zone économique spéciale, et de 580 à 700 yuans pour les autres régions de la municipalité.

La multiplication des soulèvements de travailleurs, comme ceux, par exemple, qui se sont heurtés à la police anti-émeutes à Dongguan, le 22 juillet, traduisent cette résistance à la surexploitation qui finit par faire obstacle aux objectifs poursuivis par les multinationales.

Un économiste de la banque américaine Goldman Sachs déclare dans le *New York Times* (3 avril) (cité par *La Lettre d’information Chine*, n° 263) :

“On assiste à la fin d’une époque dorée, celle des bas coûts du travail en Chine (...). Les professionnels des produits manufacturés parlent déjà de délocaliser leurs usines dans des pays à coûts de main-d’œuvre inférieure, comme le Vietnam.”

C’est donc, de toute évidence, comme sous-produit de cette résistance de la classe ouvrière chinoise, dont l’existence comme classe est l’un des principaux acquis de la révolution d’octobre 1949, qui ne veut pas se laisser détruire, que se développe au sommet de l’Etat et du Parti communiste chinois une crise majeure.

D’un côté, les scandales liés à la corruption se multiplient.

Selon *La Lettre d’information Chine*, n° 268 (15 juin 2006), citant les autorités chinoises, on estime à 4 000 le nombre de cadres officiels qui se sont enfuis ces dernières années à l’étranger avec famille et argent détourné, soit environ 40 milliards d’euros. Selon l’OCDE, 19 milliards d’euros sont blanchis chaque année en Chine et les sommes qui quittent le pays pour l’étranger ne cessent de croître. He Yong, vice-président de la commission de discipline du PC, évalue à 50 000 le nombre de membres du PC poursuivis pour corruption en 2004 et 2005.

Cela concerne parfois à de très hauts niveaux les responsables du Parti commu-

niste chinois (on l'a vu en particulier dans le récent scandale des dirigeants du PC à Shanghai sur la spéculation immobilière).

D'un autre côté, le comité central du PC chinois, réuni du 8 au 11 octobre 2006 pour définir l'orientation proposée aux délégués au congrès, sera le cadre de l'exacerbation de cette crise. Aller plus avant signifierait aller jusqu'au bout dans l'ouverture au capital financier américain. Cela signifierait en particulier céder sur la question du taux de change yuan-dollar. Dans ces conditions, c'est, à court terme, la dislocation de la Chine comme nation et de tous les éléments de la propriété sociale, c'est l'offensive sans frein et sans limite contre la classe ouvrière. Est-il possible de chercher une autre voie ? Comme le dit l'un des conseillers de Hu Jintao, secrétaire général du PC chinois (cité dans *La Lettre d'information Chine*, n° 263, 1^{er} avril 2006) :

“Cela fait deux ans que les médias parlent en abondance du consensus au sommet, mais la réalité, c'est qu'il n'existe pas (...). Il y a consensus sur ce qui a été fait ces vingt dernières années, mais pas sur la route qu'on doit suivre maintenant.”

Car même aux yeux de certains de ceux qui ont le plus fait dans les dernières années pour les “réformes” livrant la Chine au capital financier des Etats-Unis, il y a aujourd'hui un pas qu'il est difficile de franchir. Cette “route qu'on doit suivre maintenant”, c'est celle qui, sur ordre du capital financier des Etats-Unis, conduit de manière à ce point évidente au démembrement de la Chine et de sa classe ouvrière que des secteurs entiers de l'appareil, en relation même avec la résistance de la classe ouvrière et de la nation chinoises, hésitent à avancer dans ce sens.

D'où le caractère central, pour la IV^e Internationale, du combat pour le front unique pour la défense de la révolution chinoise, c'est-à-dire pour la défense et la reconquête des conquêtes d'octobre 1949, la défense et la reconquête de la propriété sociale et de l'ensemble des institutions qui y sont liées. Car c'est l'existence de la Chine même comme nation qui est ici en cause.

Sur ces mots d'ordre, la IV^e Internationale, comme elle l'a toujours été, est ouverte à la réalisation du front unique le plus large contre le démantèlement ordonné par l'impérialisme.

C'est une des questions que le Sixième Congrès mondial devra débattre.

18. “Les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques”

Et cela nous ramène aux traits généraux de la situation mondiale.

D'un côté, la politique de l'impérialisme, expression la plus élevée des besoins du régime de la propriété privée des moyens de production, ne peut que chercher à aller en permanence toujours plus loin sur la ligne du démantèlement des nations, des guerres et de la barbarie. La guerre en Irak n'est pas plus accidentelle qu'avant elle la guerre en Afghanistan, ou après elle la guerre au Liban.

Cette politique de destruction des nations exige des institutions adaptées. Les institutions dites “régionales”, sur le modèle de l'Union européenne, jouent un rôle essentiel de relais des besoins de l'impérialisme américain comme instrument du démantèlement des nations et de toutes les formes organisées de la démocratie.

De nombreuses contributions préparatoires au Sixième Congrès mondial de la IV^e Internationale ont mis en évidence que la question nationale est redevenue aujourd'hui une question centrale posée sur tous les continents.

Ces contributions, qu'il s'agisse, dans des conditions différentes, de la Yougoslavie ou de l'Inde, de la Chine ou de l'Europe, ou encore du Moyen-Orient, mettent en évidence que la IV^e Internationale se doit d'inscrire dans son programme et dans son orientation la question de la défense des nations, de leur souveraineté, de la lutte contre leur démantèlement. Ce combat politique est indissociable du combat pour la rupture avec les institutions qui démantèlent les nations, qu'il s'agisse de la rupture avec l'Union européenne, question majeure pour toute notre orientation en Europe, ou de la question de la rupture avec l'ALCA, avec le MERCOSUL, avec les plans du “Grand Moyen-Orient”, du “Grand Maghreb Arabe” et autre Union africaine.

Ce qui est vrai pour la Chine est un trait marquant de la situation mondiale.

Entre le Cinquième et le Sixième Congrès mondial, la situation n'a pas seulement été marquée par ce déferlement de l'impérialisme destructeur. Elle a été aussi — ô combien — marquée par les mouvements de résistance des classes ouvrières et des peuples, en dépit de la politique des appareils dirigeants du mouvement ouvrier, qui, souvent, se sont dressés sur leur route.

Sans en faire un bilan exhaustif, il faut relever que, de 2002, date du Cinquième Congrès mondial, à 2007, le continent américain lui-même a connu les soulèvements révolutionnaires au Venezuela, poussant le gouvernement Chavez à aller plus loin qu'il ne l'avait lui-même envisagé sur la voie du refus de privatisation de l'industrie du pétrole, de la réforme agraire et de la nationalisation d'un certain nombre d'entreprises ; les processus révolutionnaires en Bolivie, qui ont conduit là aussi à la nationalisation du gaz et du pétrole, et à l'élection de l'Assemblée constituante ; aux processus révolutionnaires en Equateur ; au soulèvement de millions de travailleurs, militants, jeunes au Mexique contre la fraude électorale ; mais aussi, aux Etats-Unis mêmes, aux mobilisations de millions contre la répression à l'égard des secteurs immigrés de la classe ouvrière et une radicalisation croissante de la classe ouvrière et des jeunes contre la guerre, aboutissant à un retournement spectaculaire de l'opinion publique sur les questions de la guerre en Irak en 2006, qui n'est pas sans rappeler les phénomènes qui ont abouti à la défaite de l'impérialisme américain sur la question de la guerre au Vietnam.

La politique de l'Union européenne se heurte à des résistances considérables sur le plan de la lutte de classe, qu'il s'agisse de la première grève générale sur la question de la défense des retraites en Grande-Bretagne (la première depuis près de 80 ans !), de la victoire du non à la Constitution européenne en France et aux Pays-Bas, ou encore, en France, du mouvement de millions de travailleurs et de jeunes qui a fait reculer le gouvernement sur la question du CPE ; qu'il s'agisse de la grève des travailleurs hospitaliers en Allemagne contre la privatisation du système de santé dictée par l'Union européenne et prise en charge par le gouvernement de "grande coalition".

Il est certain que ces processus, et beaucoup d'autres — sur lesquels nous reviendrons dans le congrès mondial — sont l'expression de ce que les lois fondamentales de la lutte de classe restent à l'œuvre, ce que dit le *Programme de transition* :

"L'orientation des masses est déterminée, d'une part, par les conditions objectives du capitalisme pourrissant ; d'autre part, par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières. De ces deux facteurs, le facteur décisif est, bien entendu, le premier : les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques."

Il est évident que, pour la IV^e Internationale, c'est sur cet axe que s'oriente toute sa politique.

19. Indépendance de classe et démocratie versus gouvernance corporatiste

Il n'en demeure pas moins que les obstacles auxquels les classes ouvrières sont confrontées sont considérables, et sinon d'une nature nouvelle, du moins prennent-ils une forme nouvelle, en particulier l'offensive contre les organisations de la classe.

La classe ouvrière n'est classe qu'à travers ses organisations et ses institutions, classe en soi, consciente de ses intérêts. Or les classes ouvrières, dans le monde entier, sont confrontées à une offensive visant à l'existence de leurs organisations indépendantes, tentative qui s'exprime en particulier dans la marche à ce qu'on appelle la "gouvernance mondiale", dont le congrès de fondation d'une prétendue "nouvelle centrale syndicale internationale" (CSI) prévu à Vienne le 1^{er} novembre, doit marquer un point culminant.

L'apparition du terme "gouvernance" est relativement récente. Mais il est frappant de constater que, dans la déclaration de principe de la "nouvelle internationale syndicale", il est indiqué :

"La CSI assume la tâche de lutter pour la gouvernance démocratique de l'économie globalisée dans l'intérêt du travail, qu'elle considère primer sur l'intérêt du capital."

Qu'est-ce que la gouvernance, qu'elle s'applique au niveau mondial, de l'entreprise, régionale ou nationale ?

Il s'agit purement et simplement d'une version "moderne" du corporatisme. Mais à la différence des années 1930, l'offensive corporatiste n'est pas ici ordonnée au plan national par des bourgeoisies nationales concurrentes entre elles et cherchant à intégrer les organisations dans des formes d'organisation corporatistes nationales (l'Arbeit Front en Allemagne, la Charte du travail en France, les Faisceaux en Italie, etc.).

Dans le contexte mondial où seule la bourgeoisie des Etats-Unis continue à se comporter pleinement comme une bourgeoisie défendant ses intérêts nationaux, les autres bourgeoisies impérialistes tendent à céder devant la pression américaine, non sans contradictions et sans conflits, non sans

tentative de résistance pour certaines (15). Mais toutes, au final, acceptent le cadre supra-national dans lequel doit se mettre en place un système corporatiste supra-national, où les organisations syndicales n'auraient plus qu'un rôle subsidiaire, intégrées dans ce cadre corporatiste.

Cependant — expression du mouvement général de résistance de la classe qui cherche à préserver ses organisations —, il est significatif qu'en dépit de l'accord au sommet entre la CISL et la CMT sur la mise en place de cette prétendue centrale syndicale, de nombreux éléments de résistance se soient exprimés dans le monde entier par le refus de toute une série de centrales syndicales de s'y associer, par l'expression publique de désaccords sur les principes mêmes de cette CSI de la part d'organisations issues jusque-là de la CISL ou de la CMT.

En ce sens, la politique de la IV^e Internationale, qui vise en toutes circonstances à aider la classe ouvrière à réaliser les conditions de sa lutte de classe, intègre en son centre le combat de défense de l'indépendance des organisations que la classe ouvrière a constituées historiquement et qui la constituent comme classe. Cela suppose donc le combat politique contre la gouvernance mondiale et pour l'indépendance des organisations ouvrières. Question qui, évidemment, sera au centre des débats du Sixième Congrès mondial de la IV^e Internationale.

20. Le rôle des appareils et du pablisme

La IV^e Internationale se doit d'aider les masses à trouver leur voie en dépit de la politique des appareils, qui, aux sommets des organisations ouvrières, cherchent à les détourner de la lutte de classe.

De nombreuses contributions préparatoires au Sixième Congrès mondial de la IV^e Internationale ont illustré la manière dont les appareils qui sont aux sommets des organisations de la classe ouvrière — appareil réformiste ou appareil issu du stalinisme et largement passé depuis au compte de Washington — font obstacle aux processus de la lutte de classe, que ce soit pour certains en acceptant une politique d'accompagnement, ou pour d'autres en se portant directement candidats à la prise en charge des exigences corporatistes de l'impérialisme.

De nombreuses contributions, également, ont analysé la manière dont, au Brésil ou en

Italie, en Palestine ou à l'est de l'Europe, les organisations du Secrétariat unifié ont, dans la dernière période, occupé pleinement une place nouvelle.

Dans une contribution consacrée à la "question juive, question palestinienne", on peut lire notamment :

« *Le Secrétariat unifié, on le sait, s'est constitué historiquement comme un courant révisionniste au sein de la IV^e Internationale, qui, au tournant des années 1940-1950, avait attribué au stalinisme le rôle progressiste de "réaliser le socialisme à sa manière durant des siècles de transition".*

De 1952 à 1991, le pablisme s'est principalement caractérisé comme un courroie de transmission du stalinisme, se revendiquant du drapeau de la IV^e Internationale pour couvrir l'accompagnement "à gauche" de la politique stalinienne.

Mais le stalinisme lui-même, on le sait, s'est constitué comme un appareil international, dont le centre, la bureaucratie stalinienne du Kremlin, agissait comme courroie de transmission de l'impérialisme œuvrant au rétablissement du régime de la propriété privée des moyens de production dans le cadre de l'ex-URSS.

En ce sens, à travers sa subordination au stalinisme, le pablisme s'est de plus en plus constitué comme un agent direct des exigences de l'impérialisme, encore une fois sous couvert de la référence frauduleuse à la IV^e Internationale.

A partir de 1991 — éclatement de l'URSS et de l'appareil du Kremlin —, la quantité va se transformer en qualité : privé de son lien organique avec le Kremlin, le pablisme va chercher à se reconstituer une place sociale en se transformant en un agent direct de la politique impérialiste » (16).

(15) Bien que ce ne soit pas lieu de ce rapport que de le développer — il y sera revenu dans le rapport spécifique sur cette question —, il est significatif qu'à travers l'ouverture du marché de l'Union européenne, la marche au démantèlement des bases industrielles du "vieux continent" ne cesse de s'accélérer.

(16) Signalons que, dans un ouvrage qui vient de paraître, *Ça te passera avec l'âge*, Alain Krivine, l'un des dirigeants du Secrétariat unifié, explique pourquoi, en ce début de XXI^e siècle, il s'est retiré du bureau politique de la LCR, laissant la place aux "nouvelles générations" : "*La IV^e Internationale est une aide évidente (...). Aujourd'hui, son rôle est d'aider à la construction d'un nouveau regroupement, une... V^e Internationale adaptée par son programme et son fonctionnement aux tâches du XXI^e siècle.*" Cette formulation a au moins le mérite de commencer à abattre les cartes du Secrétariat

On a vu, dans les quelques exemples donnés précédemment, que l'une des caractéristiques de la situation qui s'est écoulée de 2002 à aujourd'hui, c'est que, de plus en plus, les masses sont confrontées à ce que le *Programme de transition* appelle "*une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.)*", qui voient "*des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens (...), aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie*".

Il est clair que, pour la IV^e Internationale, la tâche prescrite par le *Programme de transition* en la matière est plus que jamais à l'ordre du jour :

« *De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans, et parlent en leur nom, nous exigeons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan. Dans cette voie, nous leur promettons un soutien complet contre la réaction capitaliste. En même temps, nous déployons une agitation inlassable autour des revendications transitoires, qui devraient, à notre avis, constituer le programme du "gouvernement ouvrier et paysan".* »

En toutes circonstances, il nous revient d'aider à tout pas en avant sur la voie de la rupture avec le régime de la propriété privée des moyens de production, ne pas hésiter à prendre toutes nos responsabilités sur le plan d'une authentique politique de front unique, tout en déployant en toute indépendance, inlassablement, la politique indépendante qui est la nôtre.

C'est ce qui amène aujourd'hui à considérer que, face à l'impérialisme, et en toute indépendance, la politique du gouvernement Chavez au Venezuela ou les mesures prises par Morales en Bolivie doivent être soutenues par la IV^e Internationale, tout en déployant une politique indépendante de défense des organisations de la classe ouvrière.

C'est ce qui justifie que, sous des formes appropriées, les sections de la IV^e Internationale soient amenées à combattre pour le front unique, c'est-à-dire pour l'aide à la mobilisation des masses sur la ligne de la rupture avec la bourgeoisie. Ce qui implique, bien sûr de manière adaptée aux conditions nationales de chacun des pays, la prise en compte, compte tenu de la phase actuelle de décomposition de l'impérialisme, d'une triple exigence :

— pas de politique de front unique sans défense des nations, de leur indépendance, de leur souveraineté, et de tous les acquis et piliers de la civilisation et de la démocratie dans lesquelles la classe ouvrière s'est constituée comme classe, et dont la défense est indissociable de la défense de la classe ouvrière comme classe ;

— impossible d'œuvrer à la construction et à la défense des organisations de la classe ouvrière en acceptant le cadre destructeur des institutions supra-nationales du capital, c'est-à-dire sans poser clairement la question de la rupture avec l'Union européenne, de la rupture avec l'ALCA, avec le MERCOSUL, etc.

— impossible d'œuvrer au front unique sans combattre pour l'indépendance des organisations de la classe ouvrière et pour leur unité.

21. Plus que jamais, la crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat

Bien évidemment, ces trois principes du combat pour le front unique ont pour fondement le fait que, plus que jamais, le régime fondé sur la propriété privée des moyens de production est à l'agonie et que la solution à cette agonie exige la solution à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat, c'est-à-dire à la construction de la IV^e Internationale sur la ligne de la transition.

Oui, l'humanité avance chaque jour davantage vers la barbarie et la destruction

unifié. Krivine, avec les autres membres du Secrétariat unifié, durant un demi-siècle, a frauduleusement usurpé le drapeau de la IV^e Internationale. Et maintenant, il explique que c'est dans le seul but de faire en sorte que ce drapeau, c'est-à-dire son programme, puisse céder la place à un autre drapeau et un autre programme. Mais pourquoi ? Parce que, dit-il, l'ère ouverte par la révolution d'octobre 1917 s'est achevée et que c'est elle qui fondait le combat de la IV^e Internationale. Mais l'ère ouverte par la révolution d'octobre 1917 avait elle-même été ouverte par la naissance du mouvement ouvrier, par la Première, la II^e Internationales. Elle avait été ouverte par le *Manifeste du Parti communiste*. En réalité, c'est l'essence même du combat du mouvement ouvrier depuis plus d'un siècle et demi qui est ici remise en cause, ce sont les fondements mêmes de l'indépendance de la classe ouvrière et du combat contre le régime de la propriété privée des moyens de production.

totale à laquelle la condamne un capitalisme ayant épuisé depuis près d'un siècle toute capacité à développer les forces productives.

Oui, la barbarie approche. Mais l'échec à la barbarie n'a jamais été aussi proche. L'ampleur des destructions, les menaces qui pèsent sur l'existence même de la civilisation humaine poussent chaque jour davantage d'immenses masses d'exploités et d'opprimés sur la voie non seulement de la résistance, mais de la recherche d'une solution.

Cette solution ne peut venir que sur le terrain de la rupture avec le régime de la propriété privée des moyens de production.

Jamais n'a été aussi proche l'heure de la IV^e Internationale, à condition de comprendre que la place de la IV^e Internationale est d'assurer la continuité du mouvement ouvrier de la Première, de la II^e et de la III^e Internationales, d'assumer cette continuité en œuvrant au regroupement le plus large de tous les courants issus de l'histoire du mouvement ouvrier et qui veulent rester sur le terrain de l'indépendance et de l'unité de la classe ouvrière.

C'est cette orientation de transition dans la construction du parti à l'échelle nationale et de transition dans la construction de l'Internationale qu'il nous revient de mettre en œuvre.

Plus que jamais, l'alternative reste "socialisme ou barbarie". Et socialisme veut dire : organisation ouvrière indépendante combattant consciemment pour la socialisation des moyens de production et regroupant sur cette base le plus largement possible.

Il est significatif que, le 5 septembre 2006, dans un discours prononcé à Washington, Bush ait déclaré :

"Au début du XX^e siècle, un avocat émigré en Europe publiait un traité intitulé Que

faire ?, dans lequel il exposait sa conception de la stratégie à suivre pour accomplir la révolution communiste en Russie (...). Le monde n'a pas prêté attention aux paroles de Lénine et l'a payé très cher" (17).

Nul ne peut croire un seul instant que Bush ait jamais lu Lénine et qu'il se soit jamais intéressé à cette question. Peu importe également les raisons — un amalgame honteux avec Ben Laden — pour lesquelles Bush cite Lénine.

Le fait est que, pour agiter le spectre de ce qui, du point de vue de l'impérialisme américain, lui semble le plus odieux, Bush se réfère à Lénine. Il dit là, d'une certaine manière, sa vérité profonde.

La véritable, la seule crainte fondamentale pour le régime capitaliste et ses séides, c'est l'organisation indépendante de la classe ouvrière combattant pour ses droits, s'organisant à cet effet et poussant l'audace jusqu'à remettre en cause le caractère privé de la propriété des moyens de production et y substituer la propriété sociale.

La véritable audace qui saisit d'effroi la classe capitaliste, c'est celle de Lénine et des bolcheviks en 1917.

De ce point de vue, l'affirmation de Bush en 2006 confirme l'axe fondamental du Sixième Congrès mondial de la IV^e Internationale : octobre 1917 n'est pas mort.

C'est sous son drapeau, toujours vivant, que se préparent les révolutions victorieuses de demain.

Daniel Gluckstein

(17) Source : site de la Maison-Blanche : <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2006/09/20060905-4.html>

DOSSIER : QUESTION NATIONALE, QUESTION SOCIALE

Le VI^e Congrès mondial de la IV^e Internationale est convoqué pour les derniers jours de novembre 2006.

Pour le préparer, sept bulletins ont été publiés sous la responsabilité du secrétariat international de la IV^e Internationale, permettant à toutes les sections de débattre à partir des 22 contributions publiées dans ces bulletins.

La question nationale — totalement imbriquée à la question sociale, comme le montre en particulier la contribution sur l'ex-Yougoslavie — est redevenue aujourd'hui une question à l'ordre du jour sur tous les continents et dans tous les pays, y compris ceux où elle pouvait sembler résolue depuis longtemps.

Telle est l'une des conséquences — et non des moindres — de la décomposition du régime social pourri fondé sur la propriété privée des moyens de production, qui, dans tous les domaines, fait tourner à l'envers la roue de l'histoire.

Il en découle une nécessité : définir la manière dont les sections de la IV^e Internationale répondent à cette question, à partir des principes et du programme, mais dans leur application particulière compte tenu des situations nationales spécifiques.

Il nous a semblé utile de faire connaître aux lecteurs de *La Vérité* des extraits de quelques-unes des contributions élaborées en relation avec cette question nationale dans la préparation du Sixième Congrès mondial.

Au sommaire de ces bulletins :

Bulletin n° 1 :

- Premières notes pour ouvrir une discussion sur le bilan de la révolution chinoise.
- A propos de la constitution de la "Confédération syndicale internationale" : éléments d'information et d'analyse.

Bulletin n° 2 :

- Rapport de la conférence des directions de sections des Amériques des 2, 5 et 6 juin 2006.
- Contribution sur l'ex-URSS soumise à la discussion préparatoire au Sixième Congrès mondial : "*La révolution d'Octobre renâtra de ses cendres.*"

Bulletin n° 3 :

- Question juive, question palestinienne.
- Notes sur la question agraire et la question nationale en Palestine.
- Contribution de la direction de la section de Guadeloupe.
- Texte présenté à la discussion par la commission ex-URSS du secrétariat international.

Bulletin n° 4 :

- Contribution d'un camarade d'Uruguay.
- L'Union des républiques libres de l'Etat espagnol et l'autodétermination des nationalités.
- Une contribution sur la rupture des accords de "coexistence pacifique".

Bulletin n° 5 :

- Question juive, question palestinienne : quelle solution démocratique ? Une réflexion à propos de Lénine et la question juive.
- Le traité de libre commerce (TLC) et le front unique ouvrier.
- Les conditions objectives de la révolution prolétarienne existent-elles, malgré la destruction de l'URSS par la bureaucratie restaurationniste en 1991 ? Une première note sur les pays Baltes de la commission ex-URSS du secrétariat international.

Bulletin n° 6 :

- Notes préparatoires au rapport sur la situation mondiale et la place de la IV^e Internationale.
- Contribution du groupe trotskyste réunionnais.
- Note sur les questions nationales dans le sous-continent indien.
- "Lettre à un camarade russe".

Bulletin n° 7 :

- Note préparatoire pour le rapport sur la situation en Europe et nos tâches.
- Contribution sur la Turquie : document de discussion pour la conférence de la section.
- Note préparatoire sur la question noire et le combat pour des candidatures noires aux Etats-Unis.
- Contribution de la section des Etats-Unis sur notre travail dans la jeunesse.

Belgique : après les élections du 8 octobre

Par Christel Keiser

Le 8 octobre 2006 ont eu lieu les élections municipales et provinciales en Belgique. Le Vlaams Belang, parti d'extrême droite flamand, qui a inscrit sur son drapeau "*Que la Belgique crève*", a réalisé près de 21 % des suffrages en Flandre (et près de 35 % à Anvers). Il est le deuxième parti en Flandre, derrière les démocrates-chrétiens du CD&V.

Comment en sommes-nous arrivés là ?

LE RESPECT DU CADRE IMPOSÉ PAR L'UNION EUROPÉENNE

Depuis des années, tous les gouvernements de coalition successifs (1) se sont placés dans le cadre de la régionalisation et de la dislocation du pays dictées par Maastricht et l'Union européenne, en particulier dans le cadre de la remise en cause de ce qui fait l'unité de la classe ouvrière, de son régime de sécurité sociale, de son Code du travail et de ses conventions collectives.

Cette politique de dislocation — qui est le prolongement de celle menée par

l'Union européenne, aux ordres de l'impérialisme américain, et qui a conduit à l'opération "indépendance du Monté-négro" —, a, compte tenu des conditions particulières en Belgique, fait directement le lit du Vlaams Belang

Dans ce cadre d'ensemble, nous avons assisté dans les derniers mois à une extraordinaire accélération de l'offensive visant à démembrer la Belgique pour briser l'unité de la classe ouvrière : d'une part, la Chambre des députés a voté le 1^{er} juin dernier la recevabilité d'une proposition de résolution du Vlaams Belang visant à démembrer la Belgique et à faire de la Flandre et de la Wallonie "*deux nations souveraines*". D'autre part, le congrès extraordinaire de la CMB (fédération de la métallurgie de la FGTB) (2) a approuvé fin avril les nouveaux statuts, qui divisent les moyens financiers et le patrimoine du syndicat entre francophones et néerlandophones, et qui "communautarisent" de fait la fédération.

(1) Notons que quand nous parlons des gouvernements, cela concerne les libéraux, mais aussi les dirigeants du PS et du SP.A, appuyés par tous les dirigeants des partis de "gauche".

(2) Fédération générale des travailleurs de Belgique.

L'UNITÉ DE LA CLASSE OUVRIÈRE BELGE

Rappelons les positions qui sont celles de la IV^e Internationale et de sa section belge à propos de l'unité de la classe ouvrière en Belgique : l'Etat belge constitue le cadre national permettant de garantir les conquêtes sociales et démocratiques de la classe ouvrière belge. Dans ce cadre, le combat de la classe ouvrière belge ne peut être distingué de l'existence et de l'unité de ses organisations traditionnelles, et en particulier de la FGTB. La conférence de fondation du MDT (3) de 1999 a défini la position suivante :

“S’il y a plusieurs peuples en Belgique, il n’y a qu’une seule classe ouvrière, unie dans ses syndicats et dans ses conquêtes sociales nationales. Nous sommes pour l’unité de la classe ouvrière de toute la Belgique, nous sommes pour la défense des syndicats — en particulier de la FGTB, qui est à l’origine du mou-

vement ouvrier — comme syndicats organisant les travailleurs de tout le pays. Nous sommes pour l’unité de la sécurité sociale, des services publics, de toutes les conquêtes nationales, nous sommes pour le maintien de l’unité de la Belgique, car sa destruction ne serait que la dernière étape dans la destruction finale de nos droits sociaux et démocratiques.”

Aujourd’hui, l’impérialisme, entré dans sa phase de putréfaction, doit détruire, en Belgique comme ailleurs, les conquêtes et les organisations de la classe ouvrière arrachées par la lutte de classe. Pour ce faire, il doit détruire ce qui a fait sa force, c’est-à-dire l’unité de son organisation. La destruction de l’unité de l’organisation de la classe ouvrière constitue donc un enjeu majeur pour l’impérialisme, qui a pour objectif de détruire la principale force productive, c’est-à-dire la classe ouvrière elle-même. Et pour y parvenir, il faut

(3) Mouvement de défense des travailleurs, organisation membre de l’Entente internationale des travailleurs.

Un processus inachevé

En 2001, nous écrivions à ce sujet : *“La Belgique est le produit historique de l’effondrement de l’empire de Napoléon et de l’alliance entre la bourgeoisie francophone et l’Eglise catholique opposée au protestantisme des Pays-Bas. Le développement de l’industrie a créé en Belgique une puissante classe ouvrière, organisée dès le départ sur le plan national (...). L’Etat belge a connu depuis quarante ans une réforme continue de ses structures, pour aboutir à une structure d’une telle complexité que seule une poignée d’experts universitaires de droit constitutionnel la manie avec plus ou moins de bonheur. A l’heure actuelle, nous avons en Belgique certaines institutions qui sont basées sur le critère linguistique (les communautés), et d’autres qui sont basées sur le critère territorial (les régions). Ces institutions se chevauchent dans certains domaines et sont distinctes dans d’autres. Les frontières entre compétences régionales, communautaires et nationales (dites fédérales) sont parfois indéterminées (...). Il y a trois langues en Belgique, donc trois communautés (flamande ou néerlandophone, française et germanophone). Il y a trois territoires délimités sans demander l’avis des populations concernées, en fonction d’un marchandage politique remontant à 1963, donc trois régions (flamande, wallonne et bruxelloise). La région bruxelloise entremêle deux langues (le français et le flamand). Il y a des communes en Flandre avec des majorités ou des fortes minorités francophones (...). Cette complexité (...) a une conséquence majeure. Les conditions de travail, les statuts, les références, les conventions collectives de travail, tous ces éléments qui unifient la classe ouvrière de Belgique ont été remis en cause à chaque étape de la réforme de l’Etat. Cependant, le processus est inachevé”* (La Vérité, n° 27, janvier 2001 : *“Belgique, la classe ouvrière contre la dislocation du pays”*, par Jean Revelli).

maintenant faire sauter le verrou de l'existence même de la Belgique.

On doit souligner qu'à chaque fois que la possibilité lui en a été donnée, la classe ouvrière belge, et plus généralement les peuples de Belgique ont exprimé leur aspiration à l'unité contre la politique d'atomisation et de démantèlement. On se souvient comment la Marche blanche, face à la crise qui s'est développée aux sommets de l'Etat en rapport avec l'affaire Dutroux, a unifié la population belge dans toutes ses composantes, wallonne et flamande.

On l'a vu en 1996 avec la grève des enseignants, et plus récemment avec les grèves générales de 2005 contre le Pacte des générations (4), qui menaçait le régime de retraite.

Cependant, au lendemain des élections, même si le Vlaams Belang reste le deuxième parti en Flandre, il ne connaît pas la progression pronostiquée par tous. Certes, la marche à la dislocation existe, mais, contradictoirement, la classe ouvrière s'est saisie du vote SP.A (5) — et dans une certaine mesure du vote PS en Wallonie — pour défendre la démocratie, donc l'unité de la classe ouvrière et de ses organisations, et ce mouvement de la classe s'est opéré contre la politique des dirigeants du PS et du SP.A.

Il s'agit, sur le plan électoral, du même mouvement que celui de l'immense mobilisation de l'automne 2005 contre le Pacte des générations, mouvement qui a vu la classe se saisir de ses organisations contre la politique que voulait imposer, au compte de l'Union européenne, le gouvernement de coalition.

LE COMBAT POUR LE FRONT UNIQUE

Quelle est la politique de la IV^e Internationale et de sa section belge dans ce contexte ?

Il s'agit de dégager des initiatives permettant, sur une ligne de front unique, de fournir des points d'appui à cette recherche, par les travailleurs, les militants et les dirigeants des organisations ouvrières eux-mêmes, de la défense de

l'unité de la classe ouvrière belge, de ses organisations et de ses conquêtes.

Précisons : toute politique de front unique en Europe passe nécessairement par la lutte contre la dislocation des nations et des Etats imprimée par l'Union européenne, et donc par la rupture avec l'Union européenne et la défense de l'existence, de l'unité et de l'indépendance des organisations ouvrières.

En Belgique, le centre d'une formulation de front unique, c'est le combat pour l'unité de la classe ouvrière, l'unité des travailleurs belges, flamands et wallons, et donc le combat pour l'unité de la FGTB et la défense des conquêtes sociales fédérales.

De ce point de vue, l'appel pour l'unité de la FGTB lancé par 20 syndicalistes (dont 10 flamands et 10 francophones), auquel le MDT (dans lequel interviennent les militants belges de la IV^e Internationale) a apporté son soutien, constitue, en particulier au lendemain des élections, un point d'appui extrêmement important. Cet appel formule notamment les éléments suivants :

“Au moment où il devient de plus en plus clair que le patronat veut régionaliser tous nos droits sociaux pour mieux les détruire, nous lançons un appel pour :

— la défense de l'unité fédérale de la FGTB-ABVV et de toutes les organisations syndicales ;

— la défense des conquêtes sociales fédérales (sécurité sociale, conventions collectives, droit du travail, etc.) contre toute tentative de les régionaliser.

Nous appelons tous les travailleurs et responsables du mouvement ouvrier à s'unir sur ces objectifs.”

Notons les points d'appui importants que constituent les prises de position du nouveau président de la FGTB, qui déclare qui faut s'opposer à toute forme de “régionalisation du droit du travail, des conventions collectives et de la sécurité sociale”, et de la nouvelle secrétaire générale, qui se prononce, en commun avec le président, pour “une FGTB forte, unie et solidaire”.

(4) Contre-réforme des retraites, traduction belge des directives européennes, imposée contre la mobilisation massive des travailleurs belges avec leur centrale syndicale en octobre 2005.

(5) Parti socialiste flamand.

LE RAPPORT CONCRET ENTRE LES MESURES DE DÉMANTELEMENT DES DROITS ET L'UNION EUROPÉENNE

Il est clair que la clé de voûte d'une politique indépendante, c'est la défense de l'unité de la classe ouvrière belge, et par conséquent la rupture avec l'Union européenne. Ce qui signifie chercher en permanence à démontrer, de la manière la plus précise et la plus concrète qui soit, le rapport entre la politique de l'Union européenne et les mesures de démantèlement de toutes les conquêtes en Belgique.

En ce sens, les derniers documents publiés par le Comité pour une autre politique (CAP) et Une autre gauche (UAG), initiatives auxquelles les représentants du Secrétariat unifié en Belgique appellent à se rallier (*"Le POS [6] est partie prenante, dès le départ, tant d'UAG que du CAP, œuvre à leur construction et a toujours plaidé pour une pleine collaboration entre les deux"*, www.sap-pos.org) évitent soigneusement de poser le problème de l'Union européenne et de sa responsabilité dans les coups portés aujourd'hui à la classe ouvrière. La seule référence à l'Europe se situe dans le programme d'une journée pour une autre politique de gauche à l'initiative du CAP, qui aura lieu le 28 octobre 2006 et dont l'un des douze ateliers thématiques est intitulé *"Une autre Europe est possible"*.

Le mémorandum présenté par les camarades belges à la convention nationale pour la reconquête de la démocratie et la rupture avec l'Union européenne des 27 et 28 mai derniers à Paris apporte les éléments d'un premier argumentaire contre la politique de l'Union européenne. Ainsi, ce mémorandum explique que

« les soins de santé ont été soumis aux critères imposés par le traité de Maastricht en ce qui concerne la dette publique. En six ans, le coût d'une hospitalisation pour le malade a augmenté de 41 %. Dans le même temps, les cotisations patronales à la sécurité sociale sont en diminution constante, et ce en application de la stratégie décidée aux sommets européens de Lisbonne et de Barcelone (exemple récent : la ligne directrice européenne n° 15, du 12 juillet

2005, qui prône une "réduction des coûts non salariaux du travail"). »

Ce qui est vrai pour la santé est vrai pour les autres domaines. Ainsi, en octobre 2004, le Conseil européen formule un certain nombre de *"recommandations concernant la mise en œuvre des politiques de l'emploi des Etats membres"*. Ainsi, parmi les *"recommandations spécifiques adressées à la Belgique"*, il est indiqué :

"Le taux d'emploi des travailleurs âgés est parmi les plus bas de l'Union européenne à 25."

Il est alors recommandé de

"mieux anticiper et accompagner les restructurations d'entreprises, notamment en cas de licenciements collectifs, de réduire davantage les coûts (...), revoir les régimes fiscaux et de prestations pour supprimer les pièges à chômage et fournir les incitations appropriées à la recherche d'un emploi en modifiant les conditions auxquelles est subordonné l'octroi des pensions (...), développer une stratégie globale de vieillissement actif (...), la promotion de formes flexibles de travail et une procédure efficace de recherche d'emplois pour les travailleurs âgés au chômage, ce qui requiert notamment de réduire résolument le recours aux régimes de retraite anticipée".

Dans le document intitulé *Stratégie de Lisbonne, Programme national de réforme 2005-2008, Belgique*, le gouvernement belge répond à ces recommandations :

"Les principales priorités que la Belgique a fixées dans sa politique s'inscrivent dans la lignée de cette stratégie générale et correspondent aux recommandations particulières par pays que nous avons reçues."

Il précise, dans le chapitre 3 consacré à *"L'emploi de qualité pour tous, jeune ou âgé"* :

"Toute personne qui reste au travail après 60 ans bénéficiera d'un bonus de pension (...). Les inactifs âgés seront incités à reprendre le travail, même pour un salaire inférieur au précédent. Ils pourront conserver une part de leur allocation de chômage ou le complément versé par leur précédent employeur. Les travailleurs âgés qui, en cas de licenciement

(6) Organisation dans laquelle sont regroupés les militants du Secrétariat unifié en Belgique.

ment, ne profitent pas de leur droit à l'outplacement perdront par contre temporairement leur droit aux allocations de chômage. Pour la prépension, le seuil actuel de 58 ans passera dès 2008 à 60 ans ; la durée de la carrière requise pour la prépension sera également prolongée. Pour les emplois pénibles, telles de longues périodes de travail en équipe, une sortie à l'âge de 58 ans reste possible pour les travailleurs qui ont une carrière d'au moins 35 ans. En guise de régime transitoire, la combinaison de 58 ans avec une carrière très longue (de 35 ans en 2008 et d'au moins 38 ans à partir de 2012, avec des conditions temporairement inférieures pour les femmes) restera possible (...). En contrepartie de l'obligation pour les inactifs âgés de plus de 50 ans d'être inscrits comme demandeurs d'emploi, ils disposent d'un droit à un accompagnement individuel et à une formation sur mesure (...). Le plan social conclu à l'occasion de la restructuration doit mettre l'accent sur les mesures d'activation, telles la création de cellule d'emploi, l'offre d'outplacement et de formation (...). Lors de ces six premiers mois dans une cellule d'emploi, le travailleur âgé continuera à recevoir son ancien revenu net. Celui qui refuse de participer à la cellule d'emploi ou qui fait insuffisamment d'efforts, par contre, perdra le droit aux allocations de chômage ainsi qu'à la prépension."

Voici les principales mesures du Pacte de solidarité entre les générations adopté par les députés fin 2005 :

— Augmentation des revenus professionnels autorisés pour les pensionnés et création d'un bonus de pension qui attribue des droits complémentaires à la pension aux travailleurs qui continuent à travailler après 60 ans.

— Passage de l'âge normal de la prépension de 58 à 60 ans à partir de 2008, à condition d'avoir une ancienneté de 30 ans pour les hommes (35 ans à partir de 2012) et de 26 ans pour les femmes. La prépension à 58 ans devint l'exception et ne s'applique plus qu'aux métiers lourds et aux travailleurs ayant une longue carrière professionnelle.

— En cas de restructuration d'entreprise, la prépension reste possible à 50, 52 ou 55 ans à condition de répondre à une série de conditions, notamment celle de participer à une cellule d'emploi pendant une période minimum de six mois (sous peine de sanction) pendant laquelle le travailleur âgé doit accepter un "emploi convenable". Si le candidat à la prépension n'a pas retrouvé un emploi à l'issue de cette période, il peut alors avoir accès à la prépension, mais il devra rester disponible sur le marché de l'emploi jusqu'à l'âge de 58 ans.

Il s'agit donc exactement de la mise en œuvre des recommandations faites à la Belgique par l'Union européenne en matière de politiques de l'emploi, et on ne peut pas se taire sur la responsabilité écrasante des directives européennes.

IL EST URGENT DE DÉFENDRE L'UNITÉ DE LA FGTB !

Les militants de la IV^e Internationale opposent à l'Union européenne l'appel commun de militants flamands et francophones pour l'unité de la classe ouvrière, de ses organisations et de ses conquêtes, qui affirme :

"Le rempart contre la remise en cause de ces droits — et donc de ce qui constitue pour les travailleurs un fondement essentiel de la démocratie —, ce sont les syndicats. Ce sont eux — et tout particulièrement la FGTB — qui fédèrent la classe ouvrière de tout le pays. On ne peut dès lors prétendre combattre le Vlaams Belang — et toute autre menace pour la démocratie — si l'on œuvre en même temps à la scission de l'organisation syndicale. La division du syndicat laisserait le champ libre à l'offensive qui se prépare au compte des exploiters de tout le pays."

C'est effectivement la question la plus urgente du moment !

Christel Keiser

L'Union des républiques libres de l'Etat espagnol et l'autodétermination des nationalités

Par Andreu Camps, Manuel Cuso, Luis Gonzalez

1. Rappel historique. La bourgeoisie espagnole, arriérée et lâche, a été incapable de réaliser les tâches de la démocratie dont le paradigme était la Révolution française de 1789.

Les Cortes de Cadix (1), première tentative de la bourgeoisie espagnole d'intervention dans la politique nationale, en plein soulèvement contre l'invasion napoléonienne, posent, d'une certaine façon, la question de la constitution de la nation. Cependant, comme Marx l'analyse, ils n'osent pas centraliser ce mouvement indépendamment de la vieille oligarchie. Ainsi, la Constitution de 1812 ("*La Pepa*") finit par respecter et maintenir la vieille structure sociale et la vieille structure des "provinces" (régions). Cette capitulation des secteurs bourgeois prépare le terrain à la réaction de Fernando VII, appuyé par la Sainte-Alliance européenne.

La classe ouvrière se constitue dès le début comme une classe unie, et, très vite, elle formule ses propres revendications. Sa maturité politique se développe à partir de l'expérience de 1868-1873, et en particulier sous la Première République (dans la lignée de la Commune de Paris), avec la banqueroute du républicanisme fédéral (extrême gauche de la bourgeoisie) et

l'impuissance des bakouninistes (jusqu'à prépondérants dans le mouvement ouvrier espagnol). Cela permet d'abord la formation du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), puis de l'Union générale des travailleurs (UGT) et de la Confédération nationale du travail (CNT) comme organisations unitaires de la classe ouvrière dans le cadre de l'Etat espagnol.

2. La proclamation de la Seconde République correspond à une révolte des forces productives, qui cherchent à se libérer de l'Ancien Régime. Les intellectuels, la petite bourgeoisie et, au début, les dirigeants socialistes veulent hisser la bourgeoisie espagnole au niveau européen. Cependant, il apparaît déjà que l'unique possibilité de réaliser la révolution démocratique pose d'abord la question de la direction révolutionnaire d'une classe ouvrière déjà forte. La classe ouvrière fait ses armes contre la guerre coloniale — avec la Semaine tragique de 1909, à Barcelone — et surtout dans la grève générale de 1917.

(1) Equivalent d'une Constituante qui représente la population qui mène le combat contre la monarchie imposée par Napoléon.

3. La bourgeoisie espagnole, coalition des bourgeoisies locales, est dominée industriellement par la fraction catalane et financièrement par la fraction basque. Depuis le début du XX^e siècle, la puissante lutte de classes qui se développe, particulièrement à Barcelone, fait basculer la bourgeoisie du côté de la réaction la plus extrême, abandonnant ainsi toute velléité révolutionnaire. Apparaît alors la première force catalaniste, la Ligue régionaliste, véritable instrument pour les bourgeois catalans qui veulent obtenir une part du pouvoir à Madrid. Ce sont ces mêmes dirigeants qui finiront par soutenir le "Mouvement national" de Franco.

4. Les revendications, particulièrement celles du peuple catalan, sont un levier central de la révolution espagnole. L'adaptation, d'une part, du PSOE aux ailes "gauches" de la bourgeoisie et à son Etat oppresseur, et, d'autre part, l'apolitisme de la CNT (autre forme d'adaptation à l'Etat bourgeois) donnent, en Catalogne, un rôle temporaire à la Gauche républicaine de Catalogne (ERC). Elle proclame l'Etat catalan en 1931 et en 1934, pour ensuite se soumettre au centralisme : le statut d'autonomie, défini par les Cortes de Madrid, est l'expression de cette soumission et du refus d'une république fédérale.

La Gauche communiste (2), avec Nin à sa tête, formule un projet politique. Nin expose en 1931, dans *La Vérité*, les tâches immédiates de la révolution espagnole :

"Solution du problème agraire moyennant l'expropriation sans indemnisation des grands propriétaires fonciers et la distribution des terres aux paysans ; la reconnaissance du droit pour la Catalogne et les autres nationalités à disposer librement de leur destin, sans exclure la séparation si c'est leur volonté ; la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et l'expropriation de tous les biens des ordres religieux ; la destruction de l'appareil de l'Etat ; le désarmement de la Garde civile et l'armement des ouvriers et des paysans ; la justice par un tribunal révolutionnaire pour tous les ennemis déclarés du peuple" (3).

Dans sa II^e Conférence, l'Opposition communiste espagnole développe ainsi le combat pour la Fédération ibérique :

"La lutte pour l'émancipation nationale est un des aspects de la révolution

démocratique, et, par conséquent, est intimement liée à la lutte des classes (...). Le principe que les communistes espagnols se doivent de défendre avec toute leur énergie, c'est la reconnaissance du droit indiscutable des nationalités à disposer librement de leur destin (...). Seule la victoire de cette classe garantira le développement pour les peuples, la reconnaissance indiscutable de leurs droits, la fin de toute oppression et l'instauration d'une Union des républiques libres."

5. Le 19 juillet 1936, la révolution ouvrière éclate dans toute l'Espagne. Les travailleurs, avec leurs syndicats et partis, font échouer le soulèvement militaire fasciste et prennent possession du pays pour défendre la liberté des peuples et les revendications ouvrières et paysannes. Ainsi, la classe ouvrière s'attaque au problème national et agraire, ce à quoi la bourgeoisie avait renoncé.

Exprimant le contenu de la lutte révolutionnaire des masses ouvrières, en 1937, la section bolchevique-léniniste d'Espagne (la section de la IV^e Internationale) expose dans son programme :

"Nous combattons pour la Fédération des républiques socialistes parce qu'elle correspond le mieux aux intérêts de la classe ouvrière. L'unification se fera sans contrainte, par la libre et fraternelle unification de tous les ouvriers."

6. Le franquisme prétend unifier la bourgeoisie en exacerbant au maximum les limites de la surexploitation et de l'oppression nationale. Loin de pouvoir hisser le pays au rang des grandes nations, la dictature de Franco le remet aux multinationales et aux troupes nord-américaines.

Cela explique qu'il y ait eu une alliance entre les travailleurs et les peuples durant tout le combat contre le franquisme. L'augmentation du prolétariat, avec notamment le développement d'un grand centre industriel à Madrid et l'extension de l'industrie dans d'autres zones, contribue à donner un poids écrasant au mouve-

(2) Section espagnole de l'Opposition de gauche internationale

(3) Andres Nin : "Les communistes et la révolution espagnole", *La Vérité*, n° 66, mai 1931.

ment ouvrier au sein du mouvement anti-franquiste. L'oppression nationale et la constitution d'une avant-garde des travailleurs en Catalogne et au Pays basque font que l'ensemble du mouvement ouvrier défend le droit à l'autodétermination des nationalités. Le Pays basque assume un rôle croissant en raison de la radicalisation de la classe ouvrière et de la jeunesse, ainsi que de la remise en cause du cléricanisme réactionnaire du PNV (4).

7. A la mort de Franco, la possibilité pour la classe ouvrière de résoudre le problème national s'ouvre à nouveau. En mars 1975, afin d'isoler la révolution portugaise et d'empêcher d'autres processus révolutionnaires, avant tout dans l'Etat espagnol, l'impérialisme nord-américain et la bureaucratie du Kremlin, avec l'appui et la participation du Vatican, réunissent à Helsinki tous les gouvernements européens, afin d'interdire toute rupture avec les régimes existant en Europe. Le Kremlin et l'Internationale socialiste veulent imposer cette orientation dans le mouvement ouvrier, le gouvernement nord-américain devenant dans le même temps le tuteur du roi, héritier de Franco.

Les actions révolutionnaires des travailleurs et des peuples (bien que le Parti communiste espagnol [PCE] cadennasse la grève générale) donnent lieu, en juin 1977, à l'occasion des premières élections avec liberté partielle pour les partis, à un vote massif pour le Parti socialiste, qui apparaît à nouveau comme le parti des travailleurs de l'Etat espagnol.

Cependant, en octobre 1977, les dirigeants du Parti socialiste, du Parti communiste, du nationalisme catalan et basque signent avec le gouvernement et les politiciens franquistes les pactes de la Moncloa, première application du traité d'Helsinki, qui cherchent à éviter l'instauration de la démocratie.

Ces pactes — qui imposent la baisse des salaires — reconnaissent en principe les libertés d'expression, de réunion et d'association, et en particulier l'existence des syndicats et des partis, mais pas le droit à l'autodétermination. Ils maintiennent ce qui reste de l'appareil franquiste. A partir de ce consensus de base, débute l'élaboration de la Constitution.

L'article 2 de cette Constitution entérine

“l'indissoluble unité de la nation espagnole, patrie commune et indivisible de tous les Espagnols, et reconnaît et garantit le droit à l'autonomie des nationalités et régions qui la composent”.

8. Pourquoi et comment sont créées 17 communautés autonomes.

Afin de préserver la dictature et l'appareil franquiste, notamment dans le cadre de l'OTAN et de la CEE, l'impérialisme s'appuie sur la régionalisation et la soumission des organisations ouvrières.

Les statuts basque et catalan de 1979 disposent de compétences étendues (qui iront en augmentant avec le temps), qui vident l'administration d'Etat pour créer 17 administrations, avec une gestion très large, mais dans aucun domaine il n'y a d'autonomie politique. Le statut des autonomes est un Etat mafieux : il distribue de l'argent aux autonomes, qui créent leurs propres clientèles en constituant des syndicats d'intérêts locaux auxquels participent les unions régionales des syndicats et des partis. Mais l'appareil d'Etat franquiste détient en mains propres toutes les commandes.

L'UGT s'était reconstruite en 1976 en associant la liberté syndicale et l'autodétermination nationale à la rupture politique avec le franquisme :

“Nous proposons la restructuration de l'Etat espagnol selon un caractère fédéral sur la base de la libre autodétermination (...), le respect de tous les peuples de l'actuel Etat espagnol, sans préjuger de l'unité librement exprimée et acceptée par eux tous. L'UGT, cependant, rejette catégoriquement toute tentative de division pour ce motif au sein de la classe ouvrière, qui, en tant que classe, a les mêmes intérêts face à la bourgeoisie.”

Cependant, elle accepte deux ans après une Constitution qui ne rompt pas avec le franquisme et nie l'autodétermination. Dans le même temps, l'union régionale basque se proclame UGT d'Euskadi, en affirmant :

“Euskadi, comme nationalité différenciée, et en raison de son organisation politique autonome, constitue un cadre spécifique dans le développement de la lutte des classes et du syndicalisme.”

(4) Parti nationaliste basque.

9. 30 ans de destruction économique et sociale et de résistance.

Les autonomies sont en règle générale étrangères à l'obtention des grandes conquêtes démocratiques et sociales des années 1970 et 1980, qui sont un sous-produit de la mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière alliée aux peuples de l'Etat espagnol dans les années 1970. Ces conquêtes constituent la base de l'existence de l'ensemble des peuples de l'Etat espagnol et de chacune des nationalités.

Les régions participent de la destruction des bases économiques. La reconversion, qui, dans ces trente dernières années, a ouvert la voie à la désertification de toutes les zones industrielles du pays comme l'exigeait l'Union européenne, a été réalisée par l'Etat (à la base, par le gouvernement de Felipe Gonzalez — 1982-1996). Cependant, cette reconversion n'aurait pas été possible sans la complicité et l'accompagnement des autonomies, principalement la catalane et la basque. A chaque reconversion, les autonomies cherchent à confronter les entreprises de leur région à celles des autres, elles programment des plans locaux de réindustrialisation, elles mobilisent l'opinion publique pour faire pression sur les travailleurs afin que ceux-ci acceptent les plans de "viabilité".

Elles appliquent les directives de Bruxelles. Avec l'entrée dans le Marché commun (1^{er} janvier 1986), les autonomies deviennent responsables de l'application des politiques européennes dans de nombreux domaines — de plus en plus larges. Le rôle et le caractère des autonomies deviendront de plus en plus ceux des "régions de l'Europe".

Maastricht accélère la régionalisation. Dans les années 1990, l'offensive de déréglementation et de privatisation s'accélère dans le monde entier, en particulier en Europe, suite à la dislocation de l'URSS, avec le traité de Maastricht comme pivot. La constitution de l'Union européenne, avec l'euro et le déficit zéro comme ligne de mire, cherche à miner, à disloquer et détruire les Etats et nations d'Europe. Il est logique que ledit traité de Maastricht impulse la régionalisation et constitue le Comité des régions. Dans l'Etat espagnol, cela se traduit par un ren-

versement des relations politiques en faveur des autonomies.

10. La dislocation politique se heurte au mouvement ouvrier.

Pour réaliser les fonctions subsidiaires de Bruxelles, 17 "gouvernements" et "parlements" des autonomies détiennent plus de 50 % du budget de l'ensemble des administrations publiques (sans compter la sécurité sociale) et emploient 1 212 000 fonctionnaires et contractuels, plus de la moitié des emplois publics de toutes les administrations.

De leur côté, les autonomies cherchent avant tout l'argent : outre les deux grands domaines qu'elles ont reçus, santé et enseignement, elles veulent le plus important : la caisse de la sécurité sociale. L'appareil franquiste a opéré les transferts moyennant des calculs à la baisse, et les autonomies les ont acceptées ainsi, tout en sachant qu'il leur faudrait tailler dans les services publics. Parce que, ce qui les intéresse, c'est brasser des fonds, et en même temps elles utilisent le déficit comme arme politique contre le centre.

L'appareil central prétend se légitimer comme garant de "*l'unité et de l'égalité des droits des Espagnols*", droits que lui-même détruit, puisqu'il organise la destruction des bases économiques, la désagrégation et l'affrontement entre les peuples. Les autonomies prétendent être le pouvoir le plus proche du citoyen, mais elles le spolient en suivant à la lettre la politique de Bruxelles. Il n'y a aucune souveraineté ni pour l'ensemble des peuples de l'Etat espagnol ni pour les nations qui le composent. La "souveraineté partagée", c'est la négation de la souveraineté de tous les peuples d'Europe.

11. Il n'y a que deux issues.

La situation, après vingt-neuf ans de régime des autonomies, est celle d'une crise totale, qui, à tout moment, peut devenir aiguë.

Aucune communauté autonome n'a les moyens suffisants pour faire face aux incendies de chaque été. Quand a eu lieu la marée noire du pétrolier *Prestige*, on s'est rendu compte que notre pays, qui a tout de même quelques milliers de kilomètres de côtes, n'avait pas de navires

adaptés pour intervenir. Il en est de même de la sécheresse ou du débarquement massif d'immigrants. La régionalisation a permis d'atteindre un excédent fiscal, comme l'exige le traité de Maastricht, moyennant la liquidation des services publics, laissant le pays sans moyens de défense.

L'Etat des autonomies est insoutenable d'un point de vue économique, et surtout social, il représente une charge que les travailleurs ne peuvent supporter. C'est l'Etat le plus cher de l'histoire, il prétend imposer une régression comparable à celle de l'après-guerre. C'est pour cela que la collaboration des dirigeants des organisations pour imposer des agressions ne leur est pas suffisante, il leur faut détruire les organisations elles-mêmes, dans leur ensemble.

Et cependant, il est possible de sortir de cette impasse. La classe ouvrière a démontré il y a deux-trois ans sa capacité à rassembler la jeunesse, les peuples, en se mobilisant par millions pour imposer des solutions démocratiques. La classe ouvrière peut ouvrir le chemin de la conquête de la souveraineté pour les peuples de l'Etat espagnol, pour que les peuples décident. La pierre angulaire de la conquête de la démocratie sera la solution à la question nationale catalane et basque.

La classe ouvrière peut le faire en s'appuyant sur les organisations et en s'appuyant sur le mouvement ouvrier de tout l'Europe face à l'Union européenne. Mais il est vital de préserver les organisations du cancer du dialogue social impulsé par la CES (5) et de garantir l'entière indépendance du mouvement ouvrier à l'égard de l'Etat et des autonomies.

Il n'y a que deux issues : ou bien l'Europe des régions nous entraîne à la guerre civile et les multinationales régneront sur les dépouilles de ce pays ; ou bien les travailleurs et les peuples rompent le joug de l'Union européenne et en terminent avec la monarchie et ses autonomies afin que les peuples vivent fraternellement.

La IV^e Internationale et sa section, pour aider le mouvement ouvrier face au référendum sur le statut de Catalogne du 18 juin 2006, disaient avec d'autres camarades :

“Camarades travailleurs de tout l'Etat espagnol, il est urgent d'opérer l'unité des travailleurs et de leurs organisations,

construire une alliance des travailleurs et des peuples pour nous libérer de l'Union européenne et retirer les pouvoirs à l'appareil franquiste de la monarchie. Pour implanter la démocratie, une république, pour que les peuples décident comment ils veulent être gouvernés et comment ils veulent s'associer.

Pour notre part, nous estimons que, dans le cadre de la conquête de la souveraineté, la République catalane libre pourrait s'édifier, qu'une Union des républiques libres de l'Etat espagnol permettrait de préserver le cadre économique commun, et avec lui les conquêtes sociales, l'unité de la classe, la liberté des peuples, son droit à décider libérés de Bruxelles et de la couronne.”

Il y a ici une appréciation de ce qu'est l'autodétermination : que le peuple souverain puisse décider de son destin, puisse décider de défendre l'industrie, la protection sociale, en se soulevant contre la tyrannie des multinationales, des Etats-Unis, que l'Union européenne et l'OTAN représentent. Il n'y aura pas d'autodétermination sans rupture avec Bruxelles et l'appareil franquiste. Pour cela, il faut l'unité des travailleurs.

Le mouvement ouvrier ne peut reconnaître à la monarchie et à ses institutions aucun caractère démocratique. Cet Etat représente seulement l'oppression, il pille la caisse de la sécurité sociale, divise les peuples, les enferme.

Le mouvement ouvrier ne peut appuyer aucune autonomie ni ses revendications, ni rentrer dans son jeu de division. Elles ne représentent pas les peuples. Chacune des autonomies est une agence de Bruxelles et de la monarchie contre l'industrie, l'agriculture, les services publics. Le mouvement ouvrier ne peut endosser les revendications d'aucune autonomie, il doit les combattre toutes, “tourner les armes contre elles”.

Devant la gravité de la crise dans laquelle Zapatero entraîne les travailleurs et les peuples pour avoir trahi son mandat au nom de l'obéissance européenne, les trotskystes impulsent avec d'autres militants un *Manifeste pour l'Union des républiques libres de l'Etat espagnol* :

“Nous, soussignés, syndicalistes, travailleurs, étudiants, jeunes, femmes de

(5) La Confédération européenne des syndicats (CES) n'a rien d'un syndicat, c'est une institution européenne au service de l'Union européenne.

tous les peuples de l'Etat espagnol, nous affirmons qu'il est nécessaire et possible de trouver une issue démocratique basée sur le dialogue, dans la fraternité entre les nations, dans le respect des droits des travailleurs et des peuples.

Nous considérons comme indispensable que les partis et les syndicats des travailleurs, les représentants politiques de la majorité cessent de se soumettre aux pouvoirs antidémocratiques de Madrid et le Bruxelles.

Nous avons confiance dans la capacité des travailleurs et des peuples d'Europe à réaliser l'union libre des nations européennes libérées de l'OTAN et de cette fausse Union européenne des multinationales, dans laquelle il n'est pas possible de défendre les droits et dans laquelle aucun peuple ne peut décider.

Nous affirmons que la crise actuelle de l'Etat espagnol met à l'ordre du jour la République, comme seul moyen pour un futur, de paix, de démocratie, de progrès, de culture et de laïcité.

La République n'est pas un simple changement de régime, il s'agit d'écarter les obstacles pour satisfaire les aspirations sociales et démocratiques des travailleurs, des femmes, des jeunes, du peuple basque, du peuple catalan, de tous les peuples.

La classe ouvrière de tout l'Etat espagnol, en s'appuyant sur ses syndicats, défend ses intérêts communs, la sécurité sociale, les conventions collectives, les droits reconnus encore dans le statut des travailleurs et dans les statuts des employés publics. Droits dont nous savons, et nous l'avons montré, unis dans de multiples mobilisations (la dernière étant la grève générale du 20-J), que nous pouvons et voulons défendre. La classe ouvrière unie avec ses organisations peut à nouveau unifier les peuples de l'Etat espagnol pour conquérir la liberté, comme nous l'avons fait contre Franco, contre la guerre, contre Aznar.

L'unique issue positive dans la situation actuelle, c'est la conquête de la souveraineté de tous les peuples de l'Etat espagnol : la Catalogne et le Pays basque ont le droit de décider comment ils veulent être gouvernés, tous les peuples doivent décider de leur futur en se libérant des jougs de la monarchie, de l'OTAN et de Bruxelles. Nous pensons que l'Union des républiques libres de l'Etat espagnol serait la voie la plus adéquate pour construire l'unité pour la défense des intérêts communs et de l'authentique liberté nationale.

Aujourd'hui, comme il y a 75 ans, vive la République ! La démocratie, c'est la République !"

Le lendemain des élections du 14 mars 2004, qui ont conduit le Parti socialiste au gouvernement, le POSI (6) disait :

"Les franquistes ont été vaincus ! La majorité exige le changement, elle veut la démocratie. Pour les peuples d'Espagne, une fois de plus, tout est possible. C'est de la responsabilité du PSOE de former un gouvernement qui en finisse avec l'héritage d'Aznar."

Il mettait en garde sur le fait que

"les forces organisées franquistes suspendues aux institutions se disposaient à faire pression sur Zapatero pour l'amener à trahir l'espérance du peuple travailleur en travaillant pour elles (...). Pour assumer le mandat populaire, le gouvernement du Parti socialiste devra passer outre l'ingérence des institutions internationales du capital, en commençant par celles de la Banque centrale européenne, de la Commission européenne, de l'OTAN."

Deux ans et demi plus tard, il est évident que, si nous n'avancions pas dans la voie de la rupture avec l'Union européenne et l'appareil franquiste de la monarchie, il est impossible de prendre une seule mesure pour satisfaire aux nécessités les plus vitales des travailleurs, d'offrir un futur à la jeunesse et de garantir la coexistence fraternelle entre les peuples.

C'est pour cela que nous regroupons les travailleurs autour de nous sur la base d'une délimitation politique face à l'Union européenne et le régime monarchique des autonomies, pour aider les organisations à rompre avec ceux-ci, pour aider le mouvement des masses. C'est cela, le contenu de la rencontre des travailleurs et des jeunes pour l'Union des républiques libres de l'Etat espagnol que nous préparons avec d'autres militants.

Le 29 août 2006.

**Extraits de la contribution
pour le Sixième Congrès mondial
de la IV^e Internationale**

**Andreu Camps, Manuel Cuso,
Luis Gonzalez**

(6) Parti ouvrier socialiste internationaliste, section espagnole de la IV^e Internationale.

Texte présenté à la discussion par la commission ex-URSS du secrétariat international

Les autorités nationales et internationales ont fait référence à la Yougoslavie en rapport avec l'attaque d'Israël contre le Liban. Il nous a semblé nécessaire de revenir, pour définir une position précise dans les événements actuels, sur le contenu que représente la référence à la Yougoslavie.

La Documentation française a publié dans sa revue *Notes et études documentaires*, en mars 2000, une étude intitulée "*L'Europe centrale et orientale*".

Nous donnons quelques citations du chapitre "*Ex-Yougoslavie : implosion et guerres yougoslaves, 1989-1999*".

Sous le sous-titre "*L'implosion 1989-1991 – La Yougoslavie dans l'Europe communiste*", on note :

"Spécificité yougoslave". "D'abord, la rupture avec le système communiste était bien moins radicale qu'il ne semblait. Dans l'économie autogestionnaire (1), les décisions étaient motivées politiquement, ce qui interdisait une vraie régulation par le marché et orientait l'économie vers des investissements improductifs (...). Ensuite et surtout, le problème essentiel de la Yougoslavie depuis sa création en 1918 n'avait jamais cessé d'être les rapports entre les peuples qui la composaient. En 1945, le caractère multinational avait été officiellement reconnu et le fédéralisme institué (...). Le

niveau de vie a baissé considérablement à partir de 1980, du fait de l'endettement excessif accumulé depuis la crise pétrolière de 1973 par une économie socialiste multipliant les gaspillages."

Il est nécessaire de commenter.

Au-delà de la forme propre à un "spécialiste" de la Documentation française, traduisons la réalité que couvrent ces citations.

La rupture de Tito avec le Cominform, en 1950, avec le système communiste, "*est bien moins radicale qu'il ne semblait*". Rapportons cette citation à la deuxième phrase, où il est explicitement indiqué qu'il a été impossible d'obtenir une vraie régulation par le marché. Pourquoi ? Parce que la propriété privée n'a pu être restaurée, les nationalisations de 1945, en Yougoslavie comme dans tous les pays sous contrôle de l'Union soviétique et en Union soviétique même, "*interdisaient une vraie régulation par le marché*". Il est donc clair que tout se concentrait, en Yougoslavie et dans tous ces pays de l'Est (et en Chine), sur la question de la propriété privée. Propriété

(1) Relevons, sans plus, ce qualificatif "autogestionnaire" inventé par les "titistes" pour s'opposer, en bureaucrates qu'ils sont, aux conseils élus et révocables, essence de la démocratie ouvrière.

privée qui ne pouvait être réinstaurée que par la destruction du système de propriété d'Etat, conquête fondamentale de la lutte de classe.

De là a découlé, et nous y reviendrons, la pression de l'impérialisme sous la direction de l'impérialisme américain, la mise en œuvre d'un véritable blocus, qui a introduit, après la reconstruction des dégâts de la Seconde Guerre mondiale, la question fondamentale, qui est : il n'y a pas la possibilité de construire le socialisme dans un seul pays. La propriété d'Etat, malgré la bureaucratie, est une conquête internationale du prolétariat dans un pays ou dans un groupe de pays. Elle ne peut survivre que par le combat pour la révolution socialiste dans tous les pays.

Le corollaire, pour la Yougoslavie, qui a été d'ailleurs un des motifs essentiels de la rupture de Tito avec Staline, a été que la Yougoslavie s'est constituée en 1945 comme une fédération de nations (2). En 1974, la Fédération yougoslave était constituée de six républiques : Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Serbie, Macédoine, et de deux provinces autonomes : Voïvodine et Kosovo, rattachées à la Serbie.

Première conclusion : l'introduction du "système du marché" implique la destruction de la propriété sociale et la destruction de la Fédération yougoslave. La capitulation de Tito n'a pas fait reculer la pression de l'impérialisme, la pression impérialiste s'est exercée en Yougoslavie comme dans les autres pays de l'Est. Le quasi-blocus a entraîné une baisse du niveau de vie, un endettement et une distorsion dans le système de la planification et de la fédération. Cela avant même le tournant radical de 1989, dont nous connaissons les effets.

Cette pression, qui s'est exercée de plus en plus fortement depuis des dizaines d'années, a abouti en 1989 à l'explosion de la Ligue des communistes yougoslaves, qui éclate lors de son congrès de janvier 1990.

Des tensions entre les républiques au sein de la fédération s'exacerbent de plus en plus. Retenons la date : 1989, la chute du Mur de Berlin, qui a exprimé de la manière la plus claire la faillite de la bureaucratie et son caractère profondément

"restaurationniste". Quand on sait, et l'avenir le confirmera, que l'aspiration, la volonté de réaliser l'unité allemande n'est en rien contraire à la préservation des acquis, des conquêtes ouvrières de l'Ouest et des bases sociales de l'Allemagne de l'Est marquées par l'expropriation. C'est ainsi que l'alliance du SPD et du PDS (ex-PC de l'Allemagne de l'Est) pour contrecarrer les aspirations à une Allemagne unie a abouti à la situation que nous connaissons, où la restauration de la propriété privée à l'Est s'est combinée à des attaques forcenées contre les réformes arrachées par la classe ouvrière d'Allemagne de l'Ouest.

COMMENT LE PROCESSUS D'IMPLOSION S'EST-IL DÉROULÉ EN YUGOSLAVIE ?

La première partie du texte publié par la Documentation française est consacrée à l'implosion et aux guerres en Yougoslavie. Nous constatons que la bureaucratie dans tous les pays de l'Est, y compris dans l'ex-Union soviétique, avec Eltsine comme avec Milosevic, se caractérise par la capitulation devant l'impérialisme. C'est-à-dire l'avancée concrète de la bureaucratie restaurationniste couvrant dans les faits le rétablissement de la propriété privée des moyens de production, laquelle — nous y reviendrons — manifeste une régression non seulement dans les pays où la propriété privée a été expropriée, mais également dans tous les autres pays. Cela dans la mesure même où le mouvement ouvrier, la classe ouvrière, a, dans son développement, arraché les conquêtes sociales, remises en cause dans tous les pays, sur tous les continents, en même temps que sont remises en cause les nations.

Comment le processus d'implosion s'est-il déroulé en Yougoslavie ? En 1990, des élections ont eu lieu. Dans chacun des

(2) Dans la continuité du processus engagé dans la guerre de libération nationale par l'armée des partisans de toutes les nationalités contre l'occupant nazi et ses alliés locaux : capitalistes et grands propriétaires fonciers.

pays, et en particulier en Serbie, la recherche par la bureaucratie de solutions hors du cadre de la préservation des conquêtes sociales arrachées en 1945 aboutit à une marche au “dépérissement” de la fédération.

Les élections de 1990 consacrent le dépérissement du lien fédéral, renforçant considérablement les antagonismes artificiellement montés par la bureaucratie yougoslave en marche vers la privatisation.

C’est ainsi qu’en Slovénie, en avril 1990, les élections forment un gouvernement issu d’une majorité “libérale”, mais dont la présidence reste au leader “communiste” Milan Kucan.

Quelle autre signification faut-il donner, sinon celle d’éclairer la nature de la bureaucratie ? Alors que la coalition libérale se prononce ouvertement pour un gouvernement séparant la république slovène de la Fédération yougoslave, le président de ce gouvernement est précisément un leader qui se baptise “communiste”, un bureaucrate. Et c’est ainsi qu’en décembre 1990, trompés par cette coalition, les électeurs donnent au référendum la majorité au “principe d’indépendance de la Slovénie”.

Ce processus se poursuivra en Croatie et dans tous les autres pays.

Mentionnons une information extraite de cet article :

“En Macédoine (ainsi, d’ailleurs, que dans les autres pays), c’est une coalition qui comprend le Parti nationaliste macédonien et les ex-communistes, qui défendent comme les autres communistes la spécificité de leur pays.”

Cela pour briser la fédération. Ce qui est intéressant, c’est ce qu’on lit ensuite :

“Le représentant des ex-communistes fut élu président, et, dans un premier temps, les partis représentant les Albanais (25 % de la population) furent exclus du pouvoir.”

C’est ainsi que s’amorcent les processus qui iront jusqu’à la guerre du Kosovo, qui aboutit à l’explosion complète et totale de la fédération. Explosion dans laquelle les “socialistes” français Badinter et Kouchner joueront, comme nous allons le voir, un rôle éminent comme serviteurs des intérêts de l’impérialisme américain.

Evidemment, ce texte ne vise pas à analyser l’ensemble du processus qui a conduit à l’explosion de la Yougoslavie, mais à formuler quelques éléments qui permettent d’éclairer l’ensemble de la situation mondiale, dont la guerre du Liban est une étape, après celles de Yougoslavie ou d’Irak. Avant de tirer de premières conclusions, quelques informations. Toute une série d’affrontements armés entre différents peuples sont directement fomentés par l’Union européenne et l’impérialisme américain. Citons en vrac. “*Dans les communes à majorité serbe de la Croatie*”, les conflits sont directement fomentés :

“Les routes sont barrées, le pouvoir de Zagreb ne s’exerce plus, une région autonome serbe est proclamée, où ne vivent qu’un quart des Serbes de Croatie. L’armée fédérale fait mine de s’interposer. Les rebelles serbes sont aidés. La Croatie, de son côté, achète des armes à l’étranger. Les affrontements durent un an. Les massacres se poursuivent.”

Et c’est ainsi que, dans toutes les républiques, ces “guerres” sont de véritables “nettoyages ethniques” (selon leurs propres dires). Par exemple, parmi les Serbes qui habitent en dehors de la Serbie — 12 % en Croatie, 31 % en Bosnie :

“Les républiques sécessionnistes (c’est-à-dire toutes les républiques) devront donc être amputées des territoires ethniques serbes de façon à rassembler tous les Serbes dans un seul Etat. Comme ces territoires ne sont ni délimités ni délimitables, puisque les populations sont presque partout mêlées, on tracera leurs limites au plus large, avec l’aide de l’armée.”

Qu’en termes galants ces choses-là sont dites. L’auteur de l’article n’en conclut pas moins :

“Cette prétention débouche inévitablement sur la guerre et aussi sur le nettoyage ethnique.”

Et c’est ainsi que se poursuivra le démantèlement de la Yougoslavie dans des guerres suscitées par l’impérialisme auquel se soumet la bureaucratie restauracionniste. Guerres qui, pas à pas, vont démolir la Fédération yougoslave et réintroduire la propriété privée des moyens de production, avec les conséquences que nous examinerons plus loin. On lit dans le document que nous citons :

“Lors de la guerre en Slovénie, l’Union européenne proposa sa médiation (...). L’accord fut signé le 7 juillet 1991 (...). L’heure de l’Europe a sonné, déclara Jacques Poos, le ministre des Affaires étrangères du Luxembourg, alors à la présidence de l’Union européenne.”

Tu parles... Les valets européens de l’impérialisme américain embrassent le fouet qui les frappe.

L’auteur de l’article, qui n’en est pas à une falsification près, ajoute :

“L’espoir des Européens dans une survie de la fédération était illusoire.”

Les pays occidentaux, selon lui, ont mis du temps à comprendre la

“gravité du problème (...). Ils n’en ont pris conscience qu’une fois la guerre commencée, et se sont donné comme objectif vertueux (la vertu doit toujours être là) la conservation à tout prix de la fédération. Or, à cette date, une telle solution était déjà dépassée.”

EST-IL NÉCESSAIRE DE FAIRE UN PARALLÈLE AVEC LA SITUATION AU LIBAN OU EN IRAK ?

On voit là exactement le mécanisme en cours au Liban. La position de Bush est de cantonner le Liban comme il le fait en Irak, comme étape vers le Grand Moyen-Orient, *“de l’Espagne aux Philippines”* (citation exacte de Bush).

Bien entendu, contrairement à ce qui est écrit, la guerre en Slovénie et en Croatie en 1991 n’était qu’une étape vers la destruction de la Fédération yougoslave, objectif de l’impérialisme américain : la preuve,

“les Etats-Unis se tiennent d’abord à l’écart et laissent agir les Européens”...

Les Etats-Unis se tiennent-ils réellement à l’écart du Liban ? Ne font-ils pas plutôt agir les Européens et Israël ?

En 1991, *“une conférence siège à La Haye du 7 septembre au 2 décembre”*, présidée par le “socialiste” français Robert Badinter,

“chargée de définir les conditions de la reconnaissance des Etats ayant proclamé leur indépendance”.

Ainsi, étape par étape, utilisant les institutions internationales, ONU, Union européenne, etc., l’impérialisme américain avance vers la solution qu’il a décrétée avec ses valets de l’Union européenne : répétons-le, ce qu’il faut organiser, c’est la destruction de la Fédération yougoslave et la transformation de ses pays en bases militaires contrôlant l’Europe.

Ainsi, on lit dans le document de la Documentation française :

“De solution de conflit à cette étape, point. A partir du 25 octobre 1991, c’est l’ONU qui est saisie. Le Conseil de sécurité décrète un embargo sur les livraisons d’armes en Yougoslavie.”

On est saisi, en lisant ce document, de voir comment ce qui se passe au Liban répète point par point le même processus :

“Le Conseil de sécurité décrète un embargo sur les livraisons d’armes en Yougoslavie. Pendant quatre ans, cette mesure favorisera le camp serbe déjà surarmé (jusqu’au moment où la Serbie passera également à la moulinette) et empêchera les victimes de l’agression (Croates d’abord, Bosniaques ensuite) de se défendre. Puis, le secrétaire général de l’ONU nomme un médiateur, l’Américain Cyrus Vance.”

Les massacres se poursuivront, parce que la “solution” impérialiste exigeait l’écrasement de toutes les aspirations des peuples de la Yougoslavie.

Alors, l’affaire se poursuit. *“Les Européens sont divisés.”* Ce qui introduit des contradictions réelles, mais

“les pays de la CEE décident de reconnaître les indépendances de la Slovénie et de la Croatie, sous réserve de l’avis favorable de la commission Badinter”.

Laquelle, bien entendu, malgré ses précédentes déclarations contraires, appliquera ce que l’ONU, le Conseil de sécurité décident sous le diktat de l’impérialisme américain.

La guerre se poursuivra en Croatie jusqu’en août 1995, bien que

“les casques bleus (l’IFOR, qui s’appelle aujourd’hui au Liban la FINUL) seront là pour empêcher la reprise des combats”.

Et le même schéma s’organise

“pour la guerre de Bosnie de 1992 à 1995”. « La Bosnie-Herzégovine était la seule république sans nationalité majoritaire, puisque ses habitants, parlant tous

la même langue, se répartissaient en trois "peuples" : Bosniaques 44 %, Serbes 31 %, Croates 17 %. »

**AU SORTIR DE LA GUERRE :
"UNE VÉRITABLE SITUATION
FÉODALE"**

La Fédération yougoslave, telle qu'elle a été constituée en 1945, comprenait "à la fois la Serbie et la Croatie".

"Les populations étaient étroitement imbriquées presque partout."

C'est pour cela qu'il fallait introduire la guerre,

« des zones "ethniquement pures" ne pouvant être dessinées que par la violence ».

Pour cela, il a fallu introduire une procédure référendaire, qui fut imposée "par la commission Badinter". Le référendum eut lieu le 29 février. "Des barrages serbes furent dressés autour de Sarajevo", tandis que l'indépendance de la Bosnie était reconnue par les Européens et les Américains.

A travers toute une série de manœuvres, le "nettoyage ethnique" fut réalisé sous les auspices de la commission Badinter et des Américains, la Commission européenne jouant dans ce domaine le rôle de supplétif qui lui est dévolu, ici comme dans tous les autres domaines.

Le rédacteur de la Documentation française est bien obligé de constater que

"le nettoyage ethnique s'est déroulé avec une incroyable brutalité pendant toute cette première année de guerre. Des villages bosniaques et croates sont détruits, ainsi que de nombreuses maisons de non-Serbes dans les villages mixtes (...). Fuyant ces horreurs, des centaines de milliers de réfugiés affluent en Croatie ou dans les zones encore libres de Bosnie. C'est le résultat recherché."

Est-il nécessaire de faire un parallèle avec ce qui se passe actuellement au Liban ou en Irak ? Bien entendu, tout cela est agrémenté

"d'une action humanitaire, dont le coup d'envoi est donné avec éclat par le voyage de François Mitterrand à Sarajevo le 28 juin 1992".

La guerre, "agrémentée" de résolutions multiples, se poursuivra néanmoins à travers moult et moult interventions de l'Union européenne.

Le plan Vance-Howen, le plan de Cyrus Vance pour l'ONU, aboutit au "compromis de Washington"...

Au travers de toutes ces manœuvres qu'il serait trop long d'énumérer, mais qui toutes sont "agrémentées" par les violences, le partage sera entériné, c'est-à-dire la cantonnisation :

"La contrainte militaire organisée par les Américains et l'Union européenne a réussi là où quatre ans d'attermolements ont échoué."

Le traité paraphé à Dayton le 21 novembre 1995 et à Paris le 14 décembre 1995 consacre l'éclatement :

"Une force internationale de 60 000 hommes, placée sous le commandement de l'OTAN, l'IFOR, stationnée dans toute la Bosnie-Herzégovine et comprenant entre autres un fort contingent américain, et un haut représentant de la communauté internationale veilleront à l'application du traité."

Signalons encore quelques résultats :

"Sortant de la guerre, la Bosnie-Herzégovine est dévastée et ruinée. Les destructions sont innombrables. Il n'y a plus de production, sauf agricole. Près de la moitié de la population est réfugiée soit à l'étranger, soit dans d'autres parties de la Bosnie-Herzégovine."

Le nettoyage ethnique a été radical, total dans les zones serbes et dans la partie croate de l'Herzégovine, à peine plus limité ailleurs, notamment dans les grandes villes de la zone bosniaque comme Sarajevo et Tuzla (...).

Au lendemain de Dayton, les mesures qui confirment le partage du pays seront appliquées intégralement (...). La circulation entre les entités restera longtemps pratiquement impossible, malgré la suppression des contrôles, à cause de la peur (...).

C'est là une véritable situation féodale" (c'est nous qui soulignons).

Ce n'est pas nous qui concluons ainsi, c'est ce rédacteur que nous citons abondamment.

Et qui poursuit :

"La Bosnie-Herzégovine est devenue une sorte de mosaïque de micro-régions enchevêtrées, mais toutes presque entiè-

rement mono-ethniques. L'économie végète" (3).

Et on aboutira au même résultat pour la Croatie, la Slovénie, la Macédoine, la Serbie... jusqu'à la guerre du Kosovo (sur laquelle nous reviendrons) à partir de 1998, et qui se poursuivra jusqu'à l'éclatement total et complet de la Fédération yougoslave, dans la situation que nous avons analysée rapidement.

•
••

Nous reviendrons sur les années qui ont suivi. Donnons ici, cependant, quelques indications sur l'ex-Yougoslavie depuis 2000.

Macédoine : en 2001, des affrontements entre Slaves et Albanais sont le prétexte à l'intervention d'une force de l'OTAN devant "surveiller le cessez-le-feu".

Kosovo : le mardi 16 mars 2004 au soir, tous les médias électroniques font circuler l'information émanant de l'UNMIK (Mission des Nations unies pour le Kosovo), selon laquelle trois enfants albanais âgés de 10 à 12 ans se sont noyés dans la rivière Ibar, la rumeur établissant qu'ils fuyaient des agresseurs serbes accompagnés de chiens qui voulaient les lyncher. Le même soir, deux groupes d'une cinquantaine d'Albanais, tous armés, attaquent à Pristina les églises serbes insuffisamment protégées par la police de l'UNMIK. Jusqu'au lendemain, le 17 mars à midi, parviennent les nouvelles qui relèvent uniquement le vandalisme de quelques groupes peu nombreux contre lesquels n'interviennent ni les soldats de la KFOR ni la police de l'UNMIK. Le bilan officiel de deux jours d'affrontements est de sept Serbes, vingt-quatre Albanais et un membre de la KFOR tués, ainsi que de 250 foyers serbes et 35 églises ou monastères brûlés. Près de 4 000 Serbes des régions où ils constituaient la minorité de la population ont été évacués vers les enclaves à population serbe majoritaire. De la même manière, deux villages à majorité albanaise, mais établis dans des enclaves serbes, ont été

évacués, le nombre de leurs habitants n'ayant pas été annoncé.

Fin 2005-début 2006 : quelques jours après la mort du "président" du Kosovo, Ibrahim Rugova, le "groupe de contact" mis en place après les bombardements de l'OTAN en 1999 (composé des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Russie, de l'Allemagne et de la France) s'est réuni le 31 janvier 2006 pour discuter de "l'indépendance" du Kosovo, occupé par 30 000 soldats américains et européens.

Bosnie : la "force internationale de maintien de la paix" (IFOR) de 60 000 hommes, dirigée par l'OTAN et mise en place suite aux accords de Dayton de novembre 1995, a été remplacée en 2003 par une force de "stabilisation" (SFOR) de 14 000 hommes, à laquelle a succédé en décembre 2004 une force militaire confiée à l'Union européenne (7 000 hommes). A quoi il faut ajouter une "mission de police de l'Union européenne".

En 2004, de violents affrontements entre Serbes et musulmans éclatent en Bosnie (septembre 2004). L'analyste politique bosniaque Tanja Topic estime que

"cet incident est l'image de la réalité de l'ensemble de la société bosniaque (...). On a créé une sorte d'Etat virtuel, au sein duquel, à n'importe quel moment, on redoute l'éclatement de nouveaux conflits sur des bases ethniques (...). Cela prouve que, dans la Bosnie d'après-guerre, ni les responsables locaux ni la communauté internationale n'ont réussi à stabiliser le pays" (AFP, 18 septembre 2004).

En 2005, à l'occasion du 10^e anniversaire des "accords de Dayton" de partition de la Bosnie en "cantons", un journaliste bosniaque (pourtant favorable aux "plans de paix" des grandes puissances) écrit :

« Cet accord tourne entièrement autour de l'appartenance ethnique et entérine la victoire des "purificateurs ethniques" (...). Dayton (...) a construit un Etat fictif sur une société divisée » (Goiko Beric, cité par *Le Figaro*, 21 novembre 2005).

C'est ainsi que les bases militaires en ex-Yougoslavie et dans les pays des

(3) N'y aurait-il pas là, sous une certaine forme, une préfiguration des effets induits par la régionalisation ?

Balkans sont directement établies comme éléments d'une politique mondiale des États-Unis, "on the world".

En 2003, selon une dépêche de l'Associated Press (juin 2003), des sources officielles américaines indiquent que les bases militaires américaines dans les Balkans sont amenées à jouer un rôle nouveau pour de possibles interventions au Moyen-Orient. Le Pentagone propose de transférer 15 000 soldats stationnés en Allemagne vers les bases des Balkans.

En 2003, lors d'une visite en Bulgarie (qui, depuis 2002, fait partie des pays de l'Europe centrale, orientale et balkanique qui doivent intégrer l'OTAN en 2004), le général Charles Wald, commandant adjoint des forces américaines en Europe, déclare :

"L'OTAN se déplace vers l'Est et notre présence et participation doivent être là où l'OTAN se trouve."

Des sources anonymes citées par l'Associated Press indiquent que les États-Unis souhaitent disposer d'une réserve permanente de 3 000 soldats sur des bases à implanter en Roumanie et en Bulgarie, avant même l'élargissement "à l'est" de l'OTAN, et sans évoquer le fait que l'installation de telles bases dans les deux pays nécessite des décisions législatives.

Selon l'Associated Press :

"L'idée est que les troupes américaines — infanterie, artillerie, équipements légers et hélicoptères — puissent effectuer des entraînements intenses de 30-90 jours, puis retourner dans leurs bases d'Europe de l'Ouest ou des États-Unis (...). Mais les diplomates et les officiels ont déclaré que les troupes devraient également être prêtes pour des mouvements rapides vers les zones de trouble au Moyen-Orient et en Asie centrale."

(C'est nous qui soulignons ; et nous reviendrons dans une autre section de ce texte sur ce qui est l'essence même de la marche vers la barbarie "made in USA").

Le commandant Rick Haupt, porte-parole du haut commandement américain en Europe de Stuttgart (Allemagne), a expliqué que l'intérêt pour les Balkans quant aux exercices d'entraînement s'intégrait dans "la vision d'ensemble" de Rumsfeld "pour transformer les forces armées en une force plus agile".

En 2005, selon le rapport officiel de l'OTAN, *L'OTAN dans les Balkans*, paru en février 2005 :

"Tant la Bosnie-Herzégovine que la Serbie-Monténégro, qui ont été la cible d'une campagne aérienne soutenue par l'OTAN il y a un peu plus de cinq ans, sont candidats au programme de partenariat pour la paix avec l'Alliance (l'OTAN). L'Albanie, la Croatie, la FYROM (4) souhaitent adhérer à l'Alliance et fournissent déjà une contribution en personnels à des opérations de l'OTAN au-delà de la région euro-atlantique. Et les pays voisins — la Bulgarie, la Roumanie et la Slovaquie — sont devenus membres de l'OTAN."

En Roumanie, le président Basescu déclare alors :

"Nous avons terminé les négociations sur les installations militaires américaines sur la côte de la Mer noire et peut-être dans d'autres zones de la Roumanie" (Euronews, novembre 2005).

En Bulgarie,

"2 000 à 3 000 militaires américains devraient être déployés sur le territoire". (Bulgarian News Service, 26 septembre 2006).

Le 20 avril 2006, le gouvernement bulgare approuve un accord de coopération militaire pour dix ans avec les États-Unis, permettant l'entraînement de "troupes étrangères" sur son territoire national. Après avoir rénové plusieurs bases militaires, la Bulgarie s'est dite prête à accueillir 2 500 soldats américains dès 2007. Le gouvernement bulgare a également annoncé que les aéroports de Besmer et de Graf Ignatievo seront rénovés avec des fonds américains, afin d'être mis à la disposition des troupes américaines. Le même jour, les États-Unis et la Pologne rendaient publique une déclaration soutenant la Bulgarie pour sa candidature à l'adhésion à l'Union européenne en 2007.

Monténégro, 2006 : le 24 mai, par "référendum" directement organisé par l'Union européenne, le Monténégro déclare son "indépendance" vis-à-vis de la fédération avec la Serbie. Une de ses premières proclamations porte sur l'annonce de la

(4) FYROM : "Ancienne république yougoslave de Macédoine", dénomination officielle de la Macédoine exigée par la bourgeoisie grecque.

fin de la conscription, remplacée par une “*armée de professionnels bien payés*”, et la candidature du Monténégro à l’OTAN.

Mafias : dans *Les Nouvelles Menaces des mafias*, Jean-François Gayraud, un policier français, est amené à s’interroger :

“Comment ne pas s’inquiéter, par exemple, que 50 % du PIB de l’Albanie, du Kosovo ou du Monténégro, candidats à l’Europe, proviennent de l’économie criminelle ?”

•
• •

Nous arrêtons là l’énumération de faits qui illustrent la constatation émise par le rédacteur de la Documentation française : l’intervention américaine, qui évince petit à petit (avec leur soumission) les autres puissances impérialistes, aboutit à un retour à des “formes féodales de servage”. N’est-ce pas l’expression concrète du pourrissement des forces productives, facteur objectif déterminant la destruction des nations ? Ce processus démontre que, de plus en plus à l’étroit dans le marché mondial, les forces productives mises en œuvre dans le cadre de la décomposition de la propriété privée des grands moyens de production se transforment de plus en plus en forces destructives, entraînant la destruction des nations, la destruction de la classe des producteurs.

Ainsi, l’ex-commissaire de la CEE qui supervisait les “négociations” en 1995 déclare, à l’intention des dirigeants de la Bosnie qu’il a lui-même “cantonnisée” et disloquée :

“Il est grand temps pour les dirigeants politiques de Bosnie de se réveiller. Les dépenses publiques doivent être réduites, les restructurations d’entreprises doivent être mises en œuvre, les lois du travail doivent être libérées” (*International Herald Tribune*, 21 novembre 2005).

Citation qui confirme le lien qu’il y a entre la destruction des nations (régionalisation et cantonnisation), dans laquelle s’inscrit “la libération des lois du travail”,

c’est-à-dire la destruction des conquêtes sociales consignées dans chaque nation par la lutte de classe.

Une “libération des lois du travail” exigeant, dans le cadre de la “gouvernance”, que les organisations ouvrières soient enchaînées, conduisant à leur désagrégation par leur intégration dans la mise en œuvre de ce que recouvre le “*dialogue social*”, le “*diagnostic partagé*”, qui doit trouver sa concrétisation dans la fusion CISL-CMT dans la “nouvelle” confédération mondiale des syndicats.

Il s’agit d’enfermer les relations sociales dans un cadre qui vise à lier les organisations ouvrières au FMI, à la Banque mondiale, à l’Union européenne, cadres politiques du “*dialogue social partagé*” où devraient être intégrées les organisations. Il s’agit de liquider l’indépendance des organisations de la classe ouvrière, pour réaliser, au nom de la “colégislation”, la destruction des bases de la civilisation humaine, en organisant, avec la destruction des nations, la destruction des acquis ouvriers consignés dans des droits, des garanties (et également dans les nationalisations), consignés également dans des droits politiques (liberté de s’organiser dans des organisations indépendantes de l’Etat, des gouvernements, des partis et des Eglises).

La deuxième section de ces notes sera consacrée, à partir de l’analyse de la situation internationale (en trame, les conséquences politiques de l’intervention américaine, à peine camouflée derrière les agissements israéliens au Liban), à l’analyse concrète des relations entre la construction de la IV^e Internationale, de ses sections, et le bilan de la faillite des organisations traditionnelles — en relation avec la stratégie du front unique. A quoi il nous faut ajouter l’analyse du pablisme et d’autres organisations comme Militant.

**Texte présenté à la discussion
par la commission ex-URSS,
Europe centrale,
orientale et balkanique
du secrétariat international
Le 4 septembre 2006**

CONTRIBUTION

Quelques éléments pour la discussion sur la question nationale et les tâches de la IV^e Internationale dans le sous-continent indien

Par François Forgue

Dans une réunion du secrétariat Asie, en juin 2006, avec les représentants des sections de la IV^e Internationale au Bangladesh et au Pakistan, une première discussion a eu lieu pour élaborer un texte traitant de la question nationale dans le sous-continent indien, des conséquences de la partition de 1947 et de la manière dont ces conséquences se matérialisent aujourd'hui.

C'est sur cette base, comme un maillon de cette discussion, qu'un premier texte a été préparé. Le but de cette contribution au Sixième Congrès mondial de la IV^e Internationale n'est pas de prétendre régler en quelques phrases des problèmes à la fois amples et complexes, mais d'ouvrir la discussion.

Nous publions dans ce numéro de *La Vérité* quelques extraits de cette contribution et nous en poursuivrons la publication dans le prochain numéro.

I. INTRODUCTION

“*La guerre impérialiste se transformera en guerre civile*”, écrivait Lénine lors de la Première Guerre mondiale. La révolution d'Octobre vérifiera cette affirmation. La conclusion de la Seconde Guerre mondiale, à son tour, entraîna une vague révolutionnaire mondiale d'une ampleur sans précédent.

C'est dans ce cadre que la mobilisation révolutionnaire des masses en Chine, leur guerre révolutionnaire contre le régime du Kouo-min-tang conduiront à l'expropriation de l'impérialisme et de la bourgeoisie chinoise, à la collectivisation-étatisation des moyens de production comme condition même de la réalisation des tâches nationales et démocratiques (unité et souveraineté nationales, question agraire), remettant en cause le cadre contre-révolu-

tionnaire établi à Yalta et Potsdam entre la bureaucratie et l'impérialisme.

C'est dans le même mouvement que le soulèvement des masses du sous-continent indien contraindra l'impérialisme britannique à renoncer à sa domination directe sur l'Inde et que se constitueront les Etats politiquement indépendants de l'Inde et du Pakistan.

La IV^e Internationale, dès ce moment, avait condamné la partition de l'Inde entre un Etat "hindouiste" et un Etat "musulman" — partition réalisée, donc, selon des critères religieux — comme une attaque de l'impérialisme contre tous les peuples du sous-continent, organisée pour riposter à son éviction et en diminuer les conséquences. Elle le faisait dans le même temps où elle condamnait la partition de la Palestine. Soixante ans plus tard, toutes les questions non résolues du fait du retard de la révolution prolétarienne resurgissent avec des conséquences aggravées. Quel autre courant que la IV^e Internationale pourrait republier et revendiquer ses déclarations datant de cette période ?

C'est ainsi que, le 24 mai 1947, *New Spark*, l'organe de la section de la IV^e Internationale en Inde, écrivait :

"Il est grand temps de dénoncer au grand jour ce plan de découpage de l'Inde (...). Le partage de l'Inde sur la base des communautés religieuses est un acte régressif irréparable (...). Quel que puisse être le plan britannique définitif, il ne peut que compliquer davantage la situation, semer les germes de discorde, de troubles futurs. Le problème de l'Inde ne peut être résolu que par l'intervention des masses."

Les "troubles futurs" dont parle cet article ont en effet marqué toutes les étapes de l'existence des Etats nés de la partition. Les conséquences de la partition ont constitué et constituent un moyen privilégié d'intervention, de pression et de chantage de l'impérialisme. Elles ont abouti à des massacres, à des affrontements entre exploités partageant les mêmes intérêts fondamentaux, à des guerres dirigées contre tous les peuples, au déni du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, au fait que les principes et la pratique de la démocratie ont été bafoués, sous des formes diverses, dans tous les Etats du sous-continent.

Aujourd'hui, soixante ans plus tard, ces conséquences resurgissent avec une intensité toute particulière en relation avec l'offensive impérialiste contre le continent, au centre de laquelle il y a l'offensive menée pour la destruction des conquêtes de la révolution chinoise.

Avant d'aborder ces questions, il faut revenir aux conditions dans lesquelles l'impérialisme britannique a été chassé et s'est opérée la partition.

II. LA RÉVOLUTION EN INDE, L'INDÉPENDANCE ET LA PARTITION

A la veille de la Seconde Guerre mondiale, préfaçant l'ouvrage de Harold Isaacs sur la révolution chinoise, Trotsky écrivait :

"La guerre mondiale qui s'approche avec une force irrésistible retournera au problème chinois en même temps qu'à tous les autres problèmes de la domination coloniale. C'est là que réside la tâche véritable de la Seconde Guerre mondiale : rediviser la planète selon les nouvelles relations de force entre les puissances de l'impérialisme (...). L'objet le plus important de la lutte sera la Chine (...). Il peut toutefois être prédit avec certitude que la guerre mondiale ne produira pas une décision finale. Elle sera suivie par une nouvelle série de révolutions, qui ne remettront pas seulement en cause les décisions issues de la guerre, mais l'ensemble des rapports de propriété qui ont donné naissance à cette guerre."

C'est dans ce contexte que se situent et la révolution chinoise — qui a abouti à l'expropriation du capital — et la révolution indienne, toutes deux commencées dans le cours de la guerre impérialiste même et facteurs essentiels de la situation qui la suit.

L'aire géographique que constituaient les territoires sous domination britannique, ce que l'impérialisme désignait comme l'"Indian Empire", contenait à la fois des éléments communs forgés par un riche passé historique et culturel, par la combinaison de grandes civilisations, ainsi qu'une extrême diversité.

L'Inde, telle qu'elle existait sous domination britannique, ne constituait pas une

nation. Divers peuples et nationalités s'étaient formés à travers l'histoire. Mais la tendance à l'unification nationale de ses différentes composantes s'exprimait à travers les luttes communes contre la domination coloniale britannique, luttes dont les objectifs étaient l'émancipation du joug impérialiste (la libération nationale) et la révolution agraire. Mais, d'emblée, le prolétariat indien, à partir de sa position dans les centres industriels, s'est imposé comme l'avant-garde de cette lutte révolutionnaire.

Le combat constant contre la domination impérialiste, qui a abouti, dès le début du XX^e siècle, à la constitution du Parti du Congrès, sera de plus en plus marqué, en particulier après la révolution russe, par l'action de la classe ouvrière organisée.

En pleine guerre, alors que l'impérialisme britannique doit utiliser les peuples de l'Inde comme chair à canon, la révolution éclate contre sa domination. C'est le soulèvement général d'août 1942 qui unit toutes les composantes de l'"Empire" contre la domination impérialiste en prenant appui sur le mot d'ordre lancé par le Parti du Congrès : "*L'Angleterre doit quitter l'Inde maintenant !*" Et en l'utilisant bien au-delà de ce que souhaitaient les dirigeants du Congrès comme moyen d'unification des peuples de l'Inde, et d'abord des exploités et des opprimés des villes et des campagnes, qui font valoir leurs revendications sociales, inséparables de leurs revendications nationales et démocratiques.

S'il est nécessaire de revenir sur ce qui s'est passé en août 1942, ce n'est pas seulement par référence à un événement historique dont personne ne peut nier l'importance. C'est, en relation avec les problèmes abordés dans cette contribution, parce que la partition n'a pu être imposée qu'après que la première vague de l'assaut révolutionnaire eut été brisée.

Dans le mouvement d'août 1942, l'insurrection s'exprime par des grèves et des manifestations dans les centres industriels tout autant que par la révolte des paysans dans les zones rurales les plus arriérées. C'est alors que des villages insurgés du Bihar se proclament "villages du Congrès", affirmant par là leur intégration au mouvement de constitution de la na-

tion. C'est alors que toutes les parties de l'empire, de Chittagong (aujourd'hui au Bangladesh) à Dehli, de Lahore (aujourd'hui au Pakistan) à Madras, participent au mouvement, que hindous comme musulmans s'y retrouvent.

Août 1942 en Inde confirme que les tâches de la révolution sont d'abord la libération nationale et la réforme agraire — tâches qui ont été des objectifs essentiels des révolutions bourgeoises du XVIII^e siècle et dont l'accomplissement a été constitutif de la formation des nations. Mais en Inde comme dans tous les autres pays placés dans des conditions similaires, à l'époque de l'impérialisme, seule la classe ouvrière peut, en s'alliant à la paysannerie, conduire cette révolution à la victoire et, par là même, du fait que la classe ouvrière est le moteur de cette révolution, entamer pratiquement la révolution socialiste (s'attaquer à la propriété privée des moyens de production), comme condition de la réalisation de l'indépendance nationale et de la réforme agraire.

Trotsky nous l'a enseigné dans *La Révolution permanente* : cela est encore plus vrai aujourd'hui, où la question nationale prend une importance décisive.

III. LUTTE CONTRE L'IMPÉRIALISME BRITANNIQUE ET RÉVOLUTION SOCIALE

L'immense mouvement des masses indiennes pour la démocratie, pour leur indépendance, sera condamné par les appareils qui campent au sommet du mouvement ouvrier, au nom des buts de guerre de la coalition impérialiste américano-britannique, qui se réclame pourtant de la démocratie et des droits des peuples. La bureaucratie stalinienne, exprimant son caractère contre-révolutionnaire et prétendant justifier son attitude par le fait que l'impérialisme anglais est allié à l'Union soviétique, soutient la répression britannique contre le peuple indien.

La IV^e Internationale est la seule organisation à lui apporter son soutien inconditionnel dans un manifeste daté du 26 septembre 1942, qui salue l'héroïque combat du peuple indien, des ouvriers et des pay-

sans, appelle à la solidarité avec eux et compare leur combat à l'explosion de la révolution russe.

Nous reproduisons ci-dessous quelques extraits de ce manifeste :

« 26 septembre 1942.

Ouvriers et paysans de l'Inde,

La IV^e Internationale, parti mondial de la révolution socialiste, se joint à vous dans la lutte pour la libération nationale de l'Inde. Les sections de la IV^e Internationale à travers le monde entier se rassemblent pour défendre la lutte de l'Inde contre les impérialistes, qui essaient de la noyer dans le sang.

Nous avons assumé la tâche d'appeler les ouvriers et les opprimés des campagnes de tous les continents au secours des masses de l'Inde pour gagner leur fierté. Alors que la II^e et la III^e Internationales — les réformistes et les staliniens — apportent leur aide à Churchill en condamnant la lutte présente de l'Inde, la IV^e Internationale apparaît comme le soutien le plus ferme des combattants indiens de la liberté. Nous dénonçons comme un agent de l'impérialisme tout dirigeant ouvrier qui s'oppose à la lutte de l'Inde pour son indépendance (...).

Proletaires de l'Inde ! Vous avez la possibilité d'assumer le glorieux rôle qui a été joué par les ouvriers de la Russie tsariste arriérée en 1917. Dans les ténèbres de la troisième année de la première guerre mondiale impérialiste s'est levée l'étoile de la révolution russe. Les ouvriers russes semblaient alors terriblement isolés dans un monde hostile, mais les masses opprimées du monde sont venues à leur secours. L'étoile polaire de la révolution russe inspira les soulèvements des masses en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, et l'éveil de larges masses dans l'Europe entière, en Afrique et en Asie. De même que la Russie était en 1917 le maillon le plus faible de la chaîne impérialiste, de même, c'est ce qu'est l'Inde aujourd'hui ! Exactement comme en 1917, la destruction, aujourd'hui, du maillon le plus faible inspirera une série de révolutions, qui viendront à leur tour au secours de la révolution indienne contre les impérialistes (...).

Libération nationale par la révolution agraire !

La libération nationale ne peut être conquise qu'à travers la révolution agraire. La grande force dirigeante de la

révolution indienne, comme de la révolution russe, est la crise agraire. La grande masse de la paysannerie s'efforce sans cesse de rejeter la triple oppression de la taxation gouvernementale, de la rente seigneuriale et de l'usure du prêteur. L'abolition du landlordisme et la liquidation des dettes agricoles sont les uniques mots d'ordre susceptibles de rallier la paysannerie pour écraser l'impérialisme et ses agents indigènes. Mais la paysannerie, malgré son énormité numérique, est dispersée dans la campagne. L'histoire témoigne du fait que les révoltes paysannes ne peuvent vaincre si elles ne sont pas soutenues et dirigées par une classe puissante dans les villes.

Cette classe ne peut pas être la bourgeoisie, avec ses liens sociaux et économiques étroits avec les zamindari (1). Et le Congrès est le parti de la bourgeoisie. La direction du Congrès démontre son caractère bourgeois et zamindar par le fait qu'elle a condamné les paysans quand ils ont cessé de payer la rente pendant les campagnes de désobéissance civile de 1920-1922 et 1930-1934. Cette fois aussi, la résolution du comité du Congrès du 15 juillet appelle à une campagne de désobéissance civile sans faire une seule proposition pour alléger le fardeau de la rente et de l'usure sur la paysannerie — pour ne pas parler de l'abolition du landlordisme.

Il est clair, par conséquent, que seul le prolétariat industriel peut conduire la paysannerie à la révolution. Comme l'écrivait en 1939 Trotsky aux travailleurs de l'Inde : "L'alliance des ouvriers et des paysans pauvres est l'unique alliance honnête et digne de confiance qui puisse assurer la victoire finale de la révolution indienne". »

Dans le cours de la guerre, se réalise donc ce que Trotsky avait décrit lorsque, à la veille du déclenchement du conflit, il s'adressait aux travailleurs indiens dans les termes suivants :

« Des événements gigantesques et terribles approchent avec une force implacable. L'humanité vit dans l'attente de la guerre, qui entraînera naturellement dans son maelström les pays coloniaux et pèsera lourd sur leur destinée. Les agents du gouvernement britannique présentent les choses comme si la guerre allait être menée pour les principes de la "démocratie", qu'il faut sauver du fascisme.

(1) Personnes chargées de lever l'impôt auprès des paysans et d'en reverser une partie au colonisateur.

Tous les peuples doivent se rallier aux gouvernements "pacifiques" et "démocratiques" pour repousser les agresseurs fascistes. Alors la démocratie sera sauvée et la paix établie pour toujours.

Cet évangile repose sur un mensonge délibéré. Si le gouvernement britannique est réellement intéressé à l'épanouissement de la démocratie, il a alors une occasion très simple de le démontrer (...). Si le peuple hindou ne veut pas rester esclave pour toujours, alors, il doit combattre et rejeter ces faux prédicateurs qui disent que le fascisme est le seul ennemi du peuple. Hitler et Mussolini sont, sans aucun doute, les pires ennemis des travailleurs et des opprimés. Ce sont des bourreaux sanglants animés de la plus grande haine contre les travailleurs et les opprimés du monde. Mais ils sont avant tout ennemis des peuples allemand et italien, sur le dos desquels ils sont assis. Les classes et les peuples opprimés doivent chercher — comme nous l'ont enseigné Marx, Engels, Lénine et Liebknecht — leur ennemi principal dans leur propre pays, incarné par leurs propres exploités et oppresseurs. Dans l'Inde, cet ennemi est avant tout la bourgeoisie anglaise (...). Tous les problèmes du temps de paix conserveront leur force en temps de guerre, mais ils auront un caractère beaucoup plus tranchant (...). »

C'est avec la révolution commencée en Inde que s'ouvre le chapitre de la lutte révolutionnaire des peuples marquant les dernières années du second conflit mondial et la période qui le suit immédiatement.

Cette révolution sera mise en échec avant tout du fait de la politique du PC indien, qui suit les consignes données par Moscou, c'est-à-dire par la bureaucratie stalinienne. Il se porte au secours de l'impérialisme britannique en dénonçant la révolte des peuples de l'Inde et en appelant à la répression. Ainsi, la classe ouvrière se trouve abandonnée par l'organisation qui avait une forte influence sur elle. Le drapeau du combat pour l'indépendance nationale est ainsi laissé entre les mains de la bourgeoisie nationale et de ses dirigeants politiques, ce qui pèsera d'un poids considérable dans les luttes qui suivront l'accession à l'indépendance.

Le Parti du Congrès, que la puissance du mouvement des masses avait temporairement contraint à "aller plus loin qu'il ne le voulait dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie", pour reprendre la for-

mule du *Programme de transition* de la IV^e Internationale, recule. Divisée, privée de direction et livrée à la répression, la classe ouvrière est durement frappée.

IV. LES CONDITIONS DE L'INDÉPENDANCE

Le mouvement des masses indiennes, qui a été ainsi refoulé, n'a pas été écrasé. Il resurgit en 1945-1947 dans le contexte mondial de la vague révolutionnaire qui déferle alors. L'action des masses indiennes, qui s'étend très vite à l'ensemble du pays, associant grèves, manifestations, mutineries, la menace représentée par la révolution chinoise, la situation en Angleterre même contraignent l'impérialisme anglais à précipiter son départ et à provoquer la partition.

Les formes politiques de l'accession à l'indépendance, la constitution même des nouveaux Etats ont été négociées par les dirigeants nationalistes bourgeois, les grands féodaux, les souverains des territoires autonomes au-dessus des masses. Cette réalité s'exprime tout particulièrement dans le fait de la partition lui-même comme dans le fait que l'indépendance politique du Sri Lanka est différée et sera réglée par un processus particulier. Il demeure que le départ hâtif de l'impérialisme britannique, sa renonciation à la domination directe ne constituent pas un changement "octroyé", mais le résultat de la mobilisation révolutionnaire des masses dans tout le sous-continent, à quoi l'impérialisme est contraint de s'adapter.

C'est ce qui explique que la République de l'Inde, qui se constitue comme un Etat politiquement indépendant sur la plus grande partie du territoire autrefois occupé par les Britanniques et qui intègre la grande majorité de la population de l'ancien empire, connaîtra une certaine stabilité lui permettant de maintenir la domination de la bourgeoisie indienne dans un cadre parlementaire. Certes, cela se fera avec l'appui de l'impérialisme et dans les limites que celui-ci peut fixer, car il maintient sa domination sur le terrain économique.

Dans cette situation d'instabilité de l'Etat, qui effraie la bourgeoisie indienne,

la classe ouvrière a arraché des conquêtes considérables. Les lois du travail, telles qu'elles existent encore partiellement aujourd'hui, garantissent l'emploi dans le "secteur organisé", de manière supérieure à ce qui est en vigueur dans les pays capitalistes avancés.

Ces lois, dont des aspects se retrouvent dans les Code du travail des différents pays du continent, sont désignées par l'impérialisme comme l'obstacle majeur à la "modernisation", c'est-à-dire à la mise en coupe réglée de ces pays et à l'exploitation forcée de la classe ouvrière. Contre vents et marées, la défense de ces acquis, notamment par la classe ouvrière indienne, constitue une dimension centrale des développements politiques en Inde.

La bourgeoisie nationale indienne disposera pendant des décennies d'une réelle marge de manœuvre, liée à sa place dans les développements internationaux (URSS, Chine, Etats-Unis), dans la période de la "guerre froide" et de la coexistence pacifique. En fait, cette marge de manœuvre est aussi un produit de l'existence de l'URSS et de la République populaire de Chine, qui oblige l'impérialisme à mesurer sa pression sur l'Inde.

Dans ces conditions, le développement d'une économie nationale — dans les limites fixées par un marché mondial dominé par l'impérialisme — s'est appuyé sur un large secteur contrôlé par l'Etat (le secteur public englobe largement l'industrie manufacturière et la production de matières premières) et sur des barrières protectionnistes.

Il ne faut pas créer de confusion quant à la signification de "l'ère Nehru". La bourgeoisie indienne, inscrivant son pouvoir dans le cadre de la domination impérialiste, a été incapable de régler les problèmes démocratiques fondamentaux qui constituaient pour les masses les objectifs de la lutte contre le colonialisme : ni la question de la souveraineté nationale, du fait de la partition, ni la question agraire.

Le résultat a été le maintien de l'Inde dans une situation d'arriération, conduisant au maintien et à l'aggravation de la misère rurale, nourrissant la perpétuation du système des castes. L'incapacité à réaliser une véritable réforme agraire, et donc de constituer un marché national suffisant,

se traduit dans le fait que la concentration urbaine ne s'accompagne pas d'une industrialisation au même rythme. Le fait que la grande majorité de la population active urbaine se trouve dans le "secteur informel" exprime cette réalité.

Cette réalité se manifeste également dans le maintien dans la misère de l'écrasante majorité de la population agraire, qui, elle-même, reste majoritaire dans le pays. La question agraire demeure l'une des grandes questions de l'Inde actuelle, comme d'ailleurs des autres Etats de la région. C'est cette réalité qui explique l'extrême sensibilité du gouvernement indien à l'égard des développements au Népal : la chute de la monarchie népalaise et la présence au premier plan d'une organisation se réclamant du "maoïsme" ont été l'occasion pour le gouvernement indien de dénoncer la résurgence d'un danger maoïste en Inde. En d'autres termes, de souligner que la situation dans laquelle est plongée la paysannerie indienne la pousse sur la voie d'affrontements révolutionnaires

Le développement d'un prolétariat industriel, concentré notamment dans les entreprises contrôlées par l'Etat, l'existence des lois du travail dont il a été question plus haut, le degré d'organisation de ce prolétariat ont fait de la classe ouvrière indienne — au travers de son secteur organisé — une force majeure dans l'ensemble de l'Asie.

V. LES CONSÉQUENCES DE LA PARTITION

La partition n'a donc pas créé deux Etats qui seraient en quelque sorte placés dans une situation symétrique l'un par rapport à l'autre.

Le Pakistan, Etat fondé sur l'identité religieuse dans la mesure où sa seule raison d'être officielle est de rassembler les musulmans du sous-continent indien, ne pourra subsister comme Etat unitaire et centralisé que sous la forme d'un pouvoir militaire bonapartiste et sera amené à jouer un rôle d'auxiliaire direct de l'impérialisme, sans disposer des marges de manœuvre qui sont celles de l'Etat indien.

Toutefois, les conditions dans lesquelles est institutionnalisée l'indépendance politique des anciennes possessions britanniques sont marquées, pour tous les Etats qui en seront issus, par les conséquences de la partition. Et cela vaut y compris pour l'Inde.

La partition est, comme le dit Gandhi (qui la déplore, mais l'accepte), une opération de "vivisection sur le corps de l'Inde". Elle coupe en deux des entités territoriales qui constituaient certaines des formations historiques constitutives de l'Inde (Bengale, Penjab). Elle entraîne dans les pires conditions des déplacements massifs de populations. Elle est en même temps incapable d'aboutir à la "séparation religieuse" qui était censée la fonder. La République de l'Inde est aujourd'hui, avec le Pakistan, le Bangladesh et l'Indonésie, l'un des quatre pays du monde comptant le plus grand nombre de pratiquants musulmans. La bourgeoisie indienne et ses représentants présentent cette réalité comme preuve du caractère "pluraliste" de la République, mais les musulmans de l'Inde sont l'objet de discriminations et de pogromes organisés comme moyens de diversion et de division, et, en même temps, comme un moyen de fragiliser l'unité de l'Inde.

La Constitution de la République de l'Inde apparaît comme exprimant des aspirations contenues dans le mouvement de l'indépendance. La Constitution adoptée en 1950 est une Constitution "secular" : il n'y a pas de religion d'Etat, l'Etat doit traiter toutes les religions sur le même plan. Constitutionnellement, pratiquants de la religion hindoue et de la religion musulmane ont les mêmes droits. La Constitution, qui établit un système fédéral, reconnaît la diversité linguistique.

Mais la réalité de la partition, l'incapacité de la bourgeoisie indienne à avancer dans la voie de la résolution de la question agraire limitent dans les faits l'application des dispositions progressistes de cette Constitution.

La partition, loin de résoudre la question des tensions religieuses, a exacerbé les relations entre les différentes "communautés" en Inde même et a réduit à un rôle politiquement mineur et socialement abaissé les "communautés" non musulmanes au Pakistan et au Bangladesh.

La partition n'a pu fournir la base stable d'un Etat qui définissait sa raison d'être par la religion : la preuve en a été donnée par la constitution du Bangladesh en 1971, sur laquelle nous reviendrons.

Avec la question du Cachemire, la partition a placé dans les fondations du sous-continent une bombe à retardement, qui affecte et affectera en permanence les relations entre les deux Etats qui en sont issus. Et cela même si les responsabilités de la bourgeoisie indienne et du Parti du Congrès dans la manière dont se pose maintenant la question du Cachemire sont écrasantes. Ces responsabilités procèdent de l'accord avec l'impérialisme et du refus de laisser les peuples se déterminer démocratiquement, c'est-à-dire des bases mêmes de la partition.

VI. LA VALIDITÉ DE LA THÉORIE DE LA RÉVOLUTION PERMANENTE

La validité de la théorie de la révolution permanente, comme expression même de la dynamique révolutionnaire à notre époque, s'était affirmée dans l'insurrection d'août 1942, ouverture de la révolution prolétarienne sur l'ensemble du sous-continent indien.

Aujourd'hui, elle signifie que tout l'héritage réactionnaire de la partition ne peut être mis en cause qu'au travers de l'action de la classe ouvrière des différents pays de la région, et celle-ci est amenée dans le cours de sa lutte même, comme l'atteste l'expérience de la révolution chinoise, à poser la question de l'abrogation de la propriété privée des moyens de production.

Elle éclaire ainsi les problèmes qui affectent tous les Etats de la région, y compris — malgré les proclamations de ses hommes d'Etat — l'Inde elle-même. La multiplication des problèmes linguistiques et des mouvements "séparatistes" à la périphérie de l'Inde sont sans aucun doute utilisés par l'impérialisme. Mais leurs racines se trouvent dans l'incapacité de la bourgeoisie indienne de réaliser les tâches nationales et démocratiques.

L'achèvement de la constitution de nations, leur viabilité, les liens entre elles

sont entravés par les conséquences du maintien de la domination impérialiste, d'abord exprimées dans les conséquences directes ou indirectes de la partition et renforcées aujourd'hui par l'offensive généralisée de l'impérialisme.

VII. LE SOUS-CONTINENT INDIEN ET LA MONDIALISATION : DE LA "NOUVELLE POLITIQUE ÉCONOMIQUE" EN INDE AU 11 SEPTEMBRE 2001

Le terme "nouvelle politique économique" a désigné l'orientation économique suivie à partir de 1991 par le gouvernement du Congrès, dirigé par le Premier ministre, Rao, et dont Sing, l'actuel Premier ministre de l'Inde, était le ministre des Finances. Il résume une politique de privatisation, d'"ouverture", de libéralisation, présentée comme destinée à faire entrer l'Inde dans le XXI^e siècle.

Ce n'est pas un hasard si ce tournant se situe en 1991. Il ne consacre pas seulement le fait que l'économie indienne est dans une impasse, marquée par un endettement colossal qui permet au FMI d'imposer des conditions draconiennes à ses prêts, mais il survient après l'effondrement de l'URSS, et donc la disparition des conditions dans lesquelles manœuvrait la bourgeoisie indienne.

C'est donc dans le contexte de la nouvelle phase de l'offensive impérialiste à l'échelle mondiale et en direction du continent asiatique que cette politique entre en application. Elle se développera parallèlement aux attaques menées contre les fondements mêmes de l'existence de la Chine comme Etat souverain et indépendant, la propriété d'Etat, conquête de la révolution chinoise de 1949. On le sait, 1992 et 1993 marqueront la reprise et l'accélération en Chine de la politique dite "des réformes", c'est-à-dire du démantèlement des entreprises d'Etat, après le coup d'arrêt imposé par la montée de la révolution politique en 1989.

L'offensive impérialiste, sous des formes particulières, tendra à s'appliquer au Bangladesh, au Pakistan et au Sri

Lanka. En Inde, cette politique, poursuivie par les gouvernements successifs du Congrès et du BJP, se heurte à une résistance constante de la classe ouvrière. Entre 1991 et aujourd'hui, malgré la division syndicale entretenue par le contrôle des partis politiques sur les organisations syndicales, par dix fois, à l'échelle de tout le pays, des grèves nationales et des manifestations entraînant l'ensemble des organisations syndicales affirmeront la volonté de la classe ouvrière indienne de défendre ses droits en refusant l'abrogation des lois du travail existantes en fonction des besoins de la "compétitivité".

Cette politique continue à être celle de l'actuel gouvernement de coalition autour du Parti du Congrès, avec le soutien parlementaire des deux Partis communistes (PC et PCm). Comme l'écrit la revue américaine *Foreign Affairs* (août 2006),

"L'actuel gouvernement indien est conduit par la meilleure équipe de réformateurs que l'on puisse rêver, notamment le Premier ministre, Sing, l'architecte en chef de la libéralisation commencée en 1991".

VIII. APRÈS LE 11 SEPTEMBRE

Le 11 septembre 2001 précipitera ce tournant. La "guerre sans fin contre le terrorisme", c'est-à-dire la nécessité pour l'impérialisme américain d'assurer son hégémonie de manière plus serrée et plus directe qu'auparavant, avec les conséquences que cela entraîne sur le terrain de la dislocation des nations, de la mise en cause de leur souveraineté, de l'attaque généralisée contre les peuples et les travailleurs, s'accroît en Asie.

Avec brutalité, l'impérialisme s'engage dans la voie que, dès 2001, Kissinger considérait comme indispensable au maintien de la domination américaine mondiale :

"Un bloc asiatique hostile, combinant les nations les plus peuplées du monde avec de grandes ressources et certains des pays industriels des plus importants, serait incompatible avec l'intérêt national américain. Pour ces raisons, l'Amérique doit maintenir une présence en Asie et son objectif géopolitique doit être

d'empêcher la transformation de l'Asie en un bloc hostile."

Cette présence est aussi une présence militaire. L'Asie est entourée de bases américaines. Des bases militaires sont placées sur un arc d'instabilité qui part de l'Amérique du Sud (Venezuela) pour traverser l'Afrique, puis le Moyen-Orient et l'Asie.

L'Irak, mais aussi le Koweït sont d'ores et déjà des garnisons, dont l'action s'étendra jusqu'à l'Asie.

Des bases militaires américaines sont installées en Afghanistan. Les plans du Pentagone prévoient l'établissement de nouvelles bases au Pakistan et en Inde, complétant la chaîne qui relie déjà la Malaisie, Singapour et la Thaïlande. Et les Républiques d'Asie centrale issues de l'ex-URSS ont vu, à la faveur de la "guerre contre le terrorisme", de nombreuses bases militaires s'établir sur leur territoire.

En ce qui concerne l'Inde, l'impérialisme américain va viser à en faire son allié prioritaire sur le continent dans le cadre d'une alliance dont l'objectif est d'isoler la Chine. Les conséquences immédiates d'une telle alliance sont non seulement de déséquilibrer les relations dans tout le sous-continent, mais entraînent l'acceptation par l'Inde d'une politique d'ouverture visant à la liquidation de pans entiers de l'économie nationale, notamment du secteur public, avec les conséquences que cela a pour l'unité et la souveraineté de l'Inde elle-même.

L'un des éléments de ce réalignement, c'est que, pour la première fois, les représentants à l'échelle internationale du gouvernement indien ont directement soutenu les Etats-Unis lorsque ceux-ci, bafouant la souveraineté de l'Iran, ont prétendu lui interdire de développer une industrie nucléaire.

Ce cours de subordination directe à l'impérialisme n'a pu être engagé que par un gouvernement bénéficiant du soutien des deux partis issus du stalinisme en Inde. Ces deux partis se trouvent ainsi amenés à jouer un rôle qui est la reprise de celui tenu par les partis staliniens indiens en 1942. Mais dans les conditions créées par la liquidation de l'URSS, ils le font directement au compte de l'impérialisme et des positions qu'ils détiennent dans le cadre de l'Etat bour-

geois indien lui-même, comme auxiliaires de l'impérialisme.

De ce point de vue, le cas du Bengale occidental, gouverné par une coalition dirigée par le PCM, qui pratique au Bengale une politique de privatisation et de mise en œuvre des directives du FMI, est particulièrement éclairant. Une telle politique de la part des PC ne peut que conduire à la destruction des organisations syndicales qui lui sont subordonnées. Mais, précisément, parce qu'elles sont des organisations syndicales, cela conduit à une contradiction avec les besoins d'ensemble de la politique d'adaptation à l'impérialisme.

La question de l'indépendance des organisations syndicales à l'égard des partis politiques prend donc elle-même le caractère d'une question politique. Le contenu de cette indépendance est le refus de la subordination des intérêts et des droits ouvriers aux besoins de l'impérialisme, et non la tentative de s'adapter à ceux-ci en y introduisant une "dimension sociale", des "clauses sociales".

L'action pour l'indépendance de classe des organisations ouvrières ne peut être efficacement menée que dans le cadre d'une politique de front unique, de résistance aux attaques contre les droits et les acquis ouvriers de la part de l'impérialisme, de la bourgeoisie et du gouvernement, politique dirigée vers toutes les organisations syndicales liées ou non à des partis politiques. Cette action sur le plan syndical implique une action politique pour une politique indépendante correspondant aux intérêts de la classe ouvrière, avec sa propre expression organisée.

Dans le moment présent, cela appelle à aiguïser la contradiction entre le fait que les organisations syndicales sont dirigées par des responsables politiques qui soutiennent le gouvernement et lui permettent d'exister, mais appellent à la grève générale contre la politique de ce gouvernement.

IX. LUTTE DES CLASSES DANS LE SOUS-CONTINENT ET RÉVOLUTION CHINOISE

Les développements de la lutte des classes dans l'ensemble du Sud-Est asia-

tique — et donc la manière dont s'expriment les conséquences de la partition — ne peuvent être bien évidemment séparées de la lutte des classes internationales, et en particulier et de manière directe, des développements en Chine.

Si le Parti du Congrès, qui, pendant trente ans, se confond avec l'Etat, a pu, dans le cadre de la coexistence pacifique, se réserver des marges de manœuvre en pactisant à la fois avec l'impérialisme et avec la bureaucratie stalinienne, c'est sur la base de la nécessité de bloquer les processus révolutionnaires à l'œuvre en Asie, et donc d'isoler la révolution chinoise.

La bourgeoisie indienne s'alignera avec l'impérialisme américain et la bureaucratie stalinienne contre la Chine. Un différend frontalier sera la prémisse de la guerre de 1962, qui coïncide avec la montée du conflit "sino-soviétique" vers la rupture. Cette guerre se soldera par un échec militaire pour l'Inde. Mais l'essentiel sera le basculement vers l'impérialisme de l'Inde et la crise profonde de l'appareil stalinien en Inde. C'est de là que naîtront le PCI, qui a apporté dans la guerre son soutien à Nehru, et le PCm, qui s'y oppose, mais sans rompre avec Moscou.

Cette guerre, en effet, sera l'occasion d'une crise profonde dans l'appareil stalinien indien, dont une fraction soutient directement le gouvernement indien dans sa guerre contre la Chine.

L'exemple de la révolution chinoise et son impact nourrissent les développements révolutionnaires dans tout le sous-continent. Alors qu'après l'indépendance, celui-ci connaît la division, l'exacerbation de conflits fratricides, et que la question centrale pour chacun des pays de la région, la question agraire, n'est pas réglée, la révolution chinoise a montré qu'une autre voie était possible : celle qui mettait fin à la domination des propriétaires fon-

ciers, et qui, à partir de là, assurait l'unité du pays.

Les luttes des travailleurs et de la paysannerie en Inde, mais aussi au Pakistan, au Bangladesh et au Sri Lanka, seront marquées par l'immense espoir suscité par la révolution chinoise.

La politique de la direction du Parti communiste chinois (PCC), comme cela a été le cas en Indonésie, est au contraire orientée sur le refoulement et l'isolement des développements révolutionnaires. C'est ainsi qu'après avoir salué les mouvements paysans du Navallar en mars 1962, à la tête desquels se trouvent des militants qui se réclament du "maoïsme", comme le premier grondement du "*tonnerre du printemps*", nourrissant une montée révolutionnaire au Bengale occidental, mobilisant ceux qui se réclament de la révolution chinoise, la direction du PCC s'en détourne. Elle laisse écraser l'insurrection, au compte de l'Etat bourgeois indien, par le PC(m), qui a formé le gouvernement de l'Etat du Bengale occidental.

En 1971, face à la révolution qui aboutira à la constitution du Bangladesh, le gouvernement chinois, au nom de ses alliances, apportera à son appui à la dictature militaire pakistanaise.

François Forgue

(La contribution se poursuit en analysant la signification de la constitution du Bangladesh et en traitant des plus récents développements au Pakistan, pour conclure sur la manière dont se reposent aujourd'hui tous les problèmes nés de la partition et sur la question des mots d'ordre exprimant l'action pour l'unité du sous-continent indien. Nous y reviendrons.)

Notes sur la question agraire et la question nationale en Palestine

Par François Lazar

Dans un monde dominé par l'impérialisme, où l'avenir de l'humanité continue de buter sur l'alternative : socialisme ou barbarie, la question palestinienne est très certainement l'une des plus essentielles. Cela s'explique par le fait que les intérêts des grandes puissances, et plus particulièrement ceux de l'impérialisme américain, ne peuvent accepter de solutions positives à la résistance nationale du peuple palestinien, susceptible qu'elle est d'attenter à l'oppression-exploitation impérialiste. Cette résistance conduit nécessairement à une remise en cause de l'oppression et de l'exploitation impérialiste dans tout le Moyen-Orient et au-delà. En effet, l'Etat d'Israël demeure la clé de voûte de l'ensemble de l'ordre contre-révolutionnaire mis en place dans cette région à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Question éminemment complexe, qui combine et intègre l'oppression de l'Etat compradore israélien, qui se présente frauduleusement comme la solution à la question juive.

1. Pour les Palestiniens, la guerre de partition de 1948 est une « catastrophe » nationale, appelée Nakba en arabe, pendant laquelle entre 730 000 et 800 000 habitants (selon les estimations) ont été expulsés de leurs villes et villages, soit plus de la moitié de la population palestinienne totale de l'époque. Le peuple palestinien est la seule composante de la Palestine à être sous le joug de l'impérialisme, tandis que l'Etat hébreu en est la main-d'œuvre exécutante. En effet, le peuplement sioniste (Yishouv) d'avant 1948 et l'Etat d'Israël sont le produit d'une entreprise coloniale ne disposant pas de racines locales. De cette sorte, ils ne pouvaient que devenir des satellites de telle ou telle puissance impérialiste, qui les intégrerait à son dispositif régional. L'Etat d'Israël est donc, en tant qu'Etat, la plate-forme militaire de la pénétration impérialiste au Moyen-Orient. C'est un Etat compradore. Pour autant, les populations juives, auxquelles le sionisme a fait croire qu'elles allaient échapper à tout ce

que l'holocauste (expression aigüe de la barbarie inhérente à l'ère impérialiste) a représenté d'horreurs, ont constitué l'Etat hébreu comme un vaste ghetto. L'Etat israélien est ainsi intrinsèquement inséré dans le dispositif de l'impérialisme, qui fait également subir aux populations juives la décomposition croissante qui frappe tous les peuples.

2. On compte aujourd'hui entre 5 et 6 millions de réfugiés palestiniens, soit un tiers de la population totale des réfugiés dans le monde. Leur existence à travers le maintien de la revendication démocratique du droit au retour constitue le facteur primordial de libération des peuples du Proche et Moyen-Orient du système d'oppression du capitalisme financier pourrissant.

3. La partition de la Palestine n'a pas seulement disloqué la terre palestinienne, mais a également déstructuré le prolétariat qui était en train de se constituer sous domination coloniale, le séparant en deux parties arabe et juive, dressées l'une contre l'autre. C'est dans le combat, tant de la composante arabe que de la composante juive, contre la partition, pointe avancée de la politique de l'impérialisme au Moyen-Orient, et dans la période précédente de la bureaucratie du Kremlin, que s'expriment les rapports de classes entre exploités et exploités. La partition, l'orientation des deux Etats sont les éléments de la contre-révolution à laquelle s'oppose le mouvement des expropriés pour la reconquête de leurs droits.

L'Etat hébreu s'est constitué sur la base d'une immense expropriation et d'une politique systématique, calculée, organisée, de "purification ethnique". Il convient de revenir sur le contenu et le processus de l'expropriation du peuple palestinien.

4. En 1946, il y avait onze villes avec une population dépassant les 10 000 habitants en Palestine. Trois avaient une population arabe d'environ 70 000 personnes : Jaffa, Haïfa et Jérusalem. On y trouvait des commerces, des banques, des industries, des moyens de transport développés, mais aussi (également dans des villes plus petites comme Tsfat, Tibériade, Beit

Shean, Acre, Lod, Ramleh) une vie culturelle développée, des organisations de jeunes, de femmes, des journaux, des clubs sportifs... La plupart des villes arabes ont été conquises et "purifiées" avant le 15 mai 1948 (date officielle de la fin de la guerre dite d'indépendance). A ce moment, seulement 5 % de la population d'origine restaient sur place. La ville de Nazareth est restée intacte en raison de son importance symbolique pour les chrétiens du monde entier. Dès cette date, Nazareth s'est trouvée très largement surpeuplée en raison de l'arrivée massive de réfugiés des zones rurales avoisinantes (qui deviendront des présents-absents, des déplacés de l'intérieur). C'est en 1950 que les derniers habitants d'Al Majdal seront expulsés quelques kilomètres plus au sud, à Gaza. La ville d'Ashkelon sera entièrement construite sur ses ruines.

5. La population arabe de l'intérieur est confinée dans les mêmes lieux depuis 1948, sans possibilité de déménager ou d'agrandir son logement. Environ 5,5 millions de Juifs sont autorisés à vivre où ils veulent dans le territoire, alors que 1,2 million de "citoyens" arabes sont relégués sur 3,5 % du même territoire.

Le Fonds national juif (FNJ), qui a des bureaux dans le monde entier, collecte les dons (détaxés) des sionistes dans les différents pays du monde, depuis plus de cent ans, pour acheter des terres en Palestine. Au cours de ces cinquante premières années d'existence, le FNJ n'est parvenu à acheter qu'environ un million de dunum, environ 4 % du territoire (1 000 dunum = 1 km²). Au moment du plan de partition de 1947, les sionistes détenaient 7 % du territoire, soit à titre privé, soit comme des "terres nationales" détenues par le FNJ.

Aujourd'hui, les fonds collectés sont utilisés pour des "projets de développement" généralement sur des terres illégalement prises aux Palestiniens devenus réfugiés, voire citoyens israéliens. La constitution de l'Etat d'Israël, au terme de la guerre de 1948, laquelle a été une opération de rapine où l'Etat d'Israël et le royaume transjordanien se sont partagé l'espace attribué à l'Etat palestinien par l'ONU, a signifié l'occupation de 55 % des territoires attribués par l'ONU à l'Etat palestinien et le transfert de 70 % des

Palestiniens hors de leurs terres. Sur un total de 13 millions de dunum — une superficie dix fois plus étendue que ce que possédaient les sionistes avant la guerre —, plus de la moitié, soit 6 705 567 dunum de terres cultivées, ont été volés avec leurs récoltes. Dès le début, l'Etat d'Israël a développé un ensemble de lois sophistiquées destinées à une future "récupération" de terres de non-Juifs. L'infrastructure légale a été étayée par une série de lois d'urgence, restreignant les libertés des citoyens, et dirigées de fait contre la population palestinienne arabe de l'intérieur. La plupart de ces réglementations étaient des lois coloniales britanniques, que les juristes sionistes avaient eux-mêmes, avant la fin de la période du mandat, qualifiées de "*pires que les lois nazies*".

6. La partition de 1948 ne représente pas seulement l'acte de confiscation de la terre palestinienne, mais aussi le vol de leurs propriétés : environ 700 villes et villages arabes, avec leurs terres, leurs maisons et leurs dépendances, sont passés aux mains de l'Etat sioniste. A cela, il faut ajouter 6 700 km² de terre cultivée et non cultivée, 7 800 bureaux, échoppes, entrepôts et usines — représentant au total une valeur de 3 à 4 milliards de livres sterling — au cours de l'année 1948 ; cette somme est cinquante fois plus importante que le transfert massif de richesses qui a inondé la Palestine entre 1933 et 1939, et qui a permis de réunir les bases du développement d'une bourgeoisie compradore sioniste. Un tiers des immigrants juifs du début des années 1950 ont été logés dans des maisons arabes, et, sur les 370 colonies construites après 1948, 350 se sont établies sur des terres arabes volées. Au début des années 1950, environ 10 % des revenus du commerce extérieur israélien provenaient de l'exportation des agrumes de vergers palestiniens "abandonnés". Tandis que 1 % de la terre était restée entre les mains des Arabes, 80 % des terres des kibboutz, villages et villes et municipalités provenaient du vol de la terre arabe. Le vol de la propriété continue depuis 1948 à travers des lois foncières discriminatoires telles que la loi dite des "absents-présents", exigeant que les Palestiniens fournissent la preuve de leur propriété sans interruption de leurs terres, ainsi que la confiscation des "terres non cultivées".

La loi de 1950 sur les propriétaires absents (fondée sur les législations d'urgence concernant les propriétaires absents), qui a exproprié les terres de ceux que l'on a qualifiés d'absents (c'est-à-dire les Arabes expulsés, auxquels il était interdit de revenir), ne concerne que le secteur arabe, bien qu'en apparence elle exproprie les terres de tous les habitants absents de leur domicile ou du territoire souverain d'Israël au 1^{er} septembre 1948. Ainsi, les Palestiniens qui ont fui ou qui ont été expulsés des zones de combat, ou qui ont déménagé temporairement vers un village voisin, sont devenus des absents sans propriété. Cela incluait les habitants palestiniens des quelques zones en Galilée ou de "la région du Triangle" qui n'avaient pas encore été annexées par l'Etat sioniste à la suite de ses accords avec la Transjordanie (accord Ben Gourion-Abdallah I^{er}, où le premier reconnaissait la suzeraineté transjordanienne sur la Cisjordanie et Jérusalem-Est moyennant la cession par le second du Petit Triangle). Cependant, les Juifs irakiens, qui avaient investi dans la terre avant la constitution de l'Etat d'Israël, et qui, à la date indiquée, résidaient en "territoire ennemi", n'ont pas perdu leurs propriétés. La même chose est arrivée aux Juifs résidant dans la zone de Goush Etzion (en Cisjordanie), qui se sont retrouvés prisonniers des Jordaniens. Pour déclarer les terres propriété d'Etat, le Conservatoire légal des biens vacants a été obligé de déclarer absents leurs propriétaires, mais, pour ce qui est de la propriété juive, ce conservatoire n'a pas agi de même. Cette loi a créé le statut paradoxal d'"absent-présent", c'est-à-dire des Palestiniens qui sont physiquement présents en tant que "citoyens israéliens", mais absents par rapport à leurs terres, qui ont été déclarées "terres d'Etat". Ces terres ont été transférées à l'Autorité d'Etat pour le développement (selon la loi de 1950 sur le développement-transfert de la propriété), et plus tard à l'administration agraire d'Israël, qui les gère conformément à la réglementation du FNJ (organisation qui relève du mouvement sioniste mondial), qui interdit la vente ou la location de terres aux non-Juifs, même si le FNJ ne possède que 17 % des terres d'Etat. La loi sur l'acquisition des propriétés d'absents a réquisitionné 2 mil-

lions de dunum, les transformant en "terres d'Etat".

C'est la loi de 1953 sur l'acquisition agraire qui a légalisé le vol de ces terres, déjà distribuées aux kibboutz, aux moshavs et aux associations pour le logement. Cette loi a rendu permanentes et légales les expropriations temporaires de terres. La justification légale de tout cela était la déclaration selon laquelle

"toutes les terres qui, à la date donnée du 1^{er} avril 1952, n'étaient pas entre les mains de leurs propriétaires légitimes, et toutes les terres qui, depuis la constitution de l'Etat, ont été utilisées par les autorités à des fins de développement, de colonisation ou de sécurité, seront transférées au gouvernement d'Israël" (les termes de "développement", de "colonisation" et de "sécurité" sont des termes racistes applicables aux seuls Juifs).

La loi de 1953 a permis à l'Etat hébreu de prendre le contrôle de 1,2 million de dunum supplémentaires, ne laissant que 1,8 million de dunum aux mains des "citoyens palestiniens d'Israël", mais pas pour longtemps. Au cours de l'année suivante, plus de la moitié de ces terres ont été expropriées pour "israéliser la Galilée", c'est-à-dire en faire une terre sioniste et créer des réserves de Bédouins dans le désert du Néguev. Aujourd'hui, les Palestiniens de l'intérieur possèdent moins de 800 000 dunum (sur une superficie totale de 20 millions de dunum).

7. Aujourd'hui (chiffres 2004-2005), en Cisjordanie, occupée militairement par Israël depuis 1967, les Palestiniens sont cantonnés dans 65 villes et villages sans continuité géographique, découpés par quelque 140 colonies israéliennes (400 000 colons, Jérusalem inclus), avec leurs propres réseaux routiers interdits aux Palestiniens. L'Etat d'Israël utilise 75 % des réserves aquifères des territoires occupés. Les 400 000 colons y consomment dix-sept fois plus d'eau que les 3 millions de Palestiniens (chiffre incluant le territoire de la bande de Gaza).

Le mur sépare scientifiquement les réserves d'eau de leurs utilisateurs palestiniens. Plus de 280 000 arbres de culture (oliviers, citronniers...) ont été arrachés, notamment sur le passage du mur, ainsi que 4 000 habitations détruites. Plus de 2 000 hectares de terres agricoles ont été

expropriés pour la construction de colonies ou rasés à des fins militaires. La consommation d'eau par habitant pour les Palestiniens de Cisjordanie est seulement de 70 litres par personne, alors que, dans l'Etat d'Israël, on utilise 350 litres par jour en moyenne pour chaque habitant défini comme Juif. En 1997, selon le journaliste B. Michael (*Yediot Aharonot*), chaque Israélien disposait de 4,2 dunum à l'intérieur d'Israël proprement dit, contre à peine 0,7 dunam pour chaque "citoyen palestinien". Plus de 70 % des terres de la Cisjordanie ont été qualifiées de "terres d'Etat", attribuées uniquement à des individus définis comme Juifs (les colons) et aux bases militaires. Les estimations actuelles, dans la perspective lancée par Ehoud Olmert de fixer des frontières définitives à l'Etat hébreu, parlent de transférer à l'Autorité palestinienne environ 30 % du territoire de Cisjordanie (moins de 10 % du territoire historique), de sorte que les bantoustans palestiniens ne comprendront qu'un peu plus de 2 millions de dunum. En fait, en Cisjordanie, comme dans l'Etat d'Israël, il y a 0,7 dunam par habitant palestinien, moins d'un sixième de la superficie individuelle de chaque Juif.

L'existence de l'Etat d'Israël est inséparable de la forme qu'a prise sa constitution : l'expulsion du peuple palestinien de son territoire national.

8. Sur la question du mythe de "*la terre sans peuple pour un peuple sans terre*", il est clair que beaucoup de dirigeants sionistes en dehors de la Palestine étaient au courant de la réalité démographique palestinienne. En 1893, un article d'Asher Ginzburg (qui revenait d'un voyage d'études en Palestine) indiquait :

"Nous avons l'habitude de croire hors d'Israël que la terre d'Israël est aujourd'hui presque entièrement vide, désertique, aride et inculte, et que quiconque veut y acheter des terres peut le faire sans entraves. Mais la vérité est tout autre."

Après avoir présenté la Palestine comme "*une terre sans peuple pour un peuple sans terre*", le sioniste Israël Zangwill dira cependant plus tard, en 1920, que le sionisme est plongé dans une grande difficulté, car la Palestine a déjà ses propres

habitants... Le 12 décembre 1948, Josef Weitz, responsable du Fonds national juif, écrit :

“Toute la journée, nous avons roulé en Galilée et nous avons vu toute la richesse agricole qu’ils ont laissée derrière eux. Et le cœur est lourd : aurons-nous assez de forces pour poursuivre toutes ces cultures, pour les améliorer, les agrandir ? Serons-nous capables d’installer ici des myriades de Juifs pour repousser le désert humain, et faire reflourir la Galilée ?”

L’Etat d’Israël est né directement de cette conception profondément raciste et révisionniste de l’histoire palestinienne.

9. Dans un premier temps, le sionisme fut fondé sur la négation de l’existence même des Palestiniens. Cette tendance se trouve encore dans les propos de Golda Meïr, qui disait en 1969 : *“Le peuple palestinien, ça n’existe pas.”* Avec tous les autres dirigeants sionistes, elle présentait avec mépris et racisme les Palestiniens comme des Arabes comme tous les autres, et le problème des réfugiés n’existait pas :

“Ils ont encore quinze autres pays où ils peuvent aller, nous n’en avons qu’un seul.”

Et, d’une certaine manière, aujourd’hui encore, lorsque Ehoud Olmert déclare devant le Congrès américain, le 24 mai 2006 :

“J’ai cru, et je crois toujours aujourd’hui au droit éternel et historique de notre peuple à l’ensemble de cette terre.”

A partir de là, il est aisé de comprendre que la négociation est impossible ou au mieux conjoncturelle, provisoire, dictée par des échéances essentiellement américaines. La stratégie fondamentale du sionisme demeure l’occupation de toute la terre. Dans ce cadre, les dirigeants sionistes ne parleront de paix qu’après le départ du dernier Palestinien de la surface de la Palestine historique.

10. La fondation de l’Etat d’Israël ne procède pas du développement historique, de la nécessité de donner une forme politique unifiante à la constitution d’un marché intérieur, de la structuration en classes d’une population, de leur lutte sur le territoire qu’il contrôle. Elle résulte d’une initiative de l’impérialisme et de la bureau-

cratie du Kremlin, réalisée par la force des armes contre la population autochtone, qui a abouti à la constitution d’une place forte militaire, politique et diplomatique de l’impérialisme. Non pas une “agence” de l’impérialisme, comme le sont les classes dominantes au Moyen-Orient et les gouvernements qu’elles contrôlent, mais, en tant qu’Etat, le prolongement direct de l’impérialisme. Celui-ci, dans le cadre de son propre développement, est cependant amené à défendre ses intérêts spécifiques. C’est la raison pour laquelle il ne saurait y avoir un “Etat juif”, mais un Etat israélien. La question nationale des Juifs en Israël est dès l’origine totalement biaisée, car fondée sur un particularisme ethnique et religieux. La question juive dans l’histoire est celle du combat émancipateur pour l’égalité des droits, pour la démocratie politique. L’Etat d’Israël, loin de représenter une solution à la question juive, a placé les Palestiniens dans les conditions d’existence des ghettos de l’Europe médiévale et de la zone de résidence forcée des Juifs sous le tsarisme. Le sionisme a cassé tout le caractère démocratique des aspirations véhiculées par la question juive. Le droit de chaque Palestinien, incluant les Palestiniens vivant à l’intérieur de l’Etat compradore israélien, de vivre libre dans son pays pose directement la question du démantèlement de l’arsenal juridique sioniste sur lequel est fondé cet Etat, condition à l’établissement pratique de l’égalité des droits. C’est sur ce terrain que se pose la question de l’unité des travailleurs palestiniens arabes et juifs.

C’est tout le sens du mot d’ordre et de la perspective de l’Assemblée constituante palestinienne, telle que dégagée lors du II^e Congrès mondial en 1948 :

« La IV^e Internationale repousse comme utopique et réactionnaire la solution “sioniste” à la question juive : elle déclare que la répudiation totale du sionisme est la condition sine qua non pour une fusion des luttes des ouvriers juifs avec les luttes émancipatrices, sociales et nationales des travailleurs arabes. Elle déclare qu’il est profondément réactionnaire d’exiger une immigration juive en Palestine, comme il est réactionnaire de faire appel à l’immigration d’opresseurs dans les pays coloniaux en général. Elle soutient que la question de l’immigration et des rapports entre Juifs et Arabes ne peut être

convenablement décidée qu'après l'expulsion de l'impérialisme, par une Assemblée constituante librement élue, avec pleins droits pour les Juifs comme minorité nationale. »

Il y a une nation palestinienne. Elle s'est constituée comme l'expression du refus de la déportation.

10. La question nationale se trouve toujours placée au premier plan quand il existe des éléments d'oppression nationale. Pour les marxistes, la nation n'est pas un phénomène arbitraire, une réalité psychologique, culturelle ou "raciale", mais le produit du développement historique, c'est-à-dire de la lutte des classes. La nation palestinienne s'est constituée à travers les pires bouleversements : spoliation des terres, expulsion violente, oppression militaire, raciale, sociale continue.

L'attachement viscéral des Palestiniens à la terre, le refus de se soumettre sont à l'origine de l'émergence et de l'imprégnation des revendications démocratiques, cimentées par l'exigence du droit au retour, indissociable du droit à la nation. La partition de la Palestine en 1946-1949, des premières négociations Sasson-Abdallah I^{er} aux accords de Rhodes entre l'Etat israélien et la monarchie hachémite de Transjordanie, puis la négation du droit même d'exister pour le peuple palestinien sont à l'origine du chaos épouvantable dans lequel se trouve plongé le Moyen-Orient depuis soixante ans. La question nationale palestinienne, produit direct de la décadence de l'impérialisme, fondée sur la crise du système de la propriété privée des moyens de production, représente le mouvement infatigable des réfugiés et de leurs descendants qui veulent retourner dans leur pays. Dans la phase actuelle de putréfaction de l'impérialisme, qui est celle de la destruction des nations et de toute forme indépendante de gouvernement, la révolution palestinienne, parce qu'elle est fondée sur la question de la terre et sur le droit imprescriptible au retour, se trouve intégrée à tous les processus de résistance sur le plan mondial.

11. Aujourd'hui, après la mise en œuvre du "plan unilatéral de désengagement de la bande de Gaza" par Sharon, qui n'est qu'un redéploiement militaire

visant à terroriser davantage la population palestinienne, c'est le règlement définitif de la question palestinienne qui est à l'ordre du jour pour l'impérialisme et l'Etat israélien. Sur ce plan, l'un des enjeux de la mise en œuvre d'un "Nouveau Moyen-Orient" par le gouvernement américain est d'en finir avec la revendication du droit au retour, en intégrant par la force les réfugiés palestiniens là où ils se trouvent. Ainsi, l'un des objectifs, partagé avec l'impérialisme américain, de la récente offensive militaire israélienne contre le Liban (juillet-août 2006), en écrasant toute forme de résistance nationale, était l'anéantissement de la nation libanaise. Celle-ci, fondée sur un équilibre entre ses quatre principales communautés, laisserait la place à la constitution d'enclaves ethniques où les réfugiés palestiniens seraient intégrés de force.

Dans les territoires occupés, la purification ethnique se construit à travers la destruction de toutes les structures nécessaires à l'existence de la population civile. Les villes palestiniennes, à travers les bouclages systématiques, sont menacées de liquidation. La ville palestinienne représente en effet traditionnellement le centre économique, national et culturel pour la zone rurale environnante, constituée d'un grand nombre de villages, de plus en plus séparés les uns des autres. Jérusalem est depuis longtemps le lieu d'un processus accéléré d'israélisation, et, parallèlement, d'un dépeuplement forcé palestinien, au moyen de sa coupure, non seulement de la Cisjordanie, dont elle est la ville la plus importante, mais de son environnement immédiat. Dans les villes de Hébron, Naplouse, Ramallah et tous les autres chefs-lieux traditionnels, le mur, les check-points, les routes détruites accentuent la séparation avec leur arrière-pays, ce qui aggrave la désintégration du tissu social élémentaire. L'objectif sioniste, en séparant les Palestiniens, en détruisant toutes les infrastructures, les équipements, les canalisations, les voies de communication nécessaires à une vie normale, est de chasser la population et de réduire ceux qui resteront, dans des réserves étanches.

12. Aujourd'hui, le barrage qui est opposé à la constitution de la nation pales-

tinienne est la base de la décomposition et d'une situation qui développe la haine. Quelle est la perspective d'une solution qui nie ce droit ? Il ne peut y avoir de nation palestinienne sans les droits égaux. Il ne peut y avoir égalité des droits en dehors de l'établissement un seul Etat démocratique sur toute la surface de la Palestine historique. A l'époque de l'impérialisme sénile, l'impérialisme, au travers de l'Etat sioniste, ne cherche qu'à défendre ses propres intérêts. Il cherche à défendre ses propres intérêts, ce qui passe encore aujourd'hui dans le Moyen-Orient par le maintien de l'Etat sioniste. Ainsi, il n'y a pas de solution sous la botte américaine et avec le sionisme, qui se trouve à l'opposé des droits de tous les peuples (y compris, il convient de le répéter, de ceux des populations juives). Le droit à la nation implique le droit pour chaque Pa-

lestinien de pouvoir vivre libre dans son pays. Dans ce cadre, ne pas placer au centre le droit au retour et la revendication d'un seul Etat, c'est reconnaître le droit à l'Etat sioniste d'opprimer, au compte de l'impérialisme, le peuple palestinien. La constitution d'un prétendu Etat palestinien fantoche — composé d'enclaves étanches entourées de miradors et de barbelés — impliquera, dès l'instant qu'il sera officiellement dénommé par dérision "Etat palestinien", l'intégration forcée des Palestiniens là où ils vivent, dans les pays situés en dehors de cet Etat, et leur destruction en tant que collectivité. En dernière analyse, cette position inclut pour les populations juives la marche à la catastrophe.s

François Lazar

LA VÉRITÉ**Bulletin d'abonnement**

Un an, 6 numéros : 28 euros. Pli clos 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :

Chèques à l'ordre d'APIO à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Question juive, question palestinienne : quelle solution démocratique ?

Une réflexion à propos de Lénine et la question juive

Par Jack M. De Jook

L'article du camarade Jacques Werchstein, "*Question juive, question palestinienne*", publié dans le n° 51 de la revue *La Vérité*, présente à mes yeux un triple mérite :

— il rétablit la véritable position de Marx sur la question juive ;

— il met en évidence les distorsions et falsifications auxquelles se livre Bensaïd pour tenter de relier sa propre position — "sioniste de gauche" justifiant l'existence de l'Etat d'Israël par l'existence d'une "nation israélienne" — à la filiation marxiste ;

— il illustre en quoi, dans la continuité de la manière dont Marx formule la solution démocratique à la question juive — démocratie politique, égalité des droits, Etat débarrassé de toute sujétion à une religion officielle —, s'inscrit aujourd'hui le mot d'ordre d'une Palestine laïque et démocratique, intégrant à égalité ses composantes juive et arabe et débarrassée de

toute forme de discrimination fondée sur la religion, la culture, la langue.

En ce sens, la contribution du camarade Werchstein s'inscrit pleinement dans le cadre de la préparation du Sixième Congrès mondial de la IV^e Internationale, qui se réunira à la fin du mois de novembre 2006. Plus particulièrement, sa contribution prépare la discussion centrale dans ce congrès mondial concernant la position de la IV^e Internationale sur la question nationale en général, et aussi, bien sûr, la position de la IV^e Internationale sur la révolution palestinienne et la solution à la question nationale palestinienne.

C'est dans le cadre de cette discussion ouverte que je voudrais signaler un aspect de l'article de Bensaïd que sa critique ne relève pas.

Rappelons que Bensaïd, outre la qualité de "philosophe marxiste" qu'il reven-

dique, est l'un des dirigeants du Secrétariat unifié.

A ce titre, la fonction de son écrit n'est pas simplement de développer ses positions, mais aussi — et surtout — de faire passer ces positions comme le prolongement de celles de Marx, de Lénine, de Trotsky.

C'est par ce moyen que le Secrétariat unifié joue son rôle : faire barrage au mouvement des travailleurs, jeunes, militants vers le programme de la IV^e Internationale, en l'affublant d'un contenu qu'il n'a pas.

Je ne reviens pas ici sur ce que dit Bensaïd sur Marx : ce qu'en écrit le camarade Werchstein est suffisant.

Mais qu'en est-il de Bensaïd sur Lénine ?

A propos du mouvement ouvrier d'avant 1914, Bensaïd écrit :

« Concernant les Juifs d'Europe centrale, l'idée de la question nationale était admise de longue date par le mouvement ouvrier, non sans hésitations et contorsions théoriques. Se déclarant "pan-russe", le congrès constitutif du Parti social-démocrate russe de 1898, dont trois délégués sur neuf étaient aussi membres du Bund, le reconnut de fait » (1).

A ces lignes, le lecteur peu informé conclura que le mouvement ouvrier de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle était unanime à considérer la question juive comme "une question nationale", et même, comme Bensaïd l'écrit plus loin à propos de Lénine, que les Juifs constituaient "une nation parmi d'autres".

Formulation pour le moins équivoque.

"UNE NATION PARMIS D'AUTRES" ?

Le mouvement ouvrier de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e, regroupé principalement dans la II^e Internationale, était unanime sur peu de sujets. Qu'il s'agisse de la question nationale ou des rapports partis-syndicats, de la grève générale, du rôle du parlementarisme, du type de parti à construire, des alliances avec d'autres partis et classes sociales, etc., la II^e Internationale était le théâtre d'incessantes polémiques et batailles idéologiques et politiques. Cela vaut particu-

lièrement pour la question nationale. Il est exact que, dans sa majorité, la II^e Internationale s'était prononcée clairement pour le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Mais, par exemple, cette position était combattue par un certain nombre de dirigeants, en particulier par Rosa Luxemburg.

Quant au contenu exact de la catégorie "question nationale" et quant à l'opportunité d'y ranger la question juive, il y avait sur ce point d'importantes divergences. Bensaïd joue ici délibérément sur une confusion de termes.

Traitant de l'oppression nationale dans l'empire tsariste, Lénine n'hésite pas à parler des Juifs comme "la nation la plus opprimée" parmi toutes celles, Polonais, Ukrainiens, Finlandais, Ruthènes, Arméniens, etc., qui sont enserrées dans l'empire de Russie.

Pour autant, Lénine n'a jamais traité de la "question nationale juive" à l'instar d'autres questions nationales. En particulier, il ne s'est jamais prononcé en faveur du "droit à la séparation de la nation juive". Une telle position aurait été, aux yeux de Lénine, particulièrement absurde. Pour lui, dans la continuité de Marx, le règlement de la question juive dans l'empire russe passait par la fin de toutes les discriminations et oppressions, l'établissement de la démocratie politique.

A l'inverse, d'autres courants — notamment le Bund, Parti ouvrier social-démocrate juif de Russie, Pologne et Lituanie, qui avait été l'une des parties constitutives du Parti ouvrier social-démocrate de Russie lors de sa fondation en 1898 — vont revendiquer pour les Juifs le statut de "nation culturelle". Cette position sera combattue par la majorité des marxistes russes, notamment par Lénine.

Non sans arrogance, Bensaïd réduit ces âpres débats à des "hésitations et contorsions théoriques", au terme desquelles

(1) Les citations de Bensaïd sont extraites de "Dans et par l'histoire – Retour sur la question juive", article faussement érudit, deux fois plus long que le texte de Marx qu'il est supposé "éclairer". Aux éditions La Fabrique. Au fait : où Bensaïd a-t-il trouvé que le congrès fondateur du POSDR de 1898 "reconnut de fait" la question juive comme "une question nationale" ? Hormis les statuts, ce congrès du POSDR n'adopta en effet aucun texte, résolution ou programme !

tout le monde — il cite Lénine, Trotsky, Martov, Plekhanov et d'autres, à l'exception de Rosa Luxemburg — se seraient mis d'accord sur cette "évidence" : les Juifs forment une "nation" au même titre que toutes les autres nations.

Tout le monde, sauf Rosa Luxemburg, qui, écrit Bensaïd, "*refusa catégoriquement*" de reconnaître "*la dimension nationale de la question juive*" et "*exprimait la crainte que l'autonomie culturelle (...) ne se réduisit en pratique qu'à une formule de compromis avec le sionisme et à une légitimation involontaire du projet étatique*".

A Rosa Luxemburg, Bensaïd oppose la position du Bund :

« *Le Bund proposait pourtant une voie alternative : la revendication d'une "nation culturelle"*. »

Soulignons ce "pourtant", qui traduit l'appui de Bensaïd à la position du Bund.

Et Lénine ?

A suivre Bensaïd, la position de Lénine aurait évolué avec le temps, pour rejoindre, peu ou prou, celle du Bund.

Au début du siècle, écrit Bensaïd, Lénine

« *en restait à l'alternative dessinée par Engels entre "assimilation des nations sans histoire" et "séparation des nations historiques"*. »

A quoi Bensaïd oppose "*la perspective de l'autonomie nationale, (qui) tentait de la dépasser*". Mais, ensuite, Lénine aurait changé de point de vue :

« *Alors que Lénine estimait en 1903 que l'essence d'une nation juive était "fausseté et réactionnaire en son essence", "absolument inconsistante d'un point de vue scientifique", il considérait dix ans plus tard, dans ses "Notes critiques" de 1913 sur la question nationale, "la nation juive" comme "la plus opprimée et la plus traquée". Il entendait alors par nation les seuls Juifs du Yiddishland et non l'ensemble du peuple biblique dispersé. Il reprochait à Otto Bauer d'avoir exclu de son projet d'autonomie culturelle des nationalités entremêlées dans l'empire austro-hongrois, "la seule nation extraterritoriale". Pour Lénine, les Juifs devaient donc être traités désormais comme une nation parmi d'autres dans le cadre de la politique des nationalités.* »

UNE VÉRITABLE FALSIFICATION

Ce passage — nous allons le montrer — constitue une véritable falsification.

La position de Lénine sur la question juive ne fait que prolonger celle développée par Marx dans son ouvrage de 1844, en l'appliquant aux conditions concrètes de l'empire tsariste du début du XX^e siècle : celles qui voient une population juive de cinq à six millions de personnes — majoritairement des communautés misérables d'artisans, d'ouvriers et de paysans — soumises à la discrimination, aux persécutions et aux pogromes meurtriers (2).

Les bolcheviks et Lénine n'auront de cesse d'être au premier rang du combat contre la discrimination antisémite, aussi bien dans l'aide pratique à l'autodéfense des communautés juives menacées que dans le combat politique contre l'autocratie, cherchant à unir les ouvriers de toutes origines et de toutes nationalités dans la lutte commune contre l'oppression, la discrimination et l'antisémitisme.

Quelque temps après les pogromes antisémites de l'année 1913, la fraction ouvrière social-démocrate de Russie à la quatrième Douma d'Etat déposera par exemple un "*Projet de loi sur l'égalité en droits des nations*", dont Lénine écrit qu'il est

« *consacré à l'abrogation de toutes les restrictions de caractère national frappant toutes les nations : Juifs, Polonais, etc. Mais il s'arrête plus particulièrement sur les restrictions imposées aux Juifs. Cela se conçoit : aucune nationalité de Russie n'est aussi opprimée et persécutée que la nation juive. L'antisémitisme*

(2) Dans son ouvrage publié en 1995, *Histoire générale du Bund, un mouvement révolutionnaire juif* (éditions Austral), Henri Minczeles indique qu'en 1897, lorsque fut publiée la première statistique digne de ce nom dans l'empire tsariste, celui-ci comptait un peu plus de 5 200 000 Juifs (soit 5 % de la population de la Russie d'Europe). De ces 5,2 millions de Juifs, 95 % étaient concentrés dans la "zone de résidence" (régions de la Pologne, de l'Ukraine, de la Biélorussie et de la Lituanie, sous la coupe de l'empire russe, où les Juifs étaient contraints de résider). 97 % des Juifs de cette zone de résidence indiquaient le yiddish comme leur langue maternelle. Un quart seulement parlait le russe.

pousse des racines toujours plus profondes parmi les couches possédantes. Les ouvriers juifs gémissent sous le poids d'un double joug qui les frappe en tant qu'ouvriers et en tant que Juifs. Les persécutions contre les Juifs ont pris dans les dernières années des proportions absolument invraisemblables" (3).

C'est bien la position de Marx, appliquée aux conditions concrètes de l'empire tsariste du début du XX^e siècle, prison des nationalités opprimées, parmi lesquelles plus de cinq millions de Juifs. Même si elle revêt un aspect particulier, la position de Lénine s'inscrit dans une orientation d'ensemble sur la question nationale.

Il faut ici citer sa fameuse brochure *Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes*, écrite au début de l'année 1914 (4).

Le point de départ de cette brochure (et son fil conducteur) est une polémique contre Rosa Luxemburg. Celle-ci remettait en cause le principe du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, principe inscrit dans le programme du Parti ouvrier social-démocrate de Russie de 1903.

LE DROIT À LA SÉPARATION...

Lénine défend inconditionnellement la formule du programme de 1903. Le droit des nations opprimées à l'autodétermination, précise Lénine, implique le droit à "séparation en tant qu'Etat d'avec les collectivités nationales étrangères", autrement dit "la formation d'Etats nationaux indépendants". Lénine justifie cela par la position marxiste traditionnelle : la formation des nations, dans le cadre d'Etats indépendants, correspond au développement du capitalisme ascendant, facteur de progrès et de développement des forces productives ; là où la question nationale n'a pas été résolue, cela correspond à un retard du développement historique ; par conséquent, c'est un pas en avant progressiste que de permettre aux nations opprimées de se séparer ; c'est aussi le seul moyen d'empêcher les préjugés nationaux (ceux de la nation qui opprime vis-à-vis de la nation opprimée, comme ceux de la nation opprimée vis-à-vis de la nation qui opprime) d'opposer les travailleurs entre eux ; permettre la

séparation, c'est, dialectiquement, lever les obstacles à l'unité libre et volontaire des prolétaires des différents nationalités.

Une fois posé ce principe, Lénine précise que le capitalisme ayant achevé sa phase ascendante et de progrès, la question nationale doit être placée dans un contexte où les mouvements démocratiques bourgeois progressistes tendent soit à s'essouffler, soit à s'estomper.

Dans ce contexte, le soutien du prolétariat à la revendication démocratique du droit à la séparation n'équivaut pas automatiquement à une prise de position en faveur de la séparation.

Lénine écrit :

« La bourgeoisie place toujours au premier plan ses propres revendications nationales. Elle les formule de façon catégorique. Pour le prolétariat, elles sont subordonnées aux intérêts de la lutte de classe. Théoriquement, on ne saurait affirmer par avance si c'est la séparation d'une nation ou son égalité en droits avec une autre qui couronnera la révolution démocratique bourgeoise ; pour le prolétariat, il importe dans les deux cas d'assurer le développement de sa propre classe ; ce qui importe pour la bourgeoisie, c'est d'entraver ce développement en faisant passer les objectifs du prolétariat après ceux de "sa" nation. »

Il précise :

"Le prolétariat, s'il reconnaît l'égalité en droits et un droit égal à constituer un Etat national (...), prise par-dessus tout l'alliance des prolétaires de toutes les nations et apprécie sous l'angle de la lutte de classe des ouvriers toute revendication nationale, toute séparation nationale."

(3) Publié dans le *Pout Pravdy* (28 mars 1914), paru dans Lénine, *Œuvres complètes*, tome 20. Le projet de loi stipule que "les citoyens de toutes les nationalités qui peuplent la Russie sont égaux en droits", et aussi "qu'aucun citoyen de Russie, sans distinction de sexe ni de religion, ne peut être lésé dans ses droits (...) du fait de son origine ou de son appartenance à quelque nationalité que ce soit", et que, par conséquent, "sont abrogés toutes les lois, tous les règlements temporaires, tous les additifs aux lois limitant les droits des Juifs dans tous les domaines de la vie sociale et publique".

Plus de cent textes de loi sont cités, dont l'abrogation devrait découler de l'arrêt des discriminations contre les Juifs.

(4) Publiée d'avril à juin 1914 dans la revue *Prosvéchtchénié*, paru dans Lénine, *Œuvres complètes*, tome 20.

Certes, il revient aux bolcheviks de “faire passer dans notre effort d’agitation le mot d’ordre du droit de séparation” sous peine de faire “le jeu non seulement de la bourgeoisie, mais aussi des féodaux et de l’absolutisme de la nation qui opprime”. Mais, encore une fois, cela ne veut pas dire appuyer le nationalisme bourgeois inconditionnellement.

Lénine précise :

“Dans tout nationalisme bourgeois d’une nation opprimée, il existe un contenu démocratique général dirigé contre l’oppression ; et c’est ce contenu que nous appuyons sans restriction, tout en le séparant rigoureusement de la tendance à l’exclusivisme national en luttant contre la tendance du bourgeois polonais à écraser le Juif, etc.”

... N’EST PAS OBLIGATION DE SE SÉPARER

Prenant l’exemple de l’Ukraine, Lénine pose la question :

« L’Ukraine, par exemple, est-elle appelée à constituer un Etat indépendant ? Cela dépend de mille facteurs imprévisibles, et, sans nous perdre en vaines “conjectures”, nous nous en tenons fermement à ce qui est incontestable : le droit de l’Ukraine à constituer un tel Etat. Nous respectons ce droit ; nous ne soutenons pas les privilèges du Grand-Russe par rapport aux Ukrainiens ; nous éduquons les masses dans l’esprit de la reconnaissance de ce droit, dans l’esprit de la répudiation des privilèges d’Etat, de quelque nation que ce soit.”

Telle est, exposée le plus clairement par Lénine lui-même, sa position sur la question nationale.

Comment cette position s’applique-t-elle à cette catégorie particulière que constituent les Juifs de Russie ?

Répetons-le : à la différence de ce que prétend Bensaïd (5), Lénine ne déduit pas sa position fondamentale d’un point de vue abstrait sur une question nationale abstraite. Lénine fait découler sa position à partir des principes et du programme appliqués aux conditions concrètes du moment.

Quelles sont ces positions concrètes ?

Lorsque est fondé le Parti ouvrier social-démocrate de Russie en 1898, une composante essentielle de cette fondation est l’intégration en son sein du Bund, Parti ouvrier social-démocrate juif, fondé comme tel un an plus tôt.

Pour Lénine, la question n’est pas de savoir s’il est juste dans l’absolu que les ouvriers juifs constituent leur propre parti social-démocrate : cette fondation est un fait.

La question n’est pas non plus de savoir si ce parti doit être membre du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, il y est intégré depuis la fondation de ce dernier.

(5) En réalité, tout le développement politique de Bensaïd est guidé par le point de vue *a priori* qu’il a sur la question juive, point de vue *a priori* formulé en ces termes dans son article : “Peuple caste ou peuple classe, les Juifs sont en effet aussi un peuple loi”, et plus loin : “L’histoire est plus rusée que ne l’imagine un évolutionnisme vulgaire et une philosophie spéculative de l’histoire universelle. L’optimisme assimilationniste s’est brisé entre le désastre du génocide et la désillusion de l’antisémitisme bureaucratique.” Mais si “l’optimisme assimilationniste” s’est brisé, c’est donc que la solution pour l’émancipation des Juifs n’est plus la démocratie politique. Si “l’optimisme assimilationniste” n’est plus la démocratie politique, c’est donc que, contrairement à ce qu’il prétend, Bensaïd renonce, et définitivement — si tant est qu’il l’ait jamais adoptée — à la position développée par Marx dans son ouvrage sur la “question juive”, dans lequel il dit, en particulier : “L’émancipation politique du juif, du chrétien, de l’homme religieux en général, c’est l’Etat s’émancipant du judaïsme, du christianisme, de la religion en général.” Que Bensaïd ait ce point de vue *a priori*, qui l’amènera, on va le voir, à justifier l’existence de l’Etat d’Israël, encore une fois, c’est son droit. Mais ce qui n’est pas son droit, c’est de falsifier les positions de Marx, de Lénine ou de Trotsky pour essayer de faire accroire que les conclusions auxquelles il parvient sont celles que dessinaient ces grands révolutionnaires.

Le camarade Jacques Werchstein a déjà montré dans son article la manière dont, pour reprendre sa formule, Bensaïd a littéralement “censuré” l’analyse de Trotsky, en particulier coupant la citation du fameux texte de Trotsky en 1937, c’est-à-dire arrêtant la citation là où Trotsky s’en prenait directement au sionisme. Comme si Trotsky, s’en prenant au sionisme en 1937, risquait de contrevenir à la prétendue conclusion qu’il aurait tirée à cette époque, à savoir que la question juive appelait une solution sur un terrain “national”, c’est-à-dire sur le terrain du sionisme lui-même.

Cette falsification de Bensaïd, relevée par le camarade Werchstein, à propos de Trotsky, est l’amorce de la falsification totale à laquelle il se livre concernant Lénine.

LA PLACE DU BUND

La question à laquelle Lénine est confronté est la suivante : faut-il que le Bund se développe comme un parti de plus en plus distinct et autonome par rapport au Parti ouvrier social-démocrate de Russie ? Ou faut-il, tout en respectant les particularités de la situation des Juifs de Russie, œuvrer à une intégration du Bund comme facteur d'unification du prolétariat russe ?

Partant de cette préoccupation concrète et toujours orienté vers l'unité de la classe ouvrière, Lénine va combattre sur la ligne : l'existence du Bund ne peut se justifier que comme totalement intégré au parti ouvrier. Lénine ne nie pas que le prolétariat juif constitue une composante particulière du prolétariat de l'ensemble de l'empire russe, au même titre que le prolétariat polonais, letton, ukrainien ou d'autres.

Mais lorsque, quelques années après la fondation du POSDR, les dirigeants du Bund tentent de modifier la relation entre le Bund et le POSDR, Lénine dénonce

“votre décision de placer vos rapports avec les camarades russes sur un plan nouveau : ne pas entrer dans le Parti ouvrier social-démocrate de Russie sur la base des statuts de 1898, mais former avec lui une union de type fédératif” (6).

Lénine exhorte le Bund à ne

“pas aller plus loin que la revendication (au sein du Parti ouvrier social-démocrate de Russie) de cette totale autonomie dans les affaires concernant le prolétariat juif, qui a été pleinement reconnue par le congrès de 1898 et que personne n'a jamais niée” (7).

“Le prolétariat juif”, insiste Lénine, *“comprend en fin de compte que ses intérêts les plus essentiels exigent son union la plus étroite avec le prolétariat russe dans un même parti”* et que *“décider a priori si l'évolution des Juifs dans la Russie libre sera différente de leur évolution dans l'Europe libre est le comble de la déraison”*.

En particulier, Lénine refuse pour autant de suivre le Bund sur la voie d'une revendication politique “fédéraliste”, qui déciderait par avance de *“l'évolution des Juifs dans la Russie libre”* (8).

Lénine reconnaît donc “l'autonomie” du Bund dans les affaires concernant le prolétariat juif au sein du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Mais cela ne signifie pas qu'il se prononce pour l'autonomie de la population juive dans le cadre de l'organisation d'un Etat démocratique de Russie. Encore moins qu'il se prononce pour le fédéralisme revendiqué par le Bund.

Et cela toujours pour la même raison. Lénine ne veut pas s'enfermer par avance dans la réponse à la question : sous quelle forme les peuples de Russie régleront-ils la question du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qu'il s'agisse des Juifs ou des autres nationalités opprimées ?

Dans une discussion, à la même époque, avec les sociaux-démocrates arméniens, il écrit :

“Nous devons précisément, pour lutter efficacement contre toute forme d'exploitation et d'oppression, non pas épargner, mais réunir les forces de la classe la plus opprimée et la plus apte à la lutte, c'est-à-dire la classe ouvrière. Revendiquer la reconnaissance du droit à l'autodétermination pour chaque nationalité signifie seulement que nous devons, en tant que parti du prolétariat, être toujours et absolument opposés à toute tentative d'influer de l'extérieur par la violence ou par l'injustice sur la libre détermination du peuple (...). Le programme commun fondamental et valable en toute circonstance des social-démocrates de Russie doit consister seulement en la revendication d'une complète égalité en droit des citoyens (indépendamment du sexe, de la langue, de la religion, de la race, de la nationalité, etc.) et de leur droit à une autodétermination libre et démocratique. Pour ce qui est du soutien des revendications d'autonomie nationale, ce soutien n'est nullement une obligation constante, une obligation du programme du prolétariat. Ce soutien ne peut devenir pour lui indispensable que dans des cas particuliers, exceptionnels” (9).

(6) “A propos d'une déclaration du Bund”, l'Iskra (1^{er} février 1903), paru dans Lénine, *Œuvres complètes*, tome 6.

(7) *Ibidem*.

(8) *Ibidem*.

(9) “A propos du manifeste de l'Union des social-démocrates arméniens”, l'Iskra (1^{er} février 1903), *Œuvres complètes*, tome 6.

En 1903, une autre polémique éclate entre Lénine et le Bund.

Le comité de Iekaterinoslav du Parti ouvrier social-démocrate de Russie a publié une proclamation en direction des ouvriers juifs, expliquant ce qu'est l'attitude sociale-démocrate envers le sionisme et l'antisémitisme, et invitant les ouvriers juifs à lutter sous le drapeau du Parti ouvrier social-démocrate de Russie "même pour la sauvegarde et le développement de votre culture nationale (...), même dans un intérêt purement national".

Le comité du Bund à l'étranger reproche alors au comité du Parti ouvrier social-démocrate de Russie de Iekaterinoslav de ne pas avoir cité le Bund, ce qui signifie, écrit le Bund, qu'il n'a "toujours pas digéré les idées sur la nécessité d'une organisation séparée des forces du prolétariat juif" (10). Lénine répond :

« Y a-t-il réellement crime de la part du comité de Iekaterinoslav ? Lui fallait-il réellement faire mention à tout prix du Bund ? A ces questions, on ne peut répondre que par la négative. Ne serait-ce que pour la simple raison que la proclamation est adressée non pas "aux ouvriers juifs en général" (...), mais aux ouvriers juifs de la ville de Iekaterinoslav. »

Or

"à Iekaterinoslav, il n'y a aucune organisation du Bund (...). Dès l'instant où à Iekaterinoslav les ouvriers juifs ne sont pas organisés en comité particulier, cela signifie que leur mouvement (en commun avec tout le mouvement ouvrier de cette localité) est entièrement du ressort (...) du Parti ouvrier social-démocrate de Russie."

Répetons-le : Lénine se situe d'abord et avant tout du point de vue de l'unité du mouvement ouvrier. Ce qui ne l'empêche pas de tenir compte, avec soin, de ce que représente le Bund, avec ses côtés forts qu'il appuie — c'est-à-dire son degré d'organisation des prolétaires juifs — et ses équivoques qu'il cherche à dissiper, précisément sur le degré d'autonomie du prolétariat juif.

Non seulement il en tient compte, mais Lénine — comme d'ailleurs les autres dirigeants sociaux-démocrates — fait preuve d'une volonté de compromis avec cette réalité du Bund telle qu'elle était constituée.

Dans cet article de 1903, il rappelle :

« "L'autonomie" de statuts de 1898 garanti au mouvement ouvrier juif tout ce dont il peut avoir besoin : la propagande et l'agitation en yiddish, des publications et des congrès, la présentation de revendications particulières dans le développement du programme social-démocrate unique commun et la satisfaction des besoins locaux et des revendications locales découlant des particularités du mode de vie israélite. Pour tout le reste, la fusion complète et la plus étroite entre le prolétariat russe est nécessaire, indispensable, dans l'intérêt de la lutte de tout le prolétariat de Russie » (11).

Il précise :

"L'autonomie constitue une garantie contre l'intrusion de la majorité dans les questions particulières du mouvement juif."

"LE PROLÉTARIAT JUIF A-T-IL BESOIN D'UN PARTI POLITIQUE DISTINCT ?"

Pour Lénine, il n'y a pas lieu de nier l'existence d'une forme particulière de la question juive posée au mouvement ouvrier en Russie. Cette question existe objectivement. Des millions de travailleurs juifs et leurs familles ne pouvaient être touchés (et encore moins gagnés) par la propagande social-démocrate autrement qu'en s'exprimant dans leur langue, le yiddish, et qu'en tenant compte du fait qu'ils vivaient, pour nombre d'entre eux, dans des villages, des communautés ou des régions extrêmement fermées et quasi exclusivement juives. Il était impossible aussi de ne pas tenir compte de l'existence du Bund.

Mais, pour Lénine, la reconnaissance de cette diversité linguistique et de modes de vie s'opérait au compte du combat pour l'unité du prolétariat et du POSDR (incluant la reconnaissance de l'"autonomie" du Bund en son sein) et certainement pas en suivant la prétention du Bund à être le porte-parole exclusif de l'ensemble des ouvriers juifs dans le cadre d'une conception "fédérative" de la Russie libre de demain et du POSDR du moment !

(10) *Ibidem*.

(11) "Le prolétariat juif a-t-il besoin d'un parti politique distinct ?", *l'Iskra* (15 février 1903), *Œuvres complètes*, tome 6.

Car cela revenait à les séparer de l'ensemble du prolétariat, et, de fait, à s'engager sur une voie extrêmement équivoque, à mi-chemin, dans les faits, du sionisme. Non sous la forme de la revendication d'un Etat "foyer national juif" en Palestine, que le Bund a toujours combattu, mais d'une certaine manière en s'engageant sur la voie d'un "foyer culturel national juif"... séparé de l'ensemble du prolétariat russe.

Pour Lénine (12), si "*cette autonomie dans le mouvement ouvrier est légitime*", il n'en reste pas moins que,

"dans les questions de la lutte contre l'autocratie, de la lutte contre la bourgeoisie de toute la Russie, nous devons agir en tant qu'organisation de combat unie et centralisée, nous devons nous appuyer sur l'ensemble du prolétariat sans distinction de langue et de nationalité, d'un prolétariat soudé dans un effort commun constant de résolution des questions théoriques et pratiques, tactiques et d'organisation, et non pas créer des organisations marchant séparément, chacune suivant son chemin, non pas affaiblir les forces de notre attaque par un fractionnement en nombreux partis politiques distincts, non pas instaurer le morcellement et le cloisonnement..."

C'est pourquoi, répondant à la proclamation du Bund selon laquelle "*le prolétariat juif s'est constitué en parti politique distinct, le Bund*", Lénine commente :

"Proclamer le Bund parti politique distinct, c'est pousser jusqu'à l'absurde l'erreur fondamentale dans la question nationale" (13).

A ce sujet, je me permets d'ouvrir une parenthèse à propos de ce passage de l'article du camarade Werchstein :

« Daniel Bensaïd, lui, discute avec les exégètes culturalistes ou religieux de la "nation juive". Il considère, comme eux, que le judaïsme a joué et joue un rôle dépassant celui d'une simple religion. Le judaïsme aurait été et serait un véritable ciment culturel et politique du peuple juif disséminé dans le monde et persécuté dans l'histoire... »

A prendre à la lettre cette polémique du camarade Werchstein contre Bensaïd, faudrait-il en conclure que les communautés juives dans le monde et dans les différentes périodes de l'histoire ont toujours été réductibles à "une simple religion", à

l'exclusion de tout "ciment culturel et politique" ?

Dans ce cas, il faudrait en conclure que Lénine, évoquant une "*nation juive opprimée et traquée*", ou Trotsky parlant d'un "*peuple juif*" auraient fait fausse route, cédant eux aussi à la pression d'"*exégètes, culturalistes ou religieux*".

A mon avis, tel n'est pas le cas.

Que la base commune du judaïsme à l'échelle mondiale et historique soit la religion, cela est indiscutable.

Qu'il n'y ait pas de "ciment culturel et politique" d'un "peuple juif disséminé dans le monde", et que, de ce point de vue, nul ne puisse sérieusement parler d'une "nation juive" à l'échelle internationale est non moins indiscutable. C'est là un fait de portée universelle. Il est certain que la religion entre, dans des proportions qui varient, comme l'une des composantes de la formation des nations. Elle est un socle à partir duquel se développent des éléments de la vie sociale, des éléments de la culture, et même de la civilisation. La combinaison de l'ensemble de ces éléments avec les développements propres à l'histoire, au développement linguistique, aux conditions propres à différentes régions du monde, c'est cet ensemble qui nourrit le phénomène de constitution des nations. Mais il n'est pas de nation fondée exclusivement sur la religion. En ce sens, on ne saurait pas plus parler d'une "nation juive" qu'on ne saurait parler d'une "nation catholique" ou "protestante", ou d'une "nation musulmane".

Il est en revanche tout aussi indiscutable que, comme produit de siècles de discrimination et d'oppression, les populations juives, dans toute une série de régions du monde, ont été amenées à se constituer, pour survivre, en communautés plus ou moins coupées du reste des populations et développant par conséquent leur propre ciment culturel, social et politique. Il est évident, par exemple, que dans le cadre de l'empire tsariste (et aussi de l'Autriche-Hongrie, partiellement des Balkans), un ciment culturel commun des populations juives d'Europe orientale était

(12) *Ibidem*.

(13) *Ibidem*.

constitué par le yiddish, langue commune à la quasi-totalité de six millions de Juifs dans cette région. Il est non moins évident que leurs institutions, par la force des choses, leur vie politique, culturelle, se développaient en yiddish, et aussi leur organisation sociale. On a vu qu'y compris dans le cadre du mouvement ouvrier, la constitution d'un Parti ouvrier social-démocrate des ouvriers juifs de Pologne, Russie, Lituanie, parti yiddishophone, a précédé la proclamation du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

LE REJET DU FÉDÉRALISME

Faire ce constat ne débouche ni sur la revendication d'une nation juive ni sur une revendication séparatiste (14).

Ce développement d'une vie culturelle, sociale et politique séparée des populations juives en Europe centrale et orientale est d'abord et avant tout le produit du retard dans la marche à la démocratie politique, qui frappait non seulement les Juifs, mais tous les peuples de la région. Pour autant, les matérialistes ne sauraient faire abstraction de cette situation concrète (15).

Lénine, on l'a vu, prend en compte ces éléments pour reconnaître une forme d'autonomie possible au sein du mouvement ouvrier, autonomie linguistique ou prise en compte "des modes de vie particuliers". Ce qu'il reprendra après octobre 1917 dans les revendications et les droits particuliers accordés par exemple aux théâtres, journaux, écoles en langue yiddish, etc. (16).

Cette position d'ensemble de Lénine est parfaitement résumée dans le projet de résolution qu'il soumet au II^e Congrès du POSDR en juillet-août 1903, intitulé : "Projet de résolution sur la place du Bund dans le parti."

Il mérite d'être cité intégralement.

"Prenant en considération le fait que l'unité la plus totale et la plus étroite du prolétariat combattant est absolument nécessaire, tant pour que celui-ci atteigne le plus rapidement possible son but final que dans l'intérêt d'une lutte politique et économique incessante dans le cadre de la société existante ;

— qu'en particulier, l'unité complète du prolétariat juif et du prolétariat non juif est particulièrement nécessaire, outre le but cité plus haut, pour une lutte efficace contre l'antisémitisme, cet attentisme odieux par le gouvernement et les classes exploiteuses des particularismes raciaux et des antagonismes nationaux ;

— que la fusion complète des organisations social-démocrates du prolétariat juif et du prolétariat non juif ne peut en aucune façon ni en quoi que ce soit restreindre la liberté qu'ont nos camarades juifs de mener la propagande et l'agitation dans la langue de leur choix, d'éviter des publications correspondant aux besoins de tel mouvement local ou national, de monnayer par des mots d'ordre d'agitation et de lutte politique immédiate les dispositions générales et fondamentales du programme social-démocrate sur la pleine égalité en droits et la pleine liberté de langue, de culture nationale, etc., etc.

(14) Il serait tout aussi erroné d'en conclure, comme Abraham Léon dans son ouvrage — par ailleurs passionnant — sur *La conception matérialiste de la question juive*, à la constitution d'un "peuple-classe". Les Juifs d'Europe centrale et orientale étaient traversés de grandes différenciations sociales. Une majorité d'ouvriers, d'artisans et de paysans misérables... mais il y avait aussi une classe capitaliste juive et une petite-bourgeoisie importante. Nous reviendrons dans une autre contribution sur l'apport d'Abraham Léon.

(15) Ce qui vaut pour les populations juives d'Europe centrale et orientale au début du XX^e siècle ne se présente pas de la même manière historiquement pour d'autres populations juives. Par exemple, en Afrique du Nord, où les communautés sépharades vivaient dans un rapport avec les autres populations qui n'était pas un rapport de ghetto, et où donc le degré d'intégration et d'imprégnation avec les autres composantes était beaucoup plus grand (ce qui ne signifie pas que les populations juives d'Afrique du Nord étaient à l'abri de toute forme de discrimination, bien au contraire). Ce n'était pas le cas non plus pour les Juifs de Grande-Bretagne, de France, d'Allemagne ou d'Autriche, qui, à des degrés divers, étaient largement entrés dans un processus d'intégration-assimilation sur la base des pas en avant réalisés par la démocratie politique.

(16) Henri Slovès, dans son livre *L'Etat juif d'Union soviétique*, écrit, qu'après la révolution d'Octobre, « l'attitude de Lénine à l'égard de la question juive resta sans le moindre changement. "Les Juifs ne sont pas une nation", répétait-il encore dans les années 1919-1920. Et Simon Dimanstein (alors président du Commissariat national juif, créé le 20 janvier 1918 — NDLR) *la rejeta urbi et orbi.* » Ce que Lénine jamais ne démentit. Notons également que la 12^e Conférence du Bund, réunie en avril 1920 à Moscou, adopte une résolution affirmant : "La revendication d'une autonomie nationale culturelle qui avait été avancée dans le cadre de l'ordre capitaliste a perdu tout son sens dans les conditions de la révolution socialiste."

— le congrès rejette résolument le principe fédératif d'organisation du parti russe et confirme le principe d'organisation mis à la base des statuts de 1898, c'est-à-dire l'autonomie des organisations social-démocrates nationales dans les questions qui les concernent" (17).

Oui mais, objecte Bensaïd dans le passage déjà cité, cela, c'était la position de Lénine en 1903 ; dix ans plus tard, il tourne, modifie sa position initiale et reconnaît l'existence d'une nation juive : désormais, les Juifs doivent être "traités comme une nation parmi d'autres".

LE PRÉTENDU "TOURNANT DE 1913"

Revenons donc sur le prétendu "tournant de 1913".

En 1913, la Russie connaît une aggravation de toutes les attaques discriminatoires, et en particulier antisémites. Prise à la gorge par sa propre crise, l'aristocratie russe cherche à attiser les divisions entre différentes nationalités, et particulièrement à désigner les Juifs comme des boucs émissaires contre lesquels devrait se détourner la colère des masses.

Dans ces circonstances, lors de la conférence du comité central du POSDR de l'été 1913, Lénine dépose une "Résolution sur la question nationale", dans laquelle il met en évidence deux facteurs :

— d'une part :

"Le déchaînement des nationalismes cent-noirs, les progrès de tendances nationalistes parmi la bourgeoisie libérale, l'accentuation des tendances nationalistes dans les couches supérieures des nationalités opprimées : tous ces éléments mettent actuellement en relief la question nationale."

— d'autre part :

"La situation au sein de la social-démocratie (tentatives des sociaux-démocrates caucasiens du Bund et des liquidateurs pour abroger le programme du parti, etc.) force le parti à porter davantage encore son attention sur cette question" (18).

Arrêtons-nous au second facteur : quelle est la nature du désaccord grandissant entre Lénine et le Bund en 1913 ? Dans ses *Thèses sur la question nationale*

rédigées un peu plus tôt, en juin 1913 (19), Lénine rappelle sa position :

"La social-démocratie reconnaît le droit de toutes les nationalités à la libre disposition."

Cependant :

"Le fait que la social-démocratie reconnaît le droit de toutes les nationalités à la libre disposition ne signifie nullement qu'elle renonce à porter son propre jugement sur l'opportunité pour telle ou telle nation, dans chaque cas particulier, de se déparer en un Etat distinct."

Ce qui caractérise le combat de la social-démocratie est ainsi résumé par Lénine :

"La social-démocratie, qui lutte pour un régime d'Etat démocratique conséquent, réclame une égalité en droits absolue des nationalités et combat tous privilèges, quels qu'ils soient, favorisant une ou plusieurs nationalités."

Lénine souligne qu'en particulier la social-démocratie rejette les discriminations fondées sur la langue, etc. Il précise :

"Toutes les régions de l'Etat qui se distinguent par des particularités dans le mode de vie ou par l'effectif national de leur population doivent bénéficier de larges pouvoirs administratifs propres et de l'autonomie, jouir d'institutions basées sur le suffrage universel et égal, à scrutin secret."

Singulièrement,

"la social-démocratie réclame la promulgation d'une loi valable pour l'ensemble de l'Etat et sauvegardant les droits de toute minorité nationale en quelque lieu de l'Etat que ce soit. Aux termes de cette loi, toute mesure à l'aide de laquelle la majorité nationale tenterait de créer un privilège national à son profit ou de réduire les droits de la minorité nationale (dans le domaine de l'enseignement, de l'usage de telle ou telle langue, du budget, etc.) doit être déclarée nulle et non avenue."

(17) Résolution publiée pour la première fois en 1904 dans les procès-verbaux du II^e Congrès ordinaire du POSDR, reproduite dans Lénine, *Œuvres complètes*, tome 6.

(18) Résolution de la conférence du comité central du POSDR élargie aux militants du parti (été 1913), publiée en décembre 1913 dans une brochure de compte rendu citée dans Lénine, *Œuvres complètes*, tome 19.

(19) Publiées dans Lénine, *Œuvres complètes*, tome 19.

Une fois ces principes réaffirmés, Lénine ajoute :

« *La social-démocratie désapprouve le mot d'ordre d' "autonomie nationale culturelle" (ou simplement "nationale"), (...) ce mot d'ordre est absolument contraire à l'internationalisme de la lutte de classe du prolétariat.* »

Et même, précise-t-il, il

« *aide à entraîner le prolétariat et les masses laborieuses dans la sphère d'influence des idées du nationalisme bourgeois* ».

Pourquoi Lénine, et avec lui les bolcheviks sont-ils opposés au mot d'ordre "d'autonomie nationale" ? Parce que, écrit-il par exemple,

« *ce n'est nullement l'affaire des sociaux-démocrates de Russie de réunir en une seule nation les Allemands de Lodz, de Riga, de Pétersbourg et de Saratov. Notre affaire est de lutter pour la démocratie complète et l'abolition de tous les privilèges nationaux, afin que les ouvriers allemands de Russie s'unissent aux ouvriers de toutes les autres nations pour sauvegarder et développer la culture internationale du socialisme.* »

S'agissant des Juifs, Lénine relève :

« *L'histoire du mot d'ordre d' "autonomie nationale culturelle" en Russie montre qu'il a été adopté par tous les partis bourgeois juifs sans exception, et seulement par les partis juifs ; le Bund leur a emboîté le pas sans aucune critique.* »

Or, martèle Lénine, la démocratie conséquente exige des mots d'ordre qui

« *réalisent la fusion du prolétariat et de la démocratie avancée de toutes les nations (...), tandis que le mot d'ordre d'autonomie nationale culturelle sème la division dans le prolétariat* ».

Lénine insiste : l'essentiel est « *la fusion des ouvriers de toutes nationalités au sein de toutes les organisations prolétariennes* ». Il ajoute :

« *Pas de fédération dans la structure du parti, pas de constitution de groupes sociaux-démocrates nationaux, mais unité des prolétaires de toutes les nations dans une localité donnée, propagande et agitation dans toutes les langues du prolétariat du lieu, lutte commune des ouvriers de toutes les nations contre tous les privilèges nationaux, quels qu'ils soient, autonomie des organisations locales et régionales du parti.* »

C'est ce qui amène Lénine à préciser comment le POSDR doit traduire son "attention renforcée" à la question nationale :

« *Pour autant que la paix nationale soit possible dans une société capitaliste fondée sur l'exploitation, le lucre et la hargne, elle n'est réalisable qu'aux conditions suivantes : organisation républicaine conséquente et démocratique jusqu'au bout de l'Etat, assurant l'égalité absolue de toutes les nations et de toutes les langues, et l'absence d'une langue officielle obligatoire ; écoles fournissant à la population un enseignement dans toutes les langues locales ; enfin, loi fondamentale, inscrite dans la Constitution, déclarant sans effet quelque privilège que ce soit pour l'une des nations et quelque violation que ce soit des droits d'une minorité nationale. En outre, il faut tout particulièrement appliquer une large autonomie régionale et une administration locale dotée de pouvoirs élargis pleinement démocratique, les limites de ces régions étant fixées sur la base des conditions d'économie et de mode de vie, déterminées par la population locale elle-même, de la composition nationale de la population, etc.* » (20).

Une fois affirmé ce socle de principes républicains, il ajoute un deuxième point à sa résolution, cette fois dirigé contre le séparatisme bundiste :

« *La division scolaire par nationalité dans les limites d'un seul et même Etat est absolument nuisible du point de vue de la démocratie en général, et des intérêts de la lutte de classe du prolétariat en particulier. C'est précisément à une telle division que se résume le plan adopté en Russie par tous les partis bourgeois de la communauté juive et par les éléments petits-bourgeois et opportunistes des différentes nations, plan de la prétendue autonomie "nationale culturelle" ou de la "création d'établissements garantissant la liberté du développement national".* »

Mais alors, s'interrogera le lecteur, comment cette orientation politique est-elle compatible avec l'affirmation de Bensaïd selon laquelle, à partir de 1913, Lénine considère « *la nation juive* » comme « *la plus opprimée et la plus traquée* » ?

Comment cette orientation est-elle compatible avec l'affirmation par le

(20) "Résolution sur la question nationale", déjà citée.

même Bensaïd selon laquelle, *“pour Lénine, les Juifs devaient être traités désormais comme une nation parmi d’autres dans le cadre de la politique des nationalités”* ?

Dans tout mensonge, il y a un grain de vérité. La formule rapportée par Bensaïd sur *“la nation la plus opprimée et la plus traquée”* doit être placée dans son contexte.

Dans un texte intitulé *“Notes critiques sur la question nationale”*, publié à la fin de l’année 1913 dans la revue *Prosvéchtchénié* (21), Lénine juge nécessaire de répondre à une situation marquée par

« l’accentuation des flottements nationalistes parmi les différents sociaux-démocrates “nationaux” (c’est-à-dire non grands-russes), qui va jusqu’à leur faire violer le programme du parti ».

Et en particulier, il lui faut répondre à ce qu’il appelle *« la tendance bourgeoise (qui) se camoufle sous le mot d’ordre de la “culture nationale” »*.

Réfutant le fait qu’un marxiste “grand-russe” puisse *“adopter le mot d’ordre de la culture nationale grand-russe”*, Lénine affirme que la tâche la plus importante est de jeter les bases de l’internationalisme. De ce point de vue, le mot d’ordre de “culture nationale” est dangereux, car visant à faire renoncer les prolétaires à leur indépendance de classe. Cela vaut, précise Lénine, pour toutes les nations : bien sûr la nation qui opprime, la nation grand-russe, mais aussi toutes les nations opprimées en Russie.

BENSAÏD LA MAIN DANS LE SAC (1)

Voulant donner l’exemple le plus extrême, il écrit :

« On doit en dire autant de la nation la plus opprimée et la plus traquée, la nation juive. La culture nationale juive, c’est le mot d’ordre des rabbins et des bourgeois, le mot d’ordre de nos ennemis. Mais il est d’autres éléments dans la culture et dans toute l’histoire juive. Sur les 10 millions et demi de Juifs existant dans le monde entier, un peu plus de la moitié habitent la Galicie et la Russie, pays arriérés, à demi sauvages, qui maintiennent les Juifs par la contrainte dans la situation d’une caste. L’autre

moitié vit dans un monde civilisé où il n’y a pas de particularisme de caste pour les Juifs et où se sont clairement manifestés les nobles traits universellement progressistes de la culture juive : son internationalisme, son adhésion aux mouvements progressistes de l’époque (...). Quiconque proclame directement ou indirectement le mot d’ordre de la “culture nationale” juive est (si excellentes que puissent être ses intentions) un ennemi du prolétariat, un partisan des éléments anciens et frappés d’un caractère de caste de la société juive, un complice des rabbins et des bourgeois. Au contraire, les Juifs marxistes, qui se fondent dans les organisations marxistes internationales avec les ouvriers russes, lituaniens, ukrainiens, etc., en apportant leur obole (en russe et en juif) à la création de la culture internationale du mouvement ouvrier, ces Juifs-là, qui prennent le contre-pied du séparatisme du Bund, perpétuent les meilleures traditions juives en combattant le mot d’ordre de la “culture nationale”. »

Les choses sont claires. Lénine parle des Juifs comme “la nation la plus opprimée et la plus traquée” au moment où il passe en revue l’état d’oppression et de déni des droits démocratiques de toutes les nations opprimées de Russie, et, à ce titre, intègre la population juive en son sein.

De là à déduire, comme le fait Bensaïd, que Lénine a tourné en 1913 sur la question juive jusqu’à la proclamer comme “nation” — ce qui laisse supposer “droit des nations à disposer d’elles-mêmes”, jusqu’au droit à la séparation, donc “former leur propre Etat” —, c’est un total détournement de sens. Replacée dans son véritable contexte, cette interprétation de Bensaïd est totalement à l’opposé de la position de Lénine.

Qu’on en juge par cet autre passage du même texte de Lénine :

“Celui-là n’est pas marxiste, ni même démocrate, qui ne reconnaît ni ne défend l’égalité des nations et des langues, qui ne lutte pas contre toute oppression ou inégalité nationale. Cela ne fait pas de doute. Mais il n’est pas douteux non plus que le pseudo-marxiste qui agonit d’injures le marxiste d’une autre nation en le taxant d’“assimilationnisme” n’est en réalité qu’un simple petit bourgeois

(21) Publiées dans Lénine, *Œuvres complètes*, tome 20.

nationaliste. *C'est à cette catégorie peu honorable de gens qu'appartiennent tous les bundistes (...). Sur dix millions et demi de Juifs dans le monde entier, près de la moitié vivent dans le monde civilisé, dans les conditions du plus grand "assimilationnisme", alors que les Juifs de Russie et de Galicie, malheureux, accablés, privés de droits, écrasés par les Pourichkévitich (22) (russes et polonais), sont les seuls à vivre dans les conditions du moindre "assimilationnisme", du plus grand particularisme, qui va jusqu'à la "zone de résidence forcée" des Juifs, jusqu'au numerus clausus et autres beautés à la Pourichkévitich.*

Dans le monde civilisé, les Juifs ne constituent pas une nation ; ils se sont assimilés plus que les autres, disent K. Kautsky et O. Bauer. Les Juifs de Galicie et de Russie ne constituent pas une nation ; malheureusement (pas par leur faute, mais par celle des Pourichkévitich) ils sont encore une caste. Tel est le jugement incontestable d'hommes qui connaissent incontestablement l'histoire juive et tiennent compte des faits cités plus haut.

Qu'est-ce que cela prouve ? Que seuls peuvent crier à l'"assimilationnisme" les petits bourgeois réactionnaires juifs qui veulent faire tourner à rebours la roue de l'histoire, non pas du régime de la Russie et de la Galicie vers le régime de Paris et de New York, mais inversement.

L'assimilationnisme n'a jamais été vilipendé par les meilleurs d'entre les Juifs, qui, inscrivant leurs noms glorieux dans l'histoire, ont fourni au monde des guides avancés de la démocratie et du socialisme. Seuls les contemplateurs admiratifs du passé juif s'élèvent contre l'assimilationnisme."

Ici, Bensaïd est pris la main dans le sac, puisque le texte qu'il invoque est celui où Lénine développe jusqu'au bout sa véritable position : les Juifs ne sont pas une nation, la "solution" pour eux, c'est l'assimilation, qui exige la démocratie politique. Naturellement, c'est le droit de Bensaïd d'estimer qu'il y avait une nation juive en 1913 en Russie, comme c'est son droit d'estimer qu'il y a une nation israélienne aujourd'hui.

C'est son droit d'avoir une position que nous qualifierions, par indulgence, de "sioniste de gauche" (notre indulgence portant sur l'adjonction "de gauche").

Mais Bensaïd ne peut pas faire porter à Lénine une position qui n'est pas la sienne.

Encore moins a-t-il le droit de commettre un faux.

BENSAÏD LA MAIN DANS LE SAC (2)

Dans le passage déjà cité, Bensaïd écrit, à l'appui de sa thèse sur le prétendu "tournant" de Lénine en 1913, que celui-ci aurait — nous citons à nouveau Bensaïd — « reproché à Otto Bauer d'avoir exclu de son projet d'autonomie culturelle des nationalités entremêlées dans l'empire austro-hongrois "la seule nation extraterritoriale" ».

Reportons-nous au texte qui contient ce prétendu reproche de Lénine à Bauer. Il s'agit d'un article intitulé « *De l'autonomie "nationale culturelle"* », paru dans *Za Pravdou*, le 28 novembre 1913 (23).

Cet article est de nouveau consacré au fameux plan dit de "l'autonomie nationale culturelle", qui vise, dit Lénine, "à diviser les écoles par nationalités". Lénine accorde d'autant plus d'importance à cette question que "les nationalistes déclarés ou masqués de toute sorte (parmi lesquels les bundistes) tentent le plus souvent de l'obscurcir".

L'idée de ce plan, préparé par le gouvernement réactionnaire de l'époque, est que chaque nation de Russie, indépendamment du lieu où vit n'importe lequel de ses ressortissants (c'est donc indépendant du territoire, d'où l'expression "extraterritoriale") forme "une association unique reconnue sur le plan de l'Etat qui administre les affaires nationales et culturelles".

"Une telle division (...), du point de vue de la démocratie en général, et de celui des intérêts de la lutte de classe prolétarienne en particulier (...), est absolument inadmissible",

écrit Lénine, qui précise :

"On ne peut pas être un démocrate si l'on prône la division du domaine scolaire par nationalité."

Il se trouve que ceux qui, dans le mouvement ouvrier, se réfèrent à cette "auto-

(22) V. Pourichkévitich (1870-1920), réactionnaire, grand propriétaire foncier, monarchiste, fondateur des organisations ultra-réactionnaires, antisémites et anti-ouvrières appelées Cent-Noirs.

(23) Lénine, *Œuvres complètes*, tome 19.

nome nationale culturelle” — notamment, écrit Lénine, les *“opportunistes des groupes para-marxistes, c’est-à-dire les bundistes et les liquidateurs”* — ont choisi comme exemple l’Autriche-Hongrie.

Rappelons que la social-démocratie autrichienne, lors de ses congrès de Winberg et de Brünne de 1897 et 1899, s’était dotée d’une structure fédérative composée de six partis nationaux, allemand, tchèque, slovène, polonais, italien et ukrainien ruthène. Une conception opposée à celle de Lénine, qui, on l’a vu, cherchait en permanence à unifier l’ensemble des composantes du parti, quelles que soient leurs origines nationales.

“On a tout simplement envie de rire en lisant les références liquidatrices et bundistes à l’Autriche sur cette question”,

écrit Lénine. Pourquoi serait-ce risible ? Pour la raison suivante :

« Chez nous, ceux qui emploient surtout et au premier chef dans leur propagande et leur agitation le plan de l’“autonomie nationale culturelle”, ce sont précisément les bundistes (plus tous les partis bourgeois de la communauté juive derrière lesquels se traînent, sans en avoir toujours conscience, les bundistes). Or, justement, dans la patrie de l’“autonomie nationale culturelle”, en Autriche, le promoteur de cette idée, Otto Bauer, a consacré un chapitre spécial de son livre à prouver qu’il est impossible de l’appliquer aux Juifs ! Ce qui démontre mieux que de longs discours combien Otto Bauer est peu conséquent et combien il croit peu à son idée, lui qui exclut du plan d’autonomie extraterritoriale des nations la seule nation extraterritoriale qui ne possède pas de région à elle. »

Comme on le voit, la polémique de Lénine contre Otto Bauer ne consiste pas, comme le prétend Bensaïd, en ce que Lénine reprocherait à Bauer d’avoir *“exclu de son projet d’autonomie culturelle des nationalités la seule nation extraterritoriale”*. C’est l’inverse ! Lénine montre l’inanité de la position de Bauer sur la question nationale dans sa forme *“autonomie culturelle extraterritoriale”*, puisque, du propre point de vue de Bauer, elle devrait s’appliquer aux Juifs, et qu’elle ne s’y applique pas. Lénine ne revendique donc pas que soit reconnu aux Juifs le statut de nation extraterritoriale. Il montre que du point de vue même des critères donnés par Bauer, les Juifs en sont

exclus, ce qui met à bas toute la démonstration... des dirigeants bundistes qui se réclament de Bauer.

La question est posée : pourquoi cette falsification de Bensaïd ? Pourquoi faire dire à Lénine ce qu’il ne dit pas ? On en revient ici à deux questions d’actualité déjà évoquées par le camarade Werchstein dans son article : la situation en Palestine aujourd’hui et le rôle du Secrétariat unifié.

En falsifiant la position de Lénine jusqu’à lui faire endosser la prétendue reconnaissance de *“la nation juive”* comme *“seule nation extraterritoriale”*, Bensaïd ne se contente pas de procéder à une révision de l’histoire. Il cherche à justifier la position du Secrétariat unifié au nom de Lénine et du bolchevisme. Attribuant à Lénine la définition des Juifs de l’empire tsariste comme *“nation extraterritoriale”*, Bensaïd en arrive logiquement dans son texte à évoquer *“la fondation de l’Etat d’Israël et d’une nation territorialisée”*.

Qu’est-ce que cette *“nation territorialisée”* ? C’est l’ancienne *“nation extraterritoriale”*... qui a enfin trouvé un territoire !

Dans son article, le camarade Werchstein avait déjà souligné que Bensaïd, s’appuyant sur le livre de Nathan Weinstock, *Le Sionisme contre Israël*, justifiait complètement, à partir d’arguments pseudo-historiques, le processus de

“la constitution d’une nationalité nouvelle au Proche-Orient, issue du processus spécifique de la colonisation sioniste séparatiste et du melting-pot palestinien : la nation israélienne en gestation”.

A juste titre, le camarade Werchstein avait opposé cette position commune de Bensaïd et de Weinstock — tous deux membres éminents du Secrétariat unifié — à la résolution adoptée par la IV^e Internationale au lendemain du découpage de la Palestine, des exactions, des massacres et de l’expulsion des Palestiniens par les troupes sionistes armées notamment par Moscou.

Rappelons ce que disait cette résolution :

“La IV^e Internationale repousse comme utopique et réactionnaire la solution “sioniste” à la question juive : elle déclare que la répudiation totale du sionisme est la condition sine qua non pour

une fusion des luttes des ouvriers juifs avec les luttes émancipatrices, sociales et nationales des travailleurs arabes. Elle déclare qu'il est profondément réactionnaire d'exiger une immigration juive en Palestine, comme il est réactionnaire de faire appel à l'immigration d'opresseurs dans les pays coloniaux en général. Elle soutient que la question de l'immigration et des rapports entre Juifs et Arabes ne peut être convenablement décidée qu'après l'expulsion de l'impérialisme par une Assemblée constituante librement élue avec plein droits pour les Juifs comme minorité nationale."

La IV^e Internationale, en 2006, n'a rien à retirer à l'orientation qui était la sienne en 1948. Force est de constater que Bensaïd et Weinstock ont, depuis belle lurette, répudié, dans ce domaines comme dans d'autres, l'héritage de la IV^e Internationale pour y substituer un galimatias qui couvre d'un vernis apparemment progressiste le point de vue du sionisme purement et simplement. Comment cela est-il possible ?

Le Secrétariat unifié, on le sait, s'est constitué historiquement comme un courant révisionniste au sein de la IV^e Internationale, qui, au tournant des années 1940-1950, avait attribué au stalinisme le rôle progressiste de "réaliser le socialisme à sa manière durant des siècles de transition".

De 1952 à 1991, le pablisme (24) s'est principalement caractérisé comme une courroie de transmission du stalinisme, se revendiquant du drapeau de la IV^e Internationale pour couvrir l'accompagnement "à gauche" de la politique stalinienne.

Mais le stalinisme lui-même, on le sait, s'est constitué comme un appareil international, dont le centre, la bureaucratie stalinienne du Kremlin, agissait comme courroie de transmission de l'impérialisme œuvrant au rétablissement du régime de la propriété privée des moyens de production dans le cadre de l'ex-URSS.

En ce sens, à travers sa subordination au stalinisme, le pablisme s'est de plus en plus constitué comme un agent direct des exigences de l'impérialisme, encore une fois sous couvert de la référence frauduleuse à la IV^e Internationale.

A partir de 1991 — éclatement de l'URSS et de l'appareil du Kremlin —, la quantité va se transformer en qualité :

privé de son lien organique avec le Kremlin, le pablisme va chercher à se reconstituer une place sociale en se transformant en un agent direct de la politique impérialiste (25).

Cela va se traduire tout particulièrement sur la question de la Palestine. Le camarade Werchstein, dans son article, a cité différents éléments à cet appui.

Ajoutons une autre pièce au dossier.

On sait que, depuis juin 2006, l'important courant du Secrétariat unifié au sein du Parti de la refondation communiste (PRC) en Italie est partie prenante de la majorité parlementaire qui soutient le gouvernement Prodi, l'ancien président de

(24) Du nom de Michel Pablo, secrétaire de la IV^e Internationale qui amorça ce tournant révisionniste liquidateur en 1950-1952.

(25) Ce n'est pas le lieu ici d'examiner dans le détail la manière dont le pablisme est passé de ce rôle d'ombre portée du stalinisme à ce rôle d'expression directe des besoins de l'impérialisme. Notons simplement que ce passage a suivi le processus par lequel la bureaucratie stalinienne elle-même a volé en éclats et s'est décomposée en toute une série de cliques mafieuses, concurrentes entre elles, dont chacune cherchait un arrangement avec tel ou tel secteur de l'impérialisme.

Relevons, comme quelques points de repère de cette transition du pablisme vieille mouture au pablisme actuel, les éléments suivants.

En 1989, dans une interview donnée à *Rouge* (journal de la LCR, organisation française du Secrétariat unifié), Peter Uhl, militant du Secrétariat unifié en Tchécoslovaquie, déclarait : "Il existe non seulement des Gorbatchev, mais aussi des Eltsine, qui représentent une véritable aile gauche au sein du parti... J'ai beaucoup de sympathie pour Eltsine, sa position est presque identique à la nôtre" (*Rouge*, n° 1 318, cité dans *La Vérité*, n° 7, nouvelle série, août 1993).

A la même époque, on peut lire dans la revue du Secrétariat unifié un article justifiant au nom de l'efficacité économique les licenciements entraînés par les réformes de Gorbatchev : "Peu de gens contestent le fait que les entreprises soviétiques ont du personnel en surnombre et que l'efficacité économique demande une certaine redistribution, et donc une certaine mobilité de la main-d'œuvre" (article de David Seppo, septembre 1989, cité dans *La Vérité*, n° 7, nouvelle série, août 1993).

A la même époque encore, juste après la chute du Mur de Berlin, le Secrétariat unifié adopte une résolution intitulée "Une défaite politique", dans laquelle on peut lire : "Les faits confirment le bien-fondé de notre opposition résolue à l'unification allemande" (cité dans *La Vérité*, n° 7, nouvelle série, août 1993).

Dans le même ordre d'idées, mais cette fois plus tard, alors que la politique de démantèlement de l'ex-URSS a déjà frappé considérablement toutes les conquêtes arrachées par la révolution d'Octobre, on peut lire dans une résolution du Secrétariat unifié

l'Union européenne, devenu aujourd'hui Premier ministre italien.

Le 17 juillet 2006, lors de la réunion de la direction du PRC, les représentants du courant pabliste ont déposé une motion qui proposait :

“Solidarité totale avec le peuple palestinien pour la constitution d'un Etat laïque et démocratique qui inclut les territoires occupés en 1967 et qui ait Jérusalem pour capitale” (26).

Un “Etat laïque et démocratique”... fondé sur la base des bantoustans de Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-Est ? Un “Etat laïque et démocratique” qui coexisterait avec un Etat d'Israël non laïque et non démocratique, fondé sur la spoliation de la terre et des droits du peuple palestinien ?

Est-ce cela la position du Secrétariat unifié ?

LE SECRÉTARIAT UNIFIÉ POUR LA “STABILITÉ DE L'ÉTAT D'ISRAËL”

Au même moment, dans son discours au Sénat italien — discours au cours duquel il devait expliquer les raisons de son vote pour la confiance au gouvernement Prodi sur les crédits de guerre en Afghanistan —, le sénateur Franco Turigliatto, membre du même courant du Secrétariat unifié dans le PRC (Sinistra Critica), appelle l'Italie à s'engager

“pour la constitution d'un véritable Etat palestinien, et, dans ce cadre, elle pourra proposer une mission d'interposition de l'ONU, non seulement entre le Liban et Israël, mais aussi entre Israël et la bande de Gaza et sur les frontières de 1967 entre Israël et la Cisjordanie”.

Pourquoi une telle mission de l'ONU, encadrant toutes les frontières d'Israël ? “Israël a droit à la stabilité”, répond l'honorable sénateur pabliste (27).

Voilà finalement la véritable raison des contorsions où le prétentieux le dispute à l'inconsistant, ces contorsions par lesquelles Bensaïd doit justifier sa falsification pure et simple de la position de Lénine.

Tout en abandonnant ouvertement le programme de la démocratie politique, jusqu'à écrire :

“En 1903, Lénine et Trotsky étaient aussi confiants dans la vocation d'émancipation universelle du prolétariat que la bourgeoisie de 1789 l'avait été dans la portée libératrice des droits de l'homme. Puis, vinrent le génocide nazi et les poussées d'antisémitisme stalinien. Les belles certitudes du débat de 1903 avec le Bund firent place au doute.”

Autrement dit, le nazisme, l'antisémitisme stalinien — les deux mis sur le même plan, soit dit en passant — devraient faire perdre confiance dans la vocation d'émancipation universelle du prolétariat ? N'est-ce pas l'aveu le plus clair, de la part de Bensaïd, que la rupture programmatique avec la IV^e Internationale

préparant son congrès mondial de février 2003 (cité dans *La Vérité*, n° 32, nouvelle série, mars 2003) que “la concentration ultérieure des actions aux mains des nouveaux pouvoirs d'Etat, des banques et oligarchies — sous des formes très opaques — a limité initialement la vente au capital étranger”. C'est-à-dire que le vol de la propriété sociale par la bureaucratie n'aurait pas été le moyen par lequel toutes les richesses de l'ex-URSS ont été pillées par l'impérialisme mondial, mais au contraire un élément de protection ! On peut lire dans le même document : « *Les rapports de troc qui se sont étendus en Russie dans la décennie 1990, en même temps que les privatisations et la “désinflation” imposées par le FMI, ont été une forme de protection précaire contre les nouvelles contraintes marchandes combinées à l'extension réelle des rapports monétaires* » (ibidem). Donc, le troc, un élément de protection !

Toujours dans la même résolution, on peut lire : “*Dix ans de restauration capitaliste ont produit des désillusions (...). La combinaison d'une considérable dégradation sociale avec le gain de libertés syndicales et politiques a accru les clivages entre générations et la confusion des consciences.*” Le gain des libertés syndicales et politiques est un facteur de confusion auquel s'oppose le Secrétariat unifié. Il s'y est opposé en compagnie de son représentant en URSS, Oleg Schein, qui s'est présenté aux élections de 2003 dans le bloc Rodina, c'est-à-dire un bloc dans lequel participent des forces ultranationalistes et même fascistes, comme le Parti pour la Sainte Russie ou encore l'Union des citoyens orthodoxes.

Quelques années auparavant, dans la revue du Secrétariat unifié (*Inprecor*, décembre 2001), Catherine Samary écrivait dans un article consacré à l'ex-URSS : « *Les formes maintenues, même dégradées, de “socialisation” par les grandes entreprises, la désindustrialisation et la dégradation sociale contribuent à rendre difficiles les luttes collectives.* » On ne peut pas mieux s'exprimer. Ici, le Secrétariat unifié se prononce contre le maintien des formes mêmes dégradées de la propriété sociale.

(26) *Inprecor*, revue internationale du Secrétariat unifié, septembre-octobre 2006.

(27) *Ibidem*.

le conduit à renoncer non seulement au marxisme, mais à tout le mouvement progressiste de la démocratie politique, jusqu'à ce qu'il dit lui-même sur 1789 ?

La IV^e Internationale, pour sa part, n'a aucune raison d'aborder le règlement de la question juive en 2006 à partir d'autres présupposés théoriques et politiques que ceux qui guidaient Marx en 1844, ou Lénine au tournant de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle (28).

QUESTION JUIVE, QUESTION PALESTINIENNE...

Nous objectera-t-on que, depuis cette période, l'humanité a connu cet événement majeur du XX^e siècle qu'ont constitué les massacres massifs des populations juives, le véritable génocide par lequel le régime nazi devait liquider plus de six millions d'entre eux, principalement en Europe ?

Nul ne saurait nier cet événement majeur du XX^e siècle, expression de la barbarie engendrée par la putréfaction du régime capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production. Nul ne saurait nier, sur un autre plan, la résurgence de forme d'antisémitisme manipulé par l'appareil stalinien en ex-URSS.

Nul ne saurait nier que la question juive, qui, dans les années 1920, pouvait apparaître sur la voie d'un règlement sur le terrain de la démocratie politique dans les pays capitalistes développés de l'ouest de l'Europe, et par la reconnaissance et l'établissement de l'égalité des droits de tous les Juifs (y compris de leurs droits spécifiques à leur culture nationale et à leur langue) dans le cadre de l'URSS et de la politique audacieuse reconnaissant les droits de toutes les minorités nationales de la jeune URSS après la révolution bolchevique, nul ne saurait nier que cette question juive, qui pouvait sembler en voie de règlement, s'est retrouvée brusquement mise sur le devant de la scène comme une question historique non réglée après la Seconde Guerre mondiale.

Elle a pris en particulier cette forme, qui n'était pas prévisible, de ce que des millions de Juifs rescapés des camps de la

mort ont été, sur la base d'un accord contre-révolutionnaire honteux entre les impérialismes dominants et la bureaucratie stalinienne, contraints à une émigration en Palestine, après que toutes les autres portes leur eurent été fermées.

A cela s'est ajoutée toute la politique impérialiste après 1947-1948, constituant l'Etat d'Israël comme une plate-forme de l'impérialisme, comme le véritable gendarme de l'impérialisme dans la région, cherchant à y faire converger les Juifs du monde entier, parfois même en utilisant de véritables provocations.

C'est de cela qu'est née cette situation où, aujourd'hui, plusieurs millions de personnes d'origine juive se retrouvent dans le cadre de l'Etat d'Israël.

Cela suffit-il à constituer une nation israélienne ? Cela suffit-il à justifier l'existence de l'Etat d'Israël ?

Pour notre part, nous disons avec Lénine que nous luttons

“pour un régime d'Etat démocratique conséquent, (qui) réclame une égalité en droits absolue des nationalités et combat tout privilège quel qu'il soit favorisant une ou plusieurs nationalités” (29).

Aujourd'hui, au Moyen-Orient, la IV^e Internationale se prononce pour un régime d'Etat démocratique conséquent qui institutionnalise l'égalité en droits absolue de toutes les composantes, juive et arabe, qui combat tout privilège, et en l'occurrence il s'agit des privilèges accordés à la population juive israélienne par rapport aux autres composantes de la région.

N'en déplaise à Bensaïd et aux autres semi-sionistes honteux : l'existence de l'Etat d'Israël est fondée sur la reconnaissance du privilège exclusif des Juifs du monde entier, à qui il est reconnu le “droit au retour” dans cet Etat, tandis que le

(28) Et c'est pourquoi la IV^e Internationale reste IV^e Internationale, affirmant par là même la continuité du programme, non seulement du programme de fondation de la IV^e Internationale, mais la continuité du programme de l'ensemble du mouvement ouvrier. A la différence d'un Besancenot, porte-parole de l'organisation française du Secrétariat unifié, qui déclare (forum de discussion du *Nouvel Observateur*, 3 octobre 2006) : *“Moi-même, je ne me suis jamais défini comme trotskyste.”*

(29) *Thèses sur la question nationale*, publiées dans Lénine, *Œuvres complètes*, tome 19.

droit au retour dans les villages dont ils étaient originaires il y a une ou deux générations, et d'où ils ont été chassés par la force, est refusé aux Palestiniens dispersés dans le monde ou concentrés dans les camps de réfugiés, à Gaza, en Cisjordanie, au Liban et ailleurs.

... UNE MÊME SOLUTION DÉMOCRATIQUE

Une solution démocratique aujourd'hui en Palestine ne peut passer par le maintien des privilèges, en l'occurrence ceux des populations juives par rapport aux autres populations.

La vieille formule de Marx selon laquelle *“une nation qui en opprime une autre n'est pas une nation libre”* s'applique avec un relief particulier aujourd'hui dans la situation de la Palestine.

Il n'y a pas de “nation” israélienne.

Mais il existe, c'est vrai, une large population juive en Palestine. Et cette population juive n'est pas libre. Elle est prisonnière du rapport d'oppression qu'elle impose depuis la création de l'Etat d'Israël à la population palestinienne. Elle est d'une certaine manière prisonnière de sa propre situation d'opresseur. Elle ne peut se libérer de cette situation, qui entraîne le cortège de contraintes et de misère, y compris pour la population juive, qu'en rompant avec le statut oppresseur qui lui est conféré par le sionisme.

Rompant avec le statut de peuple oppresseur qui lui est conféré par le sionisme ne peut se faire que sur le terrain d'une solution démocratique : celle où les Juifs reconnaîtront les droits égaux de la population palestinienne arabe. Mais cela n'est possible que si cette population juive renonce au statut privilégié que lui confère le sionisme, statut privilégié qui la pousse à la décadence et la à dislocation.

Cette solution démocratique est la seule qui puisse faire converger les besoins vitaux et communs de toute la nation palestinienne, se constituant en intégrant à l'égalité toutes ses composantes, juive et arabe. Et ces besoins vitaux sont : l'égalité des droits dans une Palestine laïque et démocratique, débarrassée de toute op-

pression sur tout le territoire historique de la Palestine.

Ces besoins vitaux sont le droit au retour imprescriptible pour chaque Palestinien sur sa terre, dans le village d'où il a été chassé, sans aucune exception.

Ces droits démocratiques seront réalisés sur le terrain de la convergence avec les droits démocratiques de la population juive sur le terrain de l'absolue égalité politique.

C'est cela, l'enseignement de Lénine. La démocratie politique reconnaît les particularismes linguistiques des uns et des autres, et reconnaît toute liberté religieuse. Elle les garantit dans le cadre d'un Etat laïque et démocratique qui permet d'unifier les masses opprimées, quelles que soient leurs origines, et d'unifier la classe ouvrière contre l'ennemi commun : l'impérialisme destructeur et dislocateur de l'ensemble des peuples sur la planète.

Là se situe, dans les conditions actuelles, l'absolue continuité de la politique de Marx et de Lénine sur la question de la démocratie politique en général, et de la question juive en particulier.

Oui, la question juive a resurgi des limbes de l'histoire où elle pouvait sembler en voie de règlement, en particulier par l'effet du nazisme, c'est-à-dire de la décomposition impérialiste, produit du retard de la révolution prolétarienne et des obstacles dressés devant elle. Cela a créé une situation historiquement imprévue. Mais la solution à cette situation historiquement imprévue, du point de vue des marxistes, ne peut pas nous amener à dévier du combat pour la démocratie politique et pour l'égalité des droits. Car c'est le combat pour l'unité des opprimés et des exploités, le combat pour l'unité de la classe ouvrière dans sa lutte historique, séculaire et indispensable contre le capital oppresseur et destructeur de tous les peuples.

En un mot : la solution démocratique à la question juive en Palestine découle exclusivement de la solution démocratique de la question palestinienne.

La liberté du peuple palestinien sera la liberté des Juifs de Palestine.

Jack M. De Jook

Quelques réflexions sur la politique du courant Grant-Woods (deuxième partie)

Par Jean Alain et Michaël Mana

Ted Grant, dirigeant historique de l'organisation britannique *The Militant*, est décédé en juillet 2006. Le courant, britannique et international, dont il a été le dirigeant pendant des dizaines d'années, s'est développé à la faveur de la crise pabliste, crise de dislocation de la IV^e Internationale des années 1950-1953.

Il nous a semblé pourtant nécessaire de revenir sur la politique de ce courant, dont nous avons déjà traité certains aspects dans un précédent numéro (1). Il peut sembler parfois difficile de s'y retrouver dans les positions des uns et des autres.

Mais dans la politique du courant *Militant* de Grant-Woods, un aspect saute aux yeux. A chaque fois que les masses cherchent à ouvrir une issue, *Militant* concentre le tir sur cette issue (tout en enrobant cela d'un discours aux accents « marxistes »).

Dans ce précédent article, nous avons souligné en particulier comment, au moment où les travailleurs de toute l'Europe sont confrontés partout à la politique de destruction de l'Union européenne, ce courant concentrait tout contre la rupture avec l'Union européenne, ses institutions

et sa politique. Nous avons cité notamment les déclarations de Grant-Woods disant :

“Nous ne sommes ni pour ni contre se retirer de l'Union européenne dans le cadre du capitalisme (...). Il ne faudrait pas nourrir l'illusion – comme le font les forces de la gauche – que les mesures d'austérité ne sont dues qu'à Maastricht. Avec ou sans Maastricht, de telles mesures auraient été mises en place.”

Et ils ajoutaient, ayant au moins le mérite de la clarté :

“Maastricht, l'euro et les autres accords ont eu comme conséquence d'internationaliser la lutte de classe à l'intérieur des frontières de l'Union européenne.”

Ils expliquaient enfin en quoi il est “réactionnaire” de se prononcer pour la rupture avec l'Union européenne.

Voyons ce qu'il en est au Mexique et en Palestine.

(1) *La Vérité*, n° 48, février 2006, article intitulé “Quelques réflexions sur la politique du courant Grant-Woods”.

**AU MEXIQUE : “AUJOURD’HUI (...),
LE MOT D’ORDRE D’ASSEMBLÉE
CONSTITUANTE
EST TOTALEMENT VIDE”**

Les amis de Grant-Woods interviennent au Mexique sous la forme d’un courant interne au PRD (le parti nationaliste bourgeois d’Obrador), *El Militante*.

Lors du rassemblement du million de délégués à la convention nationale démocratique (CND) du 16 septembre, un tract a été diffusé par *El Militante* sur “*les tâches fondamentales de la CND*” (2), puis le même groupe a publié dans les jours qui ont suivi un article “*Sur l’Assemblée constituante*”.

Que disent-ils ?

Les amis mexicains de Grant-Woods expliquent :

“*La proposition d’une Assemblée constituante (...) pourrait détourner la lutte vers la rédaction d’un bout de papier à la place de la prise du pouvoir.*”

Cela appelle quelques commentaires. Les masses, au Mexique comme dans le monde entier, subissent de plein fouet la politique de Bush, qui, en l’occurrence, piétinant toute démocratie et toute souveraineté, prétend décider à la place du peuple mexicain qui va le gouverner — et pour faire quelle politique — dans les années à venir. Des millions de paysans pauvres, de jeunes, d’ouvriers et de fonctionnaires se dressent contre la fraude électorale. Ils cherchent la voie de la reconquête de la souveraineté nationale et de la démocratie, et exigent que leur vote soit respecté, poussant Obrador à convoquer une convention nationale démocratique d’un million de délégués. Cette convention nationale démocratique pose le problème central de la démocratie et prend la décision d’organiser

“*un plébiscite pour organiser un processus constituant dans le but que les institutions soient effectivement des institutions du peuple pour le peuple*”.

Et que fait *Militant* ? Il organise un tir de barrage contre l’Assemblée constituante. Les masses cherchent une issue, cherchent à prendre leurs propres affaires en main... et *Militant* leur dit : il n’y a pas d’issue...

Bien sûr, comme d’habitude chez *Militant*, cela s’accompagne de grandes proclamations “r-r-révolutionnaires”. En Europe, on assène que “*Maastricht, l’euro et les autres accords ont eu comme conséquence d’internationaliser la lutte de classe*”... au nom du combat pour les “Etats-Unis socialistes d’Europe”. Et au Mexique, on affirme :

“*Sans l’expropriation de la propriété privée dans les banques et l’industrie, une Constituante présuppose une nouvelle Constitution dans le cadre du système capitaliste.*”

On le sait, de tout temps, les marxistes n’ont jamais été indifférents à la forme des institutions politiques dans le cadre des Etats bourgeois. Aujourd’hui, au Mexique, les masses, opprimées par l’impérialisme, par ses accords de libre-échange qui étranglent la nation, par les privatisations..., cherchent à se frayer une issue en brandissant le drapeau de la démocratie et de la souveraineté nationale, du refus de la fraude imposée par Washington. Un mouvement de millions d’hommes qui contient toutes les aspirations sociales.

Et *Militant* leur dit : une Constituante “*pourrait détourner la lutte vers la rédaction d’un bout de papier à la place de la prise du pouvoir*”.

Mais qu’est-ce qu’une Constituante ? N’est-ce pas le peuple qui désigne ses délégués ?

Remarquons au passage que, dans ce tract, la question de la démocratie et de la souveraineté du peuple mexicain n’est jamais abordée... N’apparaissent dans le tract ni le mot “fraude” ni une quelconque référence à l’impérialisme américain !

Dans un article publié une dizaine de jours après la CND, intitulé “*Sur l’Assemblée constituante*” (3), *El Militante* assène une nouvelle fois :

“*Aujourd’hui, au début du XXI^e siècle, le mot d’ordre d’Assemblée constituante est totalement vide.*”

Et ils en donnent l’illustration suivante :

“*Récemment, en Bolivie, s’est tenu un référendum pour élire la Constituante, ce*

(2) Tract de *El Militante* diffusé le 16 septembre lors de la CND.

(3) Par Gil Meneses — www.militante.org —, 27 septembre 2006.

qui a été fait. Seulement, pour que la Constituante puisse faire des réformes, il doit y avoir la majorité aux deux tiers des représentants, proportion que le MAS (parti du président Evo Morales) n'a pas atteint dans les élections, ce qui signifie en pratique la paralysie de toutes les réformes qui profitent aux travailleurs."

Au moment même où se mène, entre les forces réactionnaires séparatistes (directement pilotées de l'ambassade américaine) et le gouvernement Morales soutenu par le peuple, la bataille dans l'Assemblée constituante bolivienne pour savoir si elle se déclare réellement souveraine, avec vote uninominal, à la majorité simple, le courant Grant-Woods estime que cette bataille est perdue d'avance, qu'il n'est pas même nécessaire de la mener.

C'est tout le contraire de la politique de nos camarades de *La Chispa*, groupe sympathisant de la IV^e Internationale en Bolivie, qui s'adressent aux députés constituants pour qu'ils se déclarent souverains et appellent toutes les organisations ouvrières et populaires à faire campagne dans ce sens.

Revenons à l'article sur le Mexique :

"En ce moment, le mot d'ordre de l'Assemblée constituante à Oaxaca jouerait simplement le même rôle qu'en Bolivie, détournerait le processus dans des voies parlementaires."

Mais en quoi le fait qu'il y ait une assemblée populaire dans l'Etat d'Oaxaca s'oppose-t-il au combat dans tout le Mexique pour l'Assemblée constituante ? Les délégués de l'assemblée populaire d'Oaxaca n'étaient-ils pas, comme les délégués des ouvriers, des paysans, des masses opprimées, sur le Zocalo le 16 septembre ?

N'ont-ils pas exprimé l'aspiration de toute la nation : non à la fraude ! Nous ne reconnaissons pas Calderon ! Obrador président ! Nous ne laisserons pas d'autres décider à notre place !

Au moment où les masses cherchent une issue... *Militant* se précipite pour la fermer, la boucher, et cela bien entendu au nom... du "socialisme". Mais Marx ne nous a-t-il pas expliqué depuis bien longtemps qu'un pas en avant du mouvement des masses valait mille programmes ?

Concentrer ses forces, aujourd'hui, au Mexique, contre l'Assemblée constituante,

n'est-ce pas exactement l'inverse de tout ce qu'a enseigné Trotsky ? Trotsky, qui, exilé au Mexique, répondait en 1938 à la demande du président nationaliste bourgeois Lazaro Cardenas en écrivant le décret de nationalisation du pétrole, tout en préservant son indépendance politique et en ne prenant pas en charge la politique de Cardenas.

Mais telle n'est pas la politique de *Militant*, qui, au passage, appelle à "la tâche immédiate de la convention", qui doit être "la formation d'un front unique travailleurs, paysans, syndicats, PRD, PT et EZLN (4) pour la lutte pour les revendications immédiates".

Militant propose donc un "front unique" PRD-EZLN... Le PRD, parti nationaliste petit-bourgeois, a été investi par les masses de réaliser leurs aspirations. C'est pourquoi elles ont massivement voté Obrador, chargeant ce vote de toutes leurs aspirations nationales, démocratiques, mais aussi sociales, et refusent qu'on leur vole leur victoire.

Mais quelle est la politique de l'EZLN et du "sous-commandant Marcos", l'égérie des forums sociaux sous toutes les latitudes ? Avant l'élection présidentielle, l'EZLN a impulsé une campagne dans tout le pays, intitulée "L'autre campagne". Rejetant la candidature d'Obrador, portée par les aspirations populaires, sur le même plan que celle de Calderon, cette "autre campagne" s'est réellement menée sur la ligne : "Tous pourris !"

Dans une interview citée par *Rouge*, journal de la LCR (5) (qui, à l'instar du Secrétariat unifié, a soutenu "l'autre campagne" de Marcos), le leader "zapatiste" déclarait ainsi récemment :

"Nous ne sommes pas les amis d'AMLO (Obrador). Nous sommes ennemis de toute la classe politique. Nous ne sommes pas du même côté."

Et le même Marcos indique qu'il

(4) EZLN : Armée zapatiste de libération nationale. Groupe armé autonomiste principalement implanté au Chiapas, se réclamant du révolutionnaire Zapata. L'EZLN s'est fait connaître lors du soulèvement de 1994. Elle est dirigée par le sous-commandant Marcos, qui est, depuis les débuts du mouvement altermondialiste, la référence de celui-ci au Mexique.

(5) La LCR est la section française du Secrétariat unifié (SU), qui, au Mexique, soutient l'EZLN.

reprend sa tournée sur ce thème dans tout le pays le 9 octobre... malgré — donc contre — le million de délégués du Zocalo qui a exprimé les aspirations de toute la nation le 16 septembre !

Avons nous raison ou tort de constater que, **contre** ces aspirations des masses qui veulent ouvrir une issue parce qu'elles veulent survivre et ne peuvent survivre sous le diktat de Bush, *Militant* appelle à un "front unique" avec les zapatistes... contre l'Assemblée constituante ?

**MILITANT (GRANT-WOODS)
ET LA PALESTINE :
AVEC LES OPPRESSEURS
OU DU CÔTÉ DES OPPRIMÉS ?**

Quelle est la question centrale aujourd'hui au Moyen-Orient et en Palestine ? N'est-ce pas le fait que, depuis près de soixante ans, la révolution palestinienne, malgré tous les coups qu'elle a subis et dans les conditions les plus difficiles, continue à mettre à l'ordre du jour le droit du peuple palestinien à la terre, son droit à constituer une nation sur ses territoires historiques, donc le droit au retour des millions de réfugiés palestiniens ? Ce qui pose le problème du démantèlement des institutions de l'Etat théocratique basé sur la discrimination.

Pour les militants de la IV^e Internationale, fidèles à leur position depuis 1947 (6), ces aspirations on ne peut plus légitimes du peuple palestinien ne peuvent trouver d'issue que dans le cadre d'une République palestinienne laïque et démocratique sur tous les territoires de la Palestine historique, garantissant des droits égaux à toutes ses composantes.

Mais quelles que soient les positions politiques sur ce que devrait être une solution positive en Palestine (solution qui appartient au peuple palestinien et à lui seul), est-il possible de nier que ce sont ces questions centrales de la terre et de la nation qui sont posées aujourd'hui en Palestine ?

Or quel est le problème posé en Palestine, selon *Militant* ? Il y a quelques mois, dans le "*Rapport du secrétariat*

international" (7), le courant Grant-Woods écrit :

"Dans ces circonstances (de la crise de l'Etat d'Israël — NDLR) s'est produite une scission tant dans le Parti travailliste que dans le Likoud. Cela met à l'ordre du jour le début de la polarisation à droite et à gauche en Israël (...). Le problème réside (...) dans la question nationale, qui sert constamment à dévier l'attention des masses vis-à-vis des questions de classe" (souligné par nous — NDLR).

Oui, vous avez bien lu, "le problème" majeur en Palestine, ce n'est pas l'interdiction faite à une nation de vivre depuis 60 ans, ce n'est pas l'existence d'un Etat fondé sur la discrimination ! Non, pour *Militant*, le vrai problème, c'est la "question nationale", qui "dévie l'attention des masses vis-à-vis des questions de classe".

Chaque année, le 30 mars, le peuple palestinien — qu'il s'agisse des Palestiniens de l'intérieur des frontières de 1948, "citoyens israéliens" de seconde zone, des Palestiniens des territoires occupés en 1967, des millions des camps de réfugiés de Jordanie, Syrie, Liban..., comme des millions d'autres sur tous les continents — célèbre la "Journée de la terre", en souvenir des Palestiniens de l'Etat d'Israël dépossédés de leurs terres et massacrés par l'armée et la police le

(6) La IV^e Internationale, comme courant politique international, a formulé dès 1947-1948 sa position politique en se prononçant pour une République laïque et démocratique de Palestine, intégrant à égalité de droits toutes les composantes, juive et arabe, de la nation palestinienne. Rappelons la résolution du congrès mondial de 1948 : « *La IV^e Internationale repousse comme utopique et réactionnaire la solution "sioniste" à la question juive : elle déclare que la répudiation totale du sionisme est la condition sine qua non pour une fusion des luttes des ouvriers juifs avec les luttes émancipatrices, sociales et nationales des travailleurs arabes. Elle déclare qu'il est profondément réactionnaire d'exiger une immigration juive en Palestine, comme il est réactionnaire de faire appel à l'immigration d'opresseurs dans les pays coloniaux en général. Elle soutient que la question de l'immigration et des rapports entre Juifs et Arabes ne peut être convenablement décidée qu'après l'expulsion de l'impérialisme, par une Assemblée constituante librement élue, avec pleins droits pour les Juifs comme minorité nationale.* »

(7) Daté du 7 mars 2006 et discuté lors du congrès mondial de juillet 2006 du courant Grant-Woods, c'est-à-dire au moment même où l'armée israélienne bombardait le Liban et massacrait à Gaza, conformément aux plans de Bush.

30 mars 1976. Il manifeste par la même son unité dans ses aspirations nationales légitimes.

Ce qui n'empêche pas Fred Weston, un des dirigeants du courant Grant-Woods, d'écrire :

“La Journée de la terre doit être un jour dédié à la mémoire de toutes les victimes de ce conflit et un jour de recherche d'une issue à ces atrocités. Les leçons doivent être tirées. Le nationalisme n'apportera aucun fruit” (8) (souligné par nous — NDLR).

De quel “nationalisme” s'agit-il ? De celui d'un peuple opprimé, expulsé, massacré par ce qui n'est rien d'autre qu'une agence de l'impérialisme américain... Et il faudrait condamner, nous dit *Militant*, le nationalisme d'une nation opprimée ?

En 2002, *Militant* explique :

“La société israélienne a toujours été fortement marquée par les discriminations racistes et religieuses (...). A certains égards, et grâce aux luttes menées dans le passé, les discriminations ont diminué, bien qu'elles existent encore (...). Ce qui a compliqué la tâche des opposants israéliens, ce sont les attentats terroristes (...). Israël est infiniment plus fort que les Palestiniens, dont la lutte ne peut en aucun cas aboutir tant qu'elle reste cantonnée dans le nationalisme” (souligné par nous — NDLR) (9).

Quatre ans plus tard, en 2006, c'est toujours le même discours :

“En réalité, il ne peut y avoir d'issue pour le peuple palestinien en dehors de la voie révolutionnaire : le renversement tant de la direction palestinienne corrompue et en faillite que de la classe dirigeante réactionnaire sioniste d'Israël (...), mais la condition première est l'abandon de la tactique contre-productive du terrorisme individuel” (“Rapport du secrétariat international” [daté du 7 mars 2006] soumis à leur congrès mondial de juillet 2006) (souligné par nous — NDLR).

Les Palestiniens sont donc non seulement coupables de “nationalisme”... mais aussi de se boucher à eux-mêmes toute issue !

Les amis “israéliens” de Grant-Woods critiquent ce qu'ils appellent “la gauche antisioniste”, à qui ils reprochent d'être favorable à la “victoire de la lutte pour la libération nationale”, laquelle “ne peut

être accomplie dans la société capitaliste” (10).

(Notons au passage que le groupe israélien de Grant-Woods ne se considère pas comme faisant partie des “antisionistes”).

Qu'est-ce que cela signifie ? Que la lutte du peuple palestinien pour le droit à la terre, pour le droit à la nation, pour le droit au retour serait une lutte sans espoir ? Qu'il faudrait y renoncer ?

On sait comment Lénine, dès 1916, rétorquait à l'intention de ceux qui rejetaient le “droit des peuples à disposer d'eux-mêmes” au nom du combat pour le socialisme, sous prétexte que celui-ci n'est pas “réalisable” sous le capitalisme dans sa phase impérialiste :

« Ce n'est pas seulement le droit des nations à disposer d'elles mêmes, mais toutes les revendications fondamentales de la démocratie politique, qui, à l'époque de l'impérialisme, ne sont “réalisables” qu'incomplètement, sous un aspect tronqué et à titre tout à fait exceptionnel (...). La revendication de l'affranchissement immédiat des colonies, formulée par tous les social-démocrates révolutionnaires, est elle aussi “irréalisable” en régime capitaliste sans toute une série de révolutions. Cependant, cela n'entraîne nullement la renonciation de la social-démocratie à la lutte immédiate et la plus résolue pour toutes ces revendications — cette renonciation ferait tout simplement le jeu de la bourgeoisie et de la réaction » (11).

Suivant la “logique” de Grant-Woods, faudrait-il que le peuple palestinien renonce à sa terre, à son droit au retour ? Comme d'habitude chez *Militant*, il faut immédiatement couvrir cette position par des grandes proclamations radicales.

Les partisans français de Grant-Woods proclament :

“Le programme général d'un Parti communiste digne de ce nom pour le Moyen-Orient doit être fondé sur l'objectif

(8) Fred Weston, l'un des dirigeants principaux du courant Grant-Woods, http://israel.marxist.com/izr/day_of_Earth.htm

(9) Artem Kirpichenok, sur www.israel.marxist.com et <http://www.lariposte.com/spip.php?article64>

(10) David Merhav, 12 avril 2002.

(11) Lénine, *La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes* (thèses), janvier 1916.

d'un renversement du capitalisme dans la région et de la création d'une Fédération socialiste du Moyen-Orient" (12).

Une "Fédération socialiste"... sans le droit au retour des réfugiés (revendication historique et démocratique élémentaire... qui n'apparaît jamais dans toute la littérature de *Militant* consacrée à la Palestine) ? Sans la nation palestinienne ?

Le fond de l'affaire serait-il qu'il faut à tout prix défendre la légitimité d'un Etat fondé sur la discrimination ? Là encore, les amis de Grant-Woods doivent lâcher leur vérité :

« La "destruction d'Israël" est un mot d'ordre absurde, complètement réactionnaire, et que rejettent d'ailleurs 84 % des Palestiniens, selon un récent sondage (...). Une fédération entre nations égales, quelle qu'en soit la forme, est la seule perspective sérieuse offerte à Israël et à la Palestine » (souligné par nous — NDLR) (13).

Une "fédération de nations égales"... sur la base du maintien de l'Etat d'Israël, dont la base est l'inégalité et la ségrégation ?

Dont la base est donc par essence la négation de la démocratie (on lira dans ce numéro de *La Vérité* l'article consacré à la question juive) ?

Il serait "réactionnaire" de se prononcer pour la destruction d'un Etat fondé sur le déni de démocratie ? Déni de démocratie tant pour le peuple palestinien opprimé que pour les Juifs émigrés en Palestine et leurs descendants, dont l'Etat d'Israël — reconstituant le ghetto — se révèle incapable d'assurer la survie ?

L'organisation "israélienne" du courant Grant-Woods écrit dans sa "déclaration d'intention" :

"Le cours économique libéral poursuivi par le gouvernement israélien depuis de nombreuses années a précipité l'économie du pays dans une situation de krach complet, des dizaines de milliers de gens sont obligés de survivre, tandis que les capitalistes et les hauts fonctionnaires d'Israël et de l'Autorité palestinienne se vautrent dans le luxe. Nous, marxistes israéliens, suivant les enseignements de Marx, Lénine, Trotsky, déclarons que les problèmes d'Israël et de la Palestine ne peuvent être résolus que par la voie révolutionnaire, sur la base de l'internationalisme et de la réorgani-

sation socialiste de la société" (souligné par nous — NDLR) (14).

Peut-on mettre sur le même plan les dirigeants d'un Etat théocratique et discriminatoire (qui existe dans les limites que l'impérialisme américain lui fixe) et les dirigeants du mouvement national palestinien (quelque désaccord que l'on puisse avoir avec leur politique) ?

Pour notre part, comme IV^e Internationale, quels que soient les désaccords que nous puissions avoir avec la direction palestinienne, nous ne sommes pas "entre deux camps". Nous sommes, inconditionnellement, dans le camp des opprimés contre celui des oppresseurs.

Comment comprendre que *Militant* se réclame du "socialisme" et du "marxisme", d'un côté, et que, de l'autre, on soit amené à refuser de prendre partie entre un peuple opprimé et ses oppresseurs ?

Définissant ce que doivent être les tâches des "marxistes" en Israël, les partisans israéliens de Grant-Woods écrivent :

« Les marxistes organisés dans l'IMT (le nom du courant Grant-Woods — NDLR) sont le seul courant politique à utiliser correctement la méthode du marxisme, en insistant, comme Ted Grant l'a souligné, sur le fait qu'"il n'y a rien hors du mouvement de la classe ouvrière" » (15).

Et, ajoutent-ils, le "mouvement ouvrier", dans l'Etat d'Israël

"est représenté par deux organisations, qui, jusqu'à un certain point, ont été liées intimement pendant près de 90 ans : le Parti travailliste et la Histadrout (confédération syndicale d'Israël). Le premier a été un parti ouvrier de masse pendant presque toute la période depuis la fondation du pays et a été le plus fort parti représenté à la Knesset pendant près de 30 ans (...). La Histadrout a été consti-

(12) Quel programme pour le PCF ? Une critique marxiste du "texte d'orientation" adopté au 32^e Congrès du PCF, 30 mai 2003

(13) "La Palestine après la victoire électorale de Hamas", 15 mars 2006, Yazid Malek, http://www.lariposte.com/article.php?id_article=537

(14) Article de présentation du site Internet "Iskra" en langue russe <http://israel.marxist.com/SITE.HTM>

(15) "Israël : le gouvernement bourgeois englué dans la crise et les scandales suite à la défaite militaire", Alon Lessel, 13 septembre 2006, <http://www.marxist.com/israel-crisis-bourgeois-governement.htm>

tuée en 1920 comme une fédération sioniste des travailleurs juifs” (16).

Il y aurait beaucoup à dire concernant ce que *Militant* appelle pudiquement le “mouvement ouvrier israélien”. Citons en particulier ce qu’en dit un militant juif israélien qui a des positions qui ne sont pas les nôtres, Uri Davis.

« La référence conventionnelle à la Histadrout (...) comme une contribution positive du sionisme à l’expérience socialiste ou social-démocrate est entièrement fautive. C’est une ignorance feinte ou cultivée des structures légales et politiques des organisations sionistes ou israéliennes (...). La Histadrout n’est pas une organisation syndicale dans le sens traditionnel du terme en Occident. Elle a été constituée en 1920 comme “Fédération générale des travailleurs hébreux sur la terre d’Israël”, comme produit de l’effort commun des deux principaux et rivaux partis ouvriers sionistes de l’époque, *Ahdut ha-Avodah* (Union du travail) et *Ha-Po’el ha-Tza’ir* (Les jeunes travailleurs), pour organiser les questions relatives aux travailleurs pour les Juifs et l’entreprise coloniale. Elle s’est rapidement développée dans le cadre des institutions embryonnaires de l’Etat juif en gestation, contrôlant le principal mouvement des efforts de colonisation sioniste, de la production économique et commerciale, des bureaux d’embauche et des milices (la *Haganah*) (...). La Histadrout est un empire économique contrôlant une portion importante de l’économie israélienne (...), et il est peu connu que cette prétendue “confédération syndicale” est le second plus gros employeur de l’Etat d’Israël (...). Fondée en 1920 comme Fédération générale des travailleurs hébreux sur la terre d’Israël, ce n’est qu’en 1960 (à son neuvième congrès) que les aménagements légaux furent pris permettant que des travailleurs arabes palestiniens puissent y adhérer, à condition qu’ils soient citoyens israéliens » (17).

Comment donc, pour les “marxistes”, oser parler “des organisations du mouvement ouvrier israélien” sans — au minimum — en dénoncer le caractère discriminatoire, “ethnique” ?

Il y aurait beaucoup à dire sur ce sujet, et, en particulier, il faudrait rappeler comment la Histadrout s’est constituée (avec le concours de l’appareil stalinien local, tandis que les diplomates de Staline reconnaissaient, les premiers à l’ONU, “l’Etat hébreu”) **contre** les syndicats de

classe judéo-arabes en Palestine. Ainsi, en 1946-1947,

« les grandes luttes de cette époque sont la grève des travailleurs des camps de l’armée britannique, la grève des chemins, la grève des ouvriers des usines d’huile, la grève de tous les fonctionnaires en 1946 et la grève de l’exposition de Tel-Aviv. Des milliers de travailleurs arabes et juifs prennent part, unis, à ces grèves massives, accompagnées de manifestations monstres dans les villes, en particulier à Haïfa et Tel-Aviv. La clameur montant de ces manifestations et de ces grèves était de simples revendications sociales, mais le fait est que ces manifestations étaient la base d’une lutte commune judéo-arabe qui ébranlait non seulement sérieusement le gouvernement colonial britannique, mais aussi la Histadrout et le “Head Arab Committee”. La Histadrout combattit avec hargne contre ce phénomène unique dans l’histoire des relations judéo-arabes en Palestine en comprenant parfaitement qu’il s’agissait d’une menace contre les plans sionistes. »

Une lutte commune de la classe ouvrière judéo-arabe, constituant ses organisations communes, donc allant vers la constitution d’une classe ouvrière palestinienne qui aurait pu, souligne l’auteur, “établir une alternative à une Palestine divisée : une coexistence judéo-arabe à égalité dans le cadre d’un Etat laïque et démocratique” (Elie Aminov, “La Partition de 1948, ses causes et ses conséquences”, deuxième partie, revue *Dialogue*, n° 5, février 2004).

Mais le fond de l’affaire n’est pas là, mais bien dans ce qu’écrivent les amis de Grant-Woods sur la place qu’ils occupent dans ces institutions de l’Etat sioniste que sont le Parti travailliste et la Histadrout :

« Après plusieurs grèves dans les années 1990 et au début de la décennie actuelle (...), Peretz s’est construit une certaine réputation dans le mouvement ouvrier, qui lui a permis de monter jusqu’à la direction du Parti travailliste en novembre 2005 (...). Nous avons écrit à l’époque : “**Les marxistes israéliens ont apporté un soutien critique à Peretz depuis le premier jour où il a annoncé sa candidature à la direction du**

(16) *Ibidem*.

(17) Uri Davis, *Israel : An Apartheid State*, Zed Books, London 1987.

Parti travailliste. Nous avons fait cela pour deux raisons : d'abord, Peretz était le seul à se situer "à gauche" parmi les candidats, et ensuite parce qu'il était le représentant de la Histadrout, la plus grande confédération syndicale en Israël. Son élection à la direction du parti crée un formidable lien entre le plus grand parti ouvrier d'Israël et cette confédération. **Cependant, nous ne donnons pas à Peretz un chèque en blanc. Un soutien critique signifie que nous soutenons tout ce que Peretz fait qui améliore la vie des travailleurs et des pauvres israéliens et palestiniens, mais nous le condamnons quand il vire à droite.** "Peretz a depuis longtemps viré à droite (...), malgré tout, il a refait du Parti travailliste un parti ouvrier, quoique réformiste, ce qui rend aux marxistes israéliens les choses plus faciles pour y travailler de l'intérieur" (souligné par nous — NDLR) (18).

Dans le Parti travailliste israélien, dont ils sont membres, ils ont "soutenu" Amir Peretz, c'est-à-dire un homme politique qui n'a jamais remis en cause — et, bien au contraire, l'a aggravée — l'oppression du peuple palestinien, oppression entraînant les Juifs établis en Palestine et leurs descendants dans un immense ghetto où eux-mêmes sont menacés physiquement de destruction ! Ils ont "soutenu" Peretz, ministre de la Guerre, contre le peuple libanais et le peuple palestinien !

•
•

C'est bien entendu le droit de *Militant* de défendre ces positions (19).

Mais ne faut-il pas tirer un bilan de la politique de ce courant ?

— En Europe, alors que, des Balkans jusqu'à la Belgique, travailleurs et peuples sont confrontés à la politique de dislocation de l'Union européenne, machine de guerre au service de Washington pour détruire les conquêtes ouvrières et démocratiques, *Militant* nous explique que

"Maastricht, l'euro ont contribué à internationaliser la lutte des classes" et qu'il est "réactionnaire" de se prononcer pour la rupture avec l'Union européenne.

— Au Mexique, où les masses, refusant la fraude et le piétinement de la démocratie et de la souveraineté nationale, cherchent une issue comme elles l'ont exprimé le 16 septembre dans la convention nationale démocratique d'un million de délégués, *Militant* concentre le tir contre le mot d'ordre d'Assemblée constituante, un mot d'ordre, disent-ils, "totalement vide".

— En Palestine, où, depuis soixante ans, l'héroïque peuple palestinien se lève pour le droit à la terre et à la nation, *Militant* assène que "la question nationale sert constamment à dévier l'attention des masses vis-à-vis des questions de classe" et justifie l'existence d'un Etat et de ses institutions fondées sur la discrimination.

Comme on dit : "Trois points, cela fait une ligne." Une ligne au service de quelle cause, de quelles forces sociales ?

Jean Alain et Michaël Mana

(18) "Israël : le gouvernement bourgeois englué dans la crise et les scandales suite à la défaite militaire", Alon Lessel, 13 septembre 2006, <http://www.marxist.com/israel-crisis-bourgeois-government.htm>

(19) C'est parfaitement le droit d'individus comme Serge Goulart de déclarer : "Je regrette de ne pas avoir connu personnellement Ted Grant. Il a sans doute été un homme extraordinaire, un révolutionnaire dévoué comme peu le sont... (...). Continuer le combat dans la classe ouvrière pour le programme de Trotsky, résister à l'intégration et à la corruption par les grands appareils qui contrôlent notre classe n'a pas été et n'est pas une tâche facile. Honneur à Ted Grant, qui a poursuivi ce combat."

Tafazzul Hussain (1940-2006)

*Sanzeed Hossain, Rafiquzzaman,
Shamim Ara, Mozibar Rahman, M. Badrudduja Chowdhury*

Tafazzul Hussain naquit le 3 juillet 1940 à Hajigonj, dans la région de Chandpur. Bien que venant d'une famille aisée, c'est très tôt qu'il s'associa aux mouvements populaires, défendant les intérêts et les revendications des travailleurs des villes et des campagnes. Dès 1960, alors qu'il avait 20 ans, il a été actif dans le mouvement ouvrier et démocratique.

Tafazzul Hussain n'accepta jamais de compromis avec les autorités aux dépens des revendications des travailleurs.

En 1971, lors de la guerre de libération qui aboutit à l'indépendance nationale et à la constitution du Bangladesh, il compta parmi les combattants, et son nom reste donc lié à la constitution même du pays.

C'est au travers de son travail pour le syndicat des boulangers qu'il devint un dirigeant national du mouvement ouvrier.

La Fédération nationale des travailleurs du Bangladesh, dont il fut l'un des fondateurs, se refusa toujours à compromettre les syndicats dans des opérations politiques contraires aux intérêts des travailleurs. Pour lui, l'action syndicale était un idéal exigeant.

La lutte pour les droits des travailleurs, pour ceux des femmes et des jeunes, était pour lui une lutte qui devait aussi se mener sur le plan politique. C'est pourquoi il participa à l'action pour la constitution d'un parti politique de la classe ouvrière, d'abord au travers d'un processus de clarification au sein de "Unity

Process" (1), puis, à partir de 1998, dans la construction du Parti démocratique des travailleurs, dont il était l'un des fondateurs. Tafazzul était le président du Parti démocratique des travailleurs.

Quand la maladie imposa son hospitalisation, Tafazzul Hussain demeura politiquement actif jusqu'au bout. Lorsque, le 10 septembre 2006, des délégués de 40 comités régionaux de l'organisation de jeunesse, la Fédération révolutionnaire des jeunes du Bangladesh, se réunirent en conférence à Dacca, ils écoutèrent avec émotion le message que le camarade Tafazzul Hussain avait rédigé à leur intention, et dans lequel il exprimait sa confiance dans leur action.

Tafazzul Hussain avait rejoint en 1994 les rangs de la IV^e Internationale. Depuis 1996, il était membre du conseil général de la IV^e Internationale. Il a joué un rôle important dans la vie et les débats de la IV^e Internationale, et tout particulièrement dans sa construction en Asie. Le camarade Tafazzul Hussain a inlassablement lutté pour assurer qu'au Bangladesh, l'héritage politique de Lénine et de Trotsky soit transmis aux jeunes générations. Grâce à son travail, des milliers de travailleurs et de jeunes ont pu prendre connaissance des positions du marxisme, du léninisme et du trotskysme.

(1) Regroupement de militants et de différents groupes issus essentiellement de la crise du PC du Bangladesh.

Il a sans cesse coopéré avec des militants d'Inde et du Pakistan pour la paix et l'unité fraternelle des peuples du sous-continent.

Toute la vie active de Tafazzul Hussain se confond avec le combat pour la cause de la classe ouvrière à l'échelle nationale et internationale. Il a sans faillir été du côté de la défense des droits ouvriers, des droits de l'homme et de la démocratie, pour la défense et la souveraineté de la nation. Dans ce combat, il n'a pas ménagé ses efforts pour réaliser l'unité la plus large des forces ouvrières et anti-impérialistes.

Sa lucidité a, à plusieurs reprises, permis de défendre le Parti démocratique des travailleurs et la section au Bangladesh de la IV^e Internationale contre des tentatives de déstabilisation au Bangladesh et à l'échelle internationale. Ce combat continuera.

Sur le plan personnel, Tafazzul Hussain laisse à tous ceux qui l'ont côtoyé le souvenir d'un homme fidèle en amitié.

**Sanzeed Hossain, Rafiquzzaman,
Shamim Ara, Mozibar Rahman,
M. Badrudduja Chowdhury**



Tafazzul Hussain, lors d'une manifestation à Dacca.

Lettre de la section du Bangladesh de la IV^e Internationale à toutes les sections de la IV^e Internationale

Chers camarades,

La section du Bangladesh de la IV^e Internationale vient de subir un coup cruel : le camarade Tafazzul Hussain, l'un des fondateurs de notre section, le principal dirigeant du Workers Democratic Party (Parti démocratique des travailleurs), est décédé.

C'est pour nous une lourde perte. Nous sommes dans une situation difficile.

Et cela, à un moment où notre pays tout entier est dans une situation difficile, où son avenir et son existence même sont en jeu.

La disparition du camarade Tafazzul Hussain est une perte importante pour notre section, pour la IV^e Internationale tout entière, et, au-delà, pour toute la classe ouvrière internationale, dont il était un combattant. En témoignent les messages que nous avons reçus de toute l'Internationale, qui ont beaucoup compté pour nous.

Notre section, constituée il y a maintenant dix ans, a déjà connu des crises. Notamment après l'assassinat de notre camarade Iqbal Majumber, fondateur du parti, comme le fut le camarade Tafazzul Hussain. De nouveau, il nous faut faire face à la crise. Réunis en direction d'urgence au lendemain de la mort de notre camarade, avec une délégation du SI, nous avons décidé de poursuivre notre lutte

dans la IV^e Internationale comme auparavant.

Nous avons pris la décision de réunir tous les membres de la IV^e Internationale pour organiser la poursuite de notre combat.

Le 1^{er} septembre dernier, à Chittagong, nous avons tenu un meeting. Nous y avons adopté un appel dans lequel nous dénonçons les prétentions de l'impérialisme américain de régenter notre nation et le jeu qu'il joue dans notre pays.

Nous voulons construire avec notre propre politique et avec l'aide de l'Internationale. En faisant face à ce terrible coup du sort, nous voulons retourner la situation en son contraire pour construire. Le camarade Tafazzul l'aurait voulu.

Nous sommes fiers d'avoir rejoint le combat de la IV^e Internationale.

La IV^e Internationale continuera. La section du Bangladesh vivra.

Nous avons contribué à la constitution d'un parti ouvrier indépendant, d'abord par un processus de clarification au sein d'un regroupement qui s'appelait Unity Process.

Comme le disait le camarade Tafazzul Hussain dans un meeting de la IV^e Internationale à Paris, le 4 septembre 1998 :

“Nous avons joué un rôle essentiel dans le lancement et la formation d'un parti politique en mai de cette année. Ce

parti s'appelle le Parti démocratique des travailleurs. Je crois que le nom lui-même a une signification importante. Nous croyons à la démocratie et nous la mettons en pratique dans notre parti. Nous défendons les règles de la démocratie, que les impérialistes tentent de réduire à néant. Parce que c'est un parti démocratique, la section de la IV^e Internationale est une composante légitime de ce parti avec des militants d'autres tendances."

Il existe beaucoup de partis de gauche, mais nous avons estimé que nous devons être indépendants et aider à construire et à former notre propre parti pour intervenir en partant des revendications et des préoccupations du peuple, et d'elles seules.

Nous sommes fiers d'avoir été capables d'aider à la construction d'un parti ouvrier indépendant. Dans ce parti, beaucoup sont venus avec leur propre pensée.

Aujourd'hui, nous voulons dire à toutes les sections de l'Internationale que nous nous engageons à continuer le travail entrepris.

Le Parti démocratique des travailleurs continuera son combat aux côtés et avec le peuple.

La situation est difficile et complexe dans notre pays. Difficile et complexe, mais le peuple du Bangladesh est parvenu, à trois reprises, dans la période récente, à faire reculer les multinationales et le gouvernement. Ce résultat a été obtenu par les combats unis des travailleurs, de la population, combats dans lesquels le Parti démocratique des travailleurs, dont la section de la IV^e Internationale est une composante, a pris une part importante.

DÉFENSE VICTORIEUSE DU PORT DE CHITTAGONG

Il y a eu, vous le savez, la bataille pour la défense du port de Chittagong, contre sa privatisation, autour des mots d'ordre : *"Sauver le port, sauver Chittagong, sauver le pays !"* Ces mots d'ordre, nous les avons repris de nos camarades mexicains après leur manifestation contre la privatisation de l'électricité aux cris de *"Le pays n'est pas à vendre. Sauvons le pays !"*

Nous avons mené une lutte dans tout le pays, car la privatisation aurait signifié la mainmise impérialiste sur l'ensemble du pays.

Le précédent gouvernement du Bangladesh, celui de la Ligue Awami (2), puis l'actuel gouvernement du BNP (3) étaient l'un et l'autre prêts à brader le port de Chittagong à la multinationale américaine SSA. Partant de Chittagong, avec l'appui du maire de la ville — qui est membre de la Ligue Awami et du syndicat des dockers —, un puissant mouvement uni a commencé à s'organiser sous le mot d'ordre : *"Le pays n'est pas à vendre ! Chittagong n'est pas à vendre !"*

C'est toute la population de Chittagong qui a rejoint la résistance des travailleurs.

Notre parti prit alors l'initiative d'appeler à une conférence nationale pour sauver Chittagong. Cette conférence a réuni des délégations représentatives d'organisations syndicales et de mouvements politiques de Chittagong et de tout le pays. Des représentants d'organisations ouvrières d'Inde, du Pakistan, des Etats-Unis et de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples ont participé à cette conférence. La résistance des travailleurs, à laquelle cette initiative a fourni un point d'appui essentiel, a contraint la multinationale américaine (SSA) et le gouvernement à retirer leur projet.

Plus récemment, il y a eu à Dinajpour, dans le nord du pays, une mobilisation de l'ensemble de la population. Mobilisation dans laquelle notre parti a pris sa place, contre une multinationale britannique, l'Asia-Energy Corporation, qui entendait imposer dans une mine à ciel ouvert ses conditions de surexploitation sans limite. Le projet de la multinationale était par ailleurs d'imposer le déplacement de 50 000 personnes, et ils auraient créé une grave crise de l'environnement. Lors de la mobilisation, la police a tiré. Il y a eu sept

(2) Ligue Awami : l'un des deux grands partis politiques du Bangladesh. A son origine dans la lutte pour l'indépendance.

(3) Bangladesh National Party : le parti qui est actuellement au pouvoir, engagé dans une politique ouverte de privatisation. Il a pris naissance à partir d'hommes politiques qui ont rallié le Bangladesh indépendant, mais n'avaient pas pris l'initiative de la lutte.

morts. Et pourtant, la mobilisation de toute la population entraînant l'ensemble des organisations a contraint la multinationale et le gouvernement à reculer. Il est possible par l'unité d'action, sur des revendications simples, claires, qui sont celles de tout le peuple, de faire reculer ceux qui veulent régenter notre vie, notre peuple, notre nation.

Il y a quelques mois, les travailleurs des entreprises du textile, qui sont frappés comme dans tous les pays par les conséquences désastreuses de l'accord de l'OMC sur le textile — accord que notre parti avait dénoncé dès l'origine —, se sont dressés dans un puissant mouvement populaire, qui a vu des dizaines de milliers de travailleurs faire grève et descendre dans les rues. Là aussi, il y a eu des affrontements, des morts et des blessés parmi les travailleurs.

Les travailleurs ont fait grève pour réclamer le paiement de salaires qu'on leur devait parfois depuis plusieurs mois, pour exiger une augmentation de leurs salaires, pour obtenir le respect des droits syndicaux, y compris dans les zones économiques spéciales où ceux-ci sont ignorés. L'une des couches les plus féroce-ment exploitées de la classe ouvrière du Bangladesh s'est dressée pour ses droits. Tous les profiteurs ont paniqué.

Les multinationales qui donnent les ordres, les exploiters locaux qui, une semaine auparavant, juraient que la moindre augmentation des salaires amènerait la fermeture de leur usine, le gouvernement dont la police avait ouvert le feu sur les travailleurs, tous ont dû battre en retraite.

Le gouvernement, comme résultat de cette mobilisation, a été amené à décider l'augmentation du salaire minimum. Il a été contraint de reconnaître les organisations syndicales et de négocier avec elles.

Ces reculs imposés sont certes insuffisants, mais dans une situation où, à l'échelle internationale, les gouvernements du monde entier dérèglementent, cherchent à détruire tous les droits ouvriers, à remettre en cause ce qui a été conquis par les combats ouvriers, les résultats de la lutte des travailleurs du Bangladesh sont un point d'appui pour les travailleurs de tous les pays.

Le fait que, dans notre pays, le gouvernement soit obligé de négocier, pour la première fois de reconnaître un salaire minimum et de l'augmenter de 17 à 25 dollars est un résultat de la lutte de notre peuple.

Il indique que le gouvernement et que les exploiters sont inquiets. Bien entendu, les organisations syndicales ont raison de ne pas renoncer à l'ensemble des revendications qui étaient à l'origine du mouvement et de demander que ce salaire minimum soit porté à 50 dollars. Elles appellent dans l'unité à la grève générale le 15 octobre prochain.

Ces trois événements démontrent combien notre peuple et la nation bangladeshie veulent vivre. Ils veulent vivre pour que soient réalisées les aspirations de la guerre de libération nationale de 1971. Ils veulent vivre parce qu'ils refusent que la nation bangladeshie disparaisse.

Dans cette situation, se préparent des élections. Face à la corruption, face au processus d'élections truquées, ce que veut notre peuple, ce sont des élections libres, des élections non truquées, des élections qui puissent permettre de poser le problème de la révocation des députés corrompus. Un vaste mouvement s'est engagé, entraînant des millions contre le gouvernement, contre les élections truquées.

Nous y avons participé.

Dans le cours de ce vaste mouvement, la Ligue Awami, qui est actuellement dans l'opposition, a constitué une Alliance de 14 partis. Elle a proposé une plate-forme.

Nous avons été sollicités pour nous y associer. Notre parti a étudié ce document. Incontestablement, certains de ces points entrent en contradiction avec la politique d'alignement sur les exigences de l'impérialisme exprimées par le FMI, politique que la Ligue Awami elle-même avait appliquée lorsqu'elle était au gouvernement.

On peut en effet y lire :

“(...) 3. Tout le pouvoir de l'Etat appartient au peuple (...). Le règne de la loi sera établi. Les lois liberticides seront abrogées. Le terrorisme d'Etat et les exécutions extra-judiciaires cesseront. La justice sera séparée de l'exécutif et indépendante des partis. 4. La souveraineté

de l'Assemblée nationale sera préservée. Et le gouvernement sera responsable devant le Parlement (...). 11. A l'échelle du pays, les entreprises privatisées et fermées seront réouvertes. Les industries du jute, de la confection, du textile et du sucre seront protégées. Un salaire minimum sera fixé pour les travailleurs et établi par une nouvelle loi. Il sera mis fin aux licenciements arbitraires. Les investissements étrangers feront l'objet d'une loi particulière (...). 13. Le programme de développement pour les femmes de 1997 sera rétabli. L'inégalité entre les sexes sera abolie (...). 18. Toutes les ressources naturelles, incluant le gaz et le charbon, seront développées par l'Etat pour leur meilleure utilisation. Tous les contrats de partage inégaux seront abrogés."

TROIS AMENDEMENTS DE NOTRE PARTI

Le camarade Tafazzul Hussain avait expliqué publiquement :

« Ces points positifs ne constituent pas par eux-mêmes une plate-forme suffisante. Mais étant un parti qui combat sans relâche pour l'unité la plus large, pour sauver le pays, nous tenons à aborder positivement toute possibilité de réaliser cette unité. Nous proposons donc trois amendements :

— Le Bangladesh ne peut être sauvé que s'il se libère de toute ingérence étrangère. La pire de ces ingérences est l'utilisation par les grandes institutions financières internationales de la dette externe comme moyen de piller le Bangladesh. En conséquence, la plate-forme d'action commune devrait inclure la revendication : "Annulation immédiate de la dette externe, qui n'est pas celle du peuple du Bangladesh !"

— Deuxièmement, il est écrit dans le texte proposé : "Le pouvoir de l'Etat appartient au peuple." Donc, notre amendement est : "Il faut dire clairement que, pour que cela soit réalité, le peuple du Bangladesh doit pouvoir élire ses représentants sur un mandat clair à une Assemblée constituante, au sens précis où il n'y aura aucune institution au-dessus d'elle. Une Assemblée souveraine qui aura le pouvoir de mettre en œuvre les mesures que nous discutons."

— Enfin, notre troisième amendement est simple : l'exigence du retour au peuple

des fonds qui ont été détournés par des concussionnaires et des spéculateurs.

Trois milliards cinq cent millions de takas (4) ont ainsi été détournés sous forme d'emprunts auprès des banques d'Etat accordés à des entreprises. »

Nous avons soumis ces amendements à l'Alliance des 14 partis, parce qu'ils nous semblent impossible d'assurer l'ensemble des revendications avancées dans le projet de plate-forme sans rompre le lien de subordination de la nation bangladaisienne avec les institutions financières internationales.

Ces amendements n'ont pas été retenus. Personne ne s'y est opposé frontalement, mais, c'est un fait, ils n'ont pas été retenus. Nous le regrettons.

Tout en participant à l'action commune pour les revendications démocratiques qui sont celles de tout le peuple du Bangladesh, nous répétons et nous répéterons encore cette question : est-il possible de satisfaire les revendications sans rompre avec le FMI, sans mettre fin au pillage du pays par la dette externe ?

Nous nous interrogeons : pourquoi les amendements sur des questions vitales pour l'avenir du Bangladesh proposées par le Parti démocratique des travailleurs ne sont pas discutées ni mises en avant ? Mais aussi, plus généralement, pourquoi, dans la campagne qui s'ouvre, les revendications précises contenues dans la plate-forme initiale de l'Alliance des 14 partis ne sont-elles plus, aujourd'hui, au centre de la campagne ?

Pourquoi ne parle-t-on plus de l'exigence du refus de la privatisation, de la renationalisation des entreprises du textile, telle que formulée dans les documents constitutifs de l'Alliance ?

Ce sont pourtant à ces questions que le peuple veut des réponses.

ROMPRE AVEC LES PLANS DU FMI POUR SAUVER LE PAYS

Nous, section de la IV^e Internationale au Bangladesh, estimons que les réponses à ces questions sont d'autant plus urgentes que des négociations se sont engagées entre

(4) Un euro équivaut à 80 takas.

le parti au pouvoir, le BNP, et la Ligue Awami.

Comme l'écrit un journal de Dacca, le *Daily Star* :

“Le secrétaire général de l'Awami League et le secrétaire général du BNP discutent ensemble des réformes électorales. La main invisible de Dieu, sous la forme de la pression de puissants pays créditeurs, les a au moins contraints à se parler.”

Quel sera le résultat de ces discussions ? Au moment où ces lignes sont écrites, nul ne peut le savoir.

En tout état de cause, ce que veut le peuple du Bangladesh, ce sont des élections libres où il puisse souverainement choisir ceux à qui il confiera un mandat clair pour sauver la nation. Des élections sans interférence de l'étranger, qui ne soient pas marquées par la violence et par la corruption.

Pour sa part, le Parti démocratique des travailleurs ne sacrifiera aucune revendication du peuple et des travailleurs du Bangladesh à une combinaison électorale quelle qu'elle soit. Nous ne jouerons pas ce jeu-là.

On retrouve là des problèmes essentiels pour l'avenir du Bangladesh. Comme cela a été dit plus haut, il est incontestable que l'accord conduisant au bradage de Chittagong avait été établi alors que la Ligue Awami était au pouvoir. Depuis 1997, les représentants de l'impérialisme américain se succédaient au Bangladesh pour donner des ordres, pour suivre l'avancée du projet. Mais les travailleurs, la population de Chittagong et le maire de la ville, membre de la Ligue Awami, se sont dressés pour dire non, ont continué à dire non après l'arrivée au pouvoir du BNP, qui poursuivait sur ce point la même politique que son prédécesseur.

C'est la même politique qui a été pratiquée à Dinajpour, initiée alors que la Ligue Awami était au pouvoir et poursuivie ensuite par le BNP. C'est cette politique que les masses qui se sont mobilisées pour des élections libres, contre la fraude et la corruption, ont fait échouer en se dressant contre la mainmise de la multinationale britannique à Dinajpour.

C'est avec cette politique qu'il faut rompre, politique de subordination aux

intérêts des multinationales et du gouvernement américain.

Notre parti, le parti au sein duquel nous militons, s'adresse fraternellement à toutes les organisations qui se réclament de la démocratie et des intérêts du peuple du Bangladesh pour leur dire :

“N'est-il pas temps d'affirmer dans ces élections que la rupture avec les plans du FMI est nécessaire pour sauver le pays ? Ne faut-il pas mettre en avant les revendications précises de la plateforme, en particulier la renationalisation des entreprises du textile et du jute ? Elles faisaient vivre notre pays.”

Pour notre part, nous avons le devoir de développer notre propre politique indépendante, c'est-à-dire d'exprimer les revendications essentielles du peuple du Bangladesh, alors que, plus les élections se rapprochent, plus on les relègue à l'arrière-plan.

Or ces revendications sont la base même de l'unité, comme cela a été démontré à Dinajpour et à Chittagong.

Ce sont des questions complexes. Pour nous, section de la IV^e Internationale, il est nécessaire de combiner l'appel le plus large à un front unique anti-impérialiste avec l'indépendance politique à l'égard de toute combinaison qui ne répondrait pas aux aspirations profondes du peuple.

Le front unique a été réalisé à Chittagong. Nous le répéterons et nous ne le répéterons jamais assez : pourquoi cela ne serait pas possible à l'échelle de tout le pays ?

UN MEETING INTERNATIONAL EN HOMMAGE AU CAMARADE TAFAZZUL

Chers camarades, dans cette situation difficile, mais où en même temps le peuple veut vivre, nous avons convoqué un meeting en hommage au camarade Tafazzul Hussain. Ce meeting se tiendra le 10 novembre, à quelques jours de la date anniversaire de la révolution russe d'octobre 1917, qui est au centre la préparation de notre Sixième Congrès mondial de la IV^e Internationale.

Nous tiendrons ce meeting comme un meeting de la nation à Dacca, avec des délégations venues de Dinajpour, de Chittagong et de diverses villes du pays.

Meeting où nous rendrons hommage au dirigeant ouvrier Tafazzul Hussain, meeting au cours duquel la IV^e Internationale s'exprimera. Elle s'exprimera tout autant par une délégation internationale que par la voix de la section bangladeshie de la IV^e Internationale.

L'hommage à Tafazzul s'exprimera également par la voix des militants pakistanais, indiens, qui témoigneront de l'unité des peuples du sous-continent indien contre l'éclatement, contre le processus de guerre que l'on cherche à développer dans la région, d'éclatement des nations que cherche à imposer l'impérialisme.

Ce meeting, nous allons l'organiser en nous adressant aux travailleurs, en leur demandant de nous aider à le préparer. Pour cela, nous avons décidé d'ouvrir un fonds spécial en hommage à Tafazzul Hussain. Nous dirons aux ouvriers : les ouvriers ont besoin du parti, le parti a besoin des ouvriers.

Les conditions de vie dans notre pays sont des plus difficiles, les salaires extrêmement bas. Les ONG pervertissent tout avec leur argent. Nous sommes un des pays les plus pauvres du monde, mais c'est avec fierté que nous demanderons aux ouvriers de nous aider à tenir ce meeting, de verser 5, 10 takas. Les camarades responsables de la section de la IV^e Internationale ont tenu à être les premiers à contribuer à ce fonds.

Ce fonds contribuera également à l'édition d'une brochure en bangla et en anglais consacrée à rendre hommage à notre camarade. Nous y retracerons la continuité de son combat.

Chers camarades, la section bangladeshie sera représentée au congrès mondial de la IV^e Internationale. Notre délégation est désignée. Nous serons présents pour débattre fraternellement, avec tous les délégués de l'Internationale, de l'ensemble de nos tâches à l'échelle internationale et dans chaque pays. Nous savons que la situation au Bangladesh n'est pas séparable de la situation internationale, et, en particulier, de la situation en Asie.

L'offensive impérialiste contre toutes les conquêtes, toutes les positions de la classe ouvrière, contre les droits des nations vise en particulier, dans le cas de l'Asie, l'existence de la propriété d'Etat des moyens de production en Chine, conquête de la révolution chinoise de 1949 que nous défendons contre tous ceux qui veulent en organiser le démantèlement et la destruction, car nous savons que c'est indispensable à la défense de nos droits au Bangladesh même. Le camarade Tafazzul expliquait à ce sujet :

« J'ai réalisé que, pour l'Asie comme pour le monde, tout ce qui se passait en Chine était un problème essentiel pour la classe ouvrière, non seulement en Chine, mais également dans le monde entier.

Les conséquences de la révolution de 1949 ont mis du temps à se matérialiser, mais la transformation actuelle, sa profondeur et sa rapidité sont très dangereuses pour le combat révolutionnaire mondial de la classe ouvrière. Pourquoi ? Parce que, pour les travailleurs du monde entier — et en particulier pour ceux de Chine —, la révolution chinoise de 1949 a été une étape marquante, l'aboutissement d'un combat de la classe ouvrière chinoise.

Mais que se passe-t-il à présent ? La classe ouvrière est confrontée à une répression et à une exploitation accrues. Il y a également une augmentation du chômage et des fermetures d'entreprises. Les médias parlent avec enthousiasme de développement et de croissance, mais s'il y avait effectivement croissance, pourquoi y a-t-il autant de chômeurs, tant de Chinois qui quittent leur pays en dépit des problèmes que ça leur pose ?

Un avocat, qui défendait des travailleurs arrêtés dans le cadre des multiples "incidents" et confrontations qui sont quotidiennes, a déclaré que la situation devenait similaire à ce qu'elle était à la veille de la révolution de 1949. La différence essentielle, c'était que, à cette époque, le Parti communiste chinois (PCC) soutenait les travailleurs, et qu'aujourd'hui, il soutient les patrons. C'est la raison pour laquelle, si la classe ouvrière doit combattre en Asie pour défendre ses droits et ses revendications, elle ne peut faire l'impasse sur les problèmes soulevés en Chine. »

Nous serons présents dans le congrès mondial pour discuter de l'ensemble des éléments de la situation internationale,

pour discuter du combat de la IV^e Internationale.

Nous tenons à vous informer que les femmes du Bangladesh seront représentées à la conférence d'Alger qu'organise, sur son propre plan, la revue *Dialogue*, et qu'une campagne sera organisée dans notre pays pour soutenir cette conférence internationale de défense des femmes palestiniennes.

Nous sommes fiers d'avoir constitué la section de la IV^e Internationale au Bangladesh, sous la direction du camarade Tafazzul Hussain. Nous nous souvenons de ce qu'il disait le 4 septembre 1998, à l'occasion du 60^e anniversaire de la formation de la IV^e Internationale :

“Dans notre région du globe, c'est-à-dire dans le sous-continent indien, sauf au Sri Lanka, il n'était pas possible de lire ni d'étudier facilement les ouvrages de Trotsky à cause de la propagande forcée dirigée contre lui par la bureaucratie stalinienne de Moscou et l'aveuglement des maoïstes de Pékin. Il y a seulement dix ans, c'était une honte d'être trotskyste. Mais les choses ont commencé à changer au fur et à mesure que l'impérialisme s'est montré sous son vrai jour et a commencé à saper la souveraineté de l'appareil d'Etat, de la nation, et s'est attaqué à son existence même. Maintenant, le capital et le capitalisme s'attaquent à la résistance des organisations et des partis indépendants des peuples. Dans notre sous-continent, tous les grands partis politiques et les gouvernements ne sont que des pions aux mains du capital financier international, y compris des groupes et des partis de gauche, les vestiges des bureaucrates de Moscou et les staliniens ont cédé à l'exploitation sans frein.

A ce point critique de l'agonie des peuples, nous avons formé une section de la IV^e Internationale au Bangladesh, en 1995. Notre travail et notre activité ont donné un rayon d'espoir aux militants progressistes qui ne savaient plus vers qui se tourner. Nous avons apporté notre soutien au mouvement syndical indépendant, qui a partiellement réussi à empêcher ou à ralentir les privatisations et les plans d'ajustement structurel.”

Nous serons au congrès mondial et nous discuterons de la question soulevée par le camarade Tafazzul Hussain à propos de la place de la jeunesse.

VERS UNE CONFÉRENCE NATIONALE DE JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES

Comme l'expliquent les camarades Daniel Gluckstein et Pierre Lambert dans leur message adressé à notre section :

« De Tafazzul Hussain, nous gardons également le souvenir d'un combattant à qui le courage jamais ne faisait défaut, y compris contre la maladie.

Mais nous gardons aussi le souvenir d'un militant optimiste, d'un militant tourné vers l'avenir, d'un organisateur.

Nous l'avons vu dans les derniers mois de son existence, alors qu'il se savait déjà extrêmement malade, accorder l'attention la plus grande à l'organisation de la jeune génération de la IV^e Internationale au Bangladesh.

“Nous devons, nous disait-il dans les dernières discussions que nous eûmes ensemble au mois de juillet, accorder l'attention la plus grande à la jeunesse. Nous devons y consacrer une place particulière dans notre prochain congrès mondial de la IV^e Internationale. Car la jeunesse, c'est l'avenir.”

Avec quelle conviction il attirait l'attention de toute l'Internationale sur les progrès réalisés dans la constitution d'une organisation de jeunes au Bangladesh, afin, disait-il, d'assurer la continuité. »

Dans notre pays, l'organisation de jeunesse a connu un développement important. Le 15 septembre dernier, une conférence de l'organisation de jeunesse a réuni des représentants de 40 districts sur les 64 que compte le pays. Nous avons l'intention de tenir, autour du manifeste que nous faisons circuler dans tout le pays, une conférence nationale de jeunes au mois de février 2007.

Pour préparer la réunion du 15 septembre, le camarade Tafazzul, bien qu'hospitalisé, nous a aidés jusqu'au bout. Lors d'une des dernières visites que nous lui avons rendues à l'hôpital, il nous a encore parlé de l'importance de la conférence des jeunes. Il nous a dit que son vœu, c'était que la conférence de février se tienne.

Nous demandons que cette question soit débattue à l'occasion du congrès mondial.

Dans le manifeste de l'organisation de jeunesse, nous affirmons :

« Il y a trente-cinq ans, le Bangladesh devenait un pays indépendant. Trois millions de personnes, avant tout des jeunes, des étudiants, des paysans et des ouvriers, sont parmi ceux qui ont sacrifié leur vie. Aujourd'hui, il y a 20 millions de jeunes au chômage au Bangladesh. Le Bangladesh reste l'un des pays les plus pauvres du monde. Le budget du Bangladesh est préparé en fonction de "l'aide" étrangère. Nos gouvernements sans colonne vertébrale n'osent pas formuler une seule idée allant au-delà des instructions de la Banque mondiale, du FMI ou de l'Union européenne. Sous leurs ordres, toutes les industries sont privatisées, conduisant à des millions de licenciements frappant d'abord les jeunes. La richesse du pays est pillée, il n'y a ni développement ni industrialisation.

L'industrie du textile et de la confection joue un rôle vital dans notre économie. 90 % des employés sont des femmes. Elles sont exploitées sans merci par les propriétaires. Leurs droits sont piétinés par la force ou par l'usage de la loi.

Les femmes du Bangladesh sont traitées comme des citoyens de seconde zone.

Au nom de la lutte contre la pauvreté, les ONG financées par l'impérialisme augmentent la pauvreté dans les campagnes. Elles ne sont intéressées qu'à des opérations de crédit. Aujourd'hui, des femmes sont endettées pour des 20 000 ou des 30 000 takas à ces ONG. Au nom des besoins de l'éducation, ces ONG absorbent des millions de dollars venus des pays capitalistes, et, en réalité, elles détruisent les bases mêmes de l'enseignement dans notre pays.

L'organisation des jeunes révolutionnaires du Bangladesh entend démasquer le rôle véritable de ces ONG, montrer comment elles pillent les campagnes du Bangladesh et y oppriment les femmes. »

Ce manifeste se conclut en appelant à l'organisation :

« A la lumière du combat international de la jeunesse révolutionnaire, nous vous appelons à vous joindre à nous.

Nous vous invitons à exprimer en toute indépendance vos propres idées et vos aspirations.

Nous intégrerons ces suggestions, ces idées et ces aspirations dans nos futurs documents.

Nous sommes la jeune génération et une composante de la classe ouvrière du Bangladesh. Si nous pouvons construire notre organisation libre de toute subordination, nous sommes convaincus que nous pourrions infliger des défaites à l'impérialisme et à ses agents locaux.

Nous espérons construire un monde dans lequel il n'y aura plus de famine, plus de pauvreté, plus d'oppression et plus de discrimination.

Que vive la révolution ! »

Il ne peut y avoir de combat organisé sans l'organisation de la section de la IV^e Internationale.

Nous avons décidé d'éditer mensuellement un quatre-pages de la IV^e Internationale au Bangladesh dans notre langue. Deux camarades en ont pris la responsabilité.

Le premier numéro est constitué de cette lettre et des hommages à Tafazzul Hussain.

Chers camarades,

Dans le combat contre l'exploitation, certains ont déserté. Ils nous ont quittés. On pourrait dire que nous les avons perdus. Nous disons : ce sont eux qui nous ont perdus, ils ont perdu le parti.

Section de la IV^e Internationale construisant le Parti démocratique des travailleurs, nous aurons dans la discussion du congrès mondial à préciser les rapports entre la section et le parti. C'est une question qui se pose dans tous les pays.

Cela est d'autant plus important à clarifier qu'une large fraction de la classe ouvrière connaît maintenant notre parti, auquel nous, militants communistes, participons. Nous cherchons à organiser le Parti démocratique des travailleurs dans toutes les régions du pays. Nous allons discuter avec les ouvriers. Nous leur présenterons notre programme.

La nation bangladeshie a un avenir. Avec les ouvriers, les paysans, les jeunes, les femmes, nous lutterons pour cela.

Vive la IV^e Internationale ! Vive la section du Bangladesh ! Hommage à nos camarades Tafazzul Hussain et Iqbal Majumber.

Dacca, le 7 octobre 2006

**Le secrétariat
de la section du Bangladesh**

Tafazzul, notre camarade

Par Daniel Gluckstein et Pierre Lambert

Chers camarades, c'est avec une grande émotion et une très grande tristesse que nous avons appris le décès du camarade Tafazzul Hussain.

Depuis quinze ans maintenant, le camarade Tafazzul Hussain partageait tous nos combats. Nous gardons de lui le souvenir, d'abord et avant tout, d'un organisateur au plan syndical comme au plan politique. Dans toutes les conférences internationales auxquelles nous avons participé ensemble, Tafazzul Hussain était le porte-parole, le digne porte-parole de la classe ouvrière du Bangladesh et de toute la nation du Bangladesh.

Il nous revient en particulier ce jour de février 1994 où nous avons participé ensemble à cette délégation internationale qui s'est rendue au siège du Fonds monétaire international, à Washington.

Dans cette délégation, à laquelle participaient des camarades du monde entier, Tafazzul Hussain avait en particulier porté contre le Fonds monétaire international l'accusation suivante :

« Au nom de l'ajustement structurel et des privatisations, le FMI a prescrit la fermeture d'industries. Maintenant, des millions de travailleurs sont sans emploi. Les salaires des travailleurs, au Bangladesh, étaient de l'ordre de 18 à 20 dollars par mois. Le gouvernement a signé un accord portant le salaire minimal à 23 dollars. Le FMI a fait une déclaration s'opposant à cette augmentation. Une entreprise qui employait 70 000 travailleurs fut ramenée à un "projet pilote", qui n'employait que 3 000 personnes. Le FMI recommanda la fermeture de ce projet. Comme résultat de la privatisation de l'agriculture, la terre arable du pays devient stérile. Vous avez fourni un prêt de 300 millions de dollars à la condition que la plupart des fabriques de jute soient fermées, que certaines soient privatisées. »

A cela, le représentant du FMI osa répondre :

"Le gouvernement du Bangladesh a compris que l'industrie du jute n'est plus viable. Un pays ne peut dépendre d'une seule production. C'est pourquoi l'accord avec le Bangladesh stipulait que le gouvernement devait établir un filet social pour protéger ceux qui perdraient leur emploi. C'est la responsabilité du gouvernement que de le faire, et il revient au peuple du Bangladesh de s'assurer qu'il le fait. Je ne peux pas parler au nom du gouvernement du Bangladesh, mais je sais qu'il n'y a plus de place sur le marché du jute. Ce marché est-il aujourd'hui plus grand ou plus petit qu'hier ?"

Il s'attira alors immédiatement la réponse suivante du camarade Tafazzul Hussain :

"Cela dépend, si vous prenez en compte les besoins du peuple, il devient plus grand."

Tout l'engagement militant du camarade Tafazzul Hussain est concentré dans cette formule. Oui, le marché du jute est plus petit si l'on ne prend en compte que les besoins de profits des capitalistes. Il devient plus grand si l'on prend en compte les besoins du peuple. C'était, dans tous les domaines, sa préoccupation et son orientation : si l'on prend en compte les besoins du peuple.

De l'Europe aux Etats-Unis, dans le monde entier, nous avons chaque fois entendu le camarade Tafazzul Hussain dénoncer avec passion les méfaits du pillage de l'impérialisme contre son pays. Tafazzul Hussain était partout l'avocat des opprimés et des exploités de ce pays, dont il ne manquait jamais de rappeler qu'il était à la fois l'un des plus pauvres du monde, mais aussi l'un de ceux qui, par son propre combat, était parvenu dans l'histoire récente à imposer son indépendance et sa souveraineté.

Internationaliste, considérant que la lutte de classe était internationale, toujours passionné par les discussions d'orientation, qu'il s'agisse du Brésil ou de l'Afrique du Sud, de la Chine ou de l'Europe, ou encore des Etats-Unis, Tafazzul Hussain n'en restait pas moins et pro-

fondément un combattant bangladaïsi. Son attachement à la culture bangla, à l'existence de la nation bangladaïsie était dénué de tout sectarisme, de toute exclusive vis-à-vis des autres cultures et des autres nations.

Partisan de l'union libre et fraternelle de toutes les nations et de toutes les composantes du sous-continent indien, il revendiquait naturellement le droit pour la nation du Bangladesh d'y occuper toute sa place.

C'est pourquoi il était toujours au premier rang lorsqu'il s'agissait de défendre, par exemple, le port de Chittagong comme un port public, ou l'existence même de l'industrie du jute et du textile.

De Tafazzul Hussain, nous gardons également le souvenir d'un combattant à qui le courage jamais ne faisait défaut, y compris contre la maladie. Mais nous gardons aussi le souvenir d'un militant optimiste, d'un militant tourné vers l'avenir, d'un organisateur.

Nous l'avons vu, dans les derniers mois de son existence, alors qu'il se savait déjà extrêmement malade, accorder l'attention la plus grande à l'organisation de la jeune génération de la IV^e Internationale au Bangladesh.

“Nous devons, nous disait-il dans les dernières discussions que nous eûmes ensemble au mois de juillet, accorder l'attention la plus grande à la jeunesse. Nous devons y consacrer une place particulière dans notre prochain congrès mondial de la IV^e Internationale. Car la jeunesse, c'est l'avenir.”

Avec quelle conviction il attirait l'attention de toute l'Internationale sur les progrès réalisés dans la constitution d'une organisation de jeunes au Bangladesh, afin, disait-il, d'assurer la continuité.

La cruelle maladie est venue mettre à l'ordre du jour cette exigence de continuité plus tôt, sans doute, que notre camarade Tafazzul Hussain ne l'imaginait. Plus tôt, infiniment plus tôt que chacun d'entre nous nous ne l'aurions souhaité.

L'heure est venue pour tous les camarades du Bangladesh, pour la jeune génération, pour nous tous, d'être à la hauteur de l'exemple que nous a donné le camarade Tafazzul Hussain durant toute sa vie.

Avec Tafazzul Hussain, le mouvement ouvrier du Bangladesh perd l'un de ses meilleurs combattants. Au-delà du Bangladesh, c'est le mouvement ouvrier international qui perd un combattant, un militant infatigable.

Quant à la IV^e Internationale — qu'il a rejointe alors qu'il était déjà depuis plusieurs décennies engagé dans le combat politique ouvrier —, elle perd un grand militant, dont l'adhésion manifestait la jonction entre les courants authentiquement ouvriers et internationalistes qui se sont dégagés dans cette région du monde et la IV^e Internationale.

C'est avec émotion et fierté que nous adressons cet ultime salut au camarade Tafazzul Hussain au nom du conseil général de la IV^e Internationale et de l'ensemble de ses sections.

Salut à toi, camarade Tafazzul Hussain !

Vive la IV^e Internationale et sa section du Bangladesh !

**Daniel Gluckstein,
Pierre Lambert**

A l'annonce du décès du camarade Tafazzul Hussain, la section bangladaïsie de la IV^e Internationale et le secrétariat international (SI) ont reçu de nombreux messages fraternels, reflétant la place de Tafazzul dans les combats internationaux.

Les sections de la IV^e Internationale (au Portugal, aux Etats-Unis, en France, au Pakistan, en Afrique du Sud, en Espagne...) reviennent sur sa pugnacité, sa combativité. *“Défenseur de la classe ouvrière”, “organisateur des travailleurs de son propre pays, puis des travailleurs à l'échelle mondiale”*, Tafazzul est dans la mémoire des sections de la IV^e Internationale, dans la mémoire de la IV^e Internationale. Tafazzul fait partie de notre histoire. Le SI lui a rendu hommage en dressant un portrait de sa vie militante dans un courrier adressé à toutes les sections.

Cette reconnaissance transparait aussi à travers les messages d'organisations ouvrières de toutes tendances, du comité de rédaction de *Tribune des travailleurs* (Maroc), du secrétaire général de la fédération régionale des services UGT-Madrid, en son nom propre et au nom de son organisation, du Comité pour une République laïque et démocratique de Palestine, de la fédération syndicale d'Inde, de la NFSRU de N. Vasudevan, secrétaire général du syndicat des employés de la Blue Star (Bombay), du journal *The Organizer* (Etats-Unis), ainsi que des messages personnels de Clarence Thomas (responsable du Mouvement pour la Marche du million), de Carmelinda Perreira, d'Aires Rodrigues, anciens députés à l'Assemblée constituante au Portugal.

A la mémoire du révolutionnaire, de l'organisateur, du combattant, du camarade Tafazzul Hussain.

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Revue bimestrielle - Directeur de la publication : Pierre Lambert

Comité de rédaction :

Jean-Pierre Barrois, Andreu Camps, Robert Clément, Manuel Cuso, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Christel Keiser, Daniel Gluckstein, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Marie-Claude Schidlower. **Correspondants :** Arfoutni Abderraman (*Algérie*), Werner Uhde (*Allemagne*), Lybon Mabasa (*Azania et Swaziland*), AKM Fazlul Hoque Ripon (*Bangladesh et Inde*), Philippe Larsimont (*Belgique*), Markus Sokol (*Bésil*), Paul Nkuzimana (*Burundi*), Luis Mesina (*Chili*), José Limaico (*Equateur*), Blas Ortega (*Espagne*), Alan Benjamin (*Etats-Unis*), Charles Charalambous (*Grande-Bretagne*), Lorenzo Varaldo (*Italie*), Yassine Lamin (*Maroc*), Aires Rodrigues (*Portugal*), Florin Constantin (*Roumanie*), Luis Vázquez (*Mexique*), Michel Gindrat (*Suisse*), Alifa Ngabaye Sam (*Tchad*), Ariel Quiroga (*Uruguay*), Pavlusko Imsirovic (*Yougoslavie*).



Commission paritaire : n° 0708 G 84847 - ISSN 0294-359X